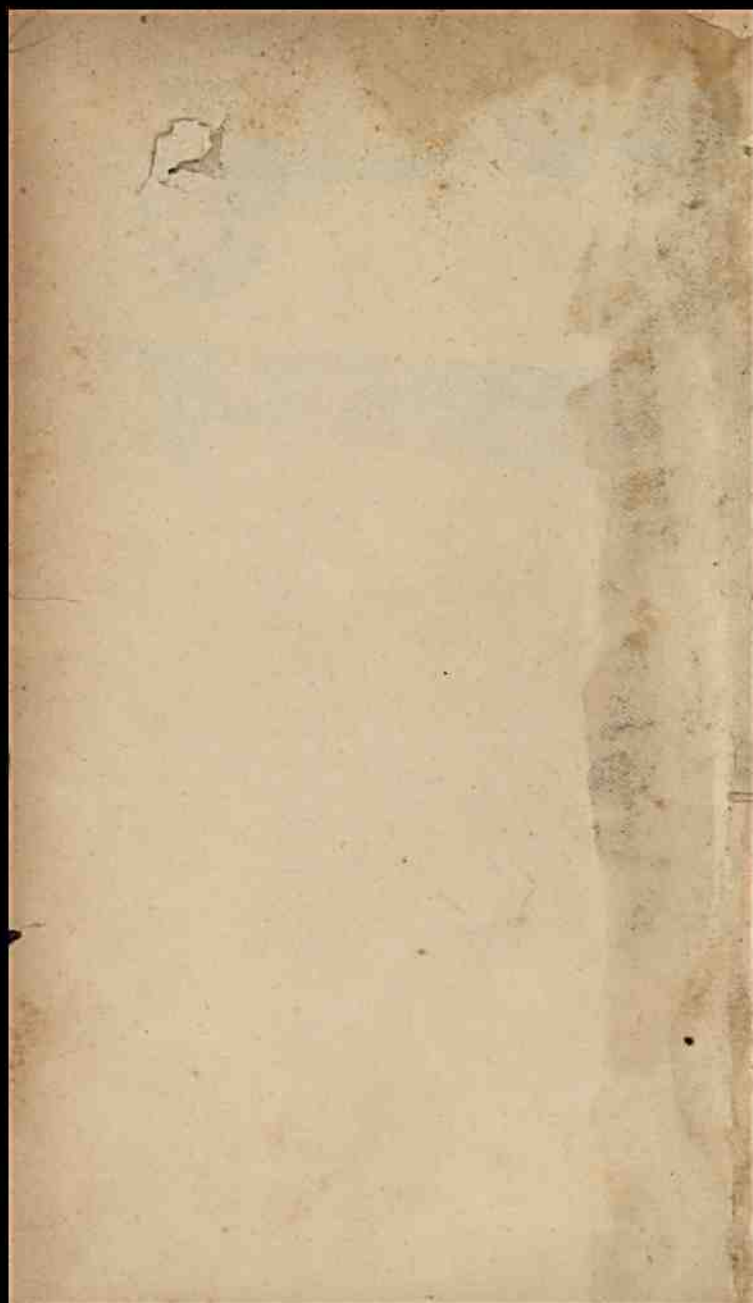


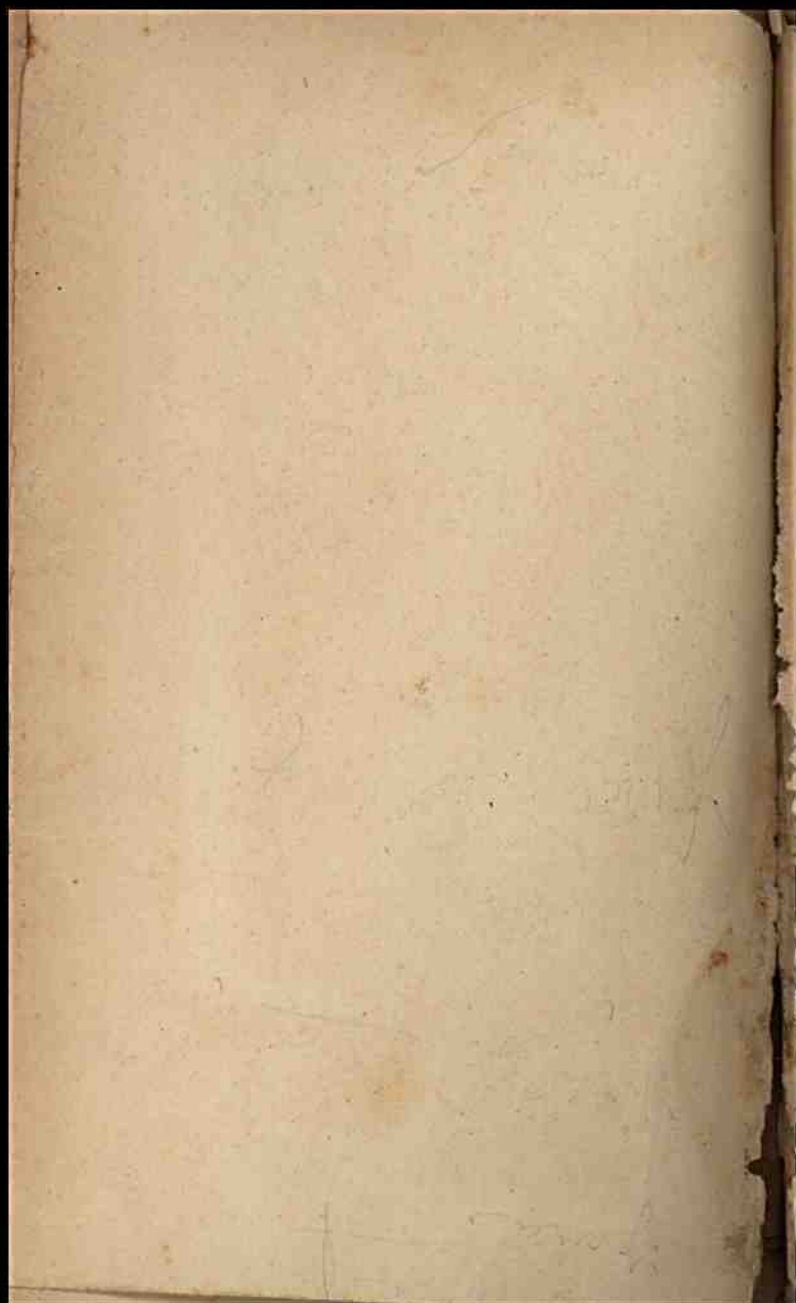
capem
40
432





2. Vals
gol



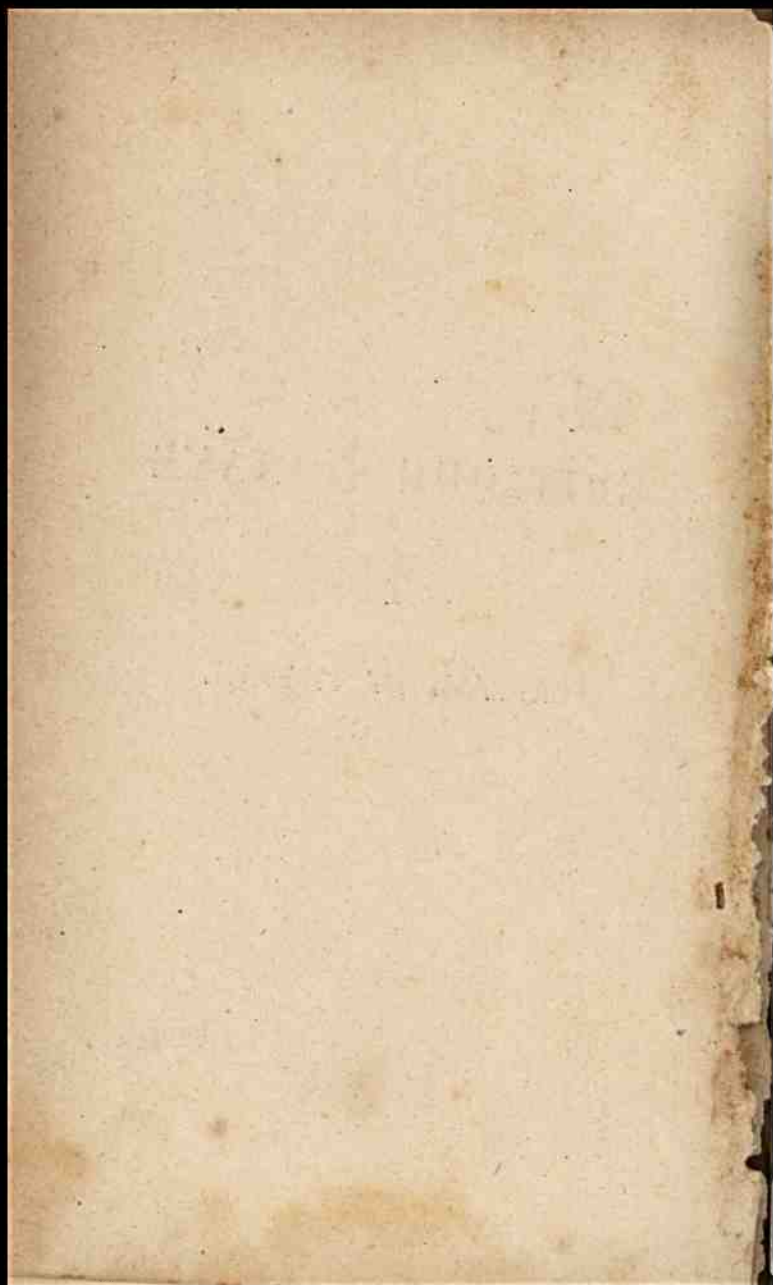


CRITIQUE SOCIALE

I

CAPITAL ET TRAVAIL





CRITIQUE SOCIALE

PAR

AUGUSTE BLANQUI



TOME PREMIER

CAPITAL ET TRAVAIL

PRÉCÉDÉ D'UNE REPRODUCTION EN TAILLE DOUCE
DE LA STATUE DE BLANQUI, PAR M. DALOU



PARIS

ANCIENNE LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE ET C^{ie}

FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

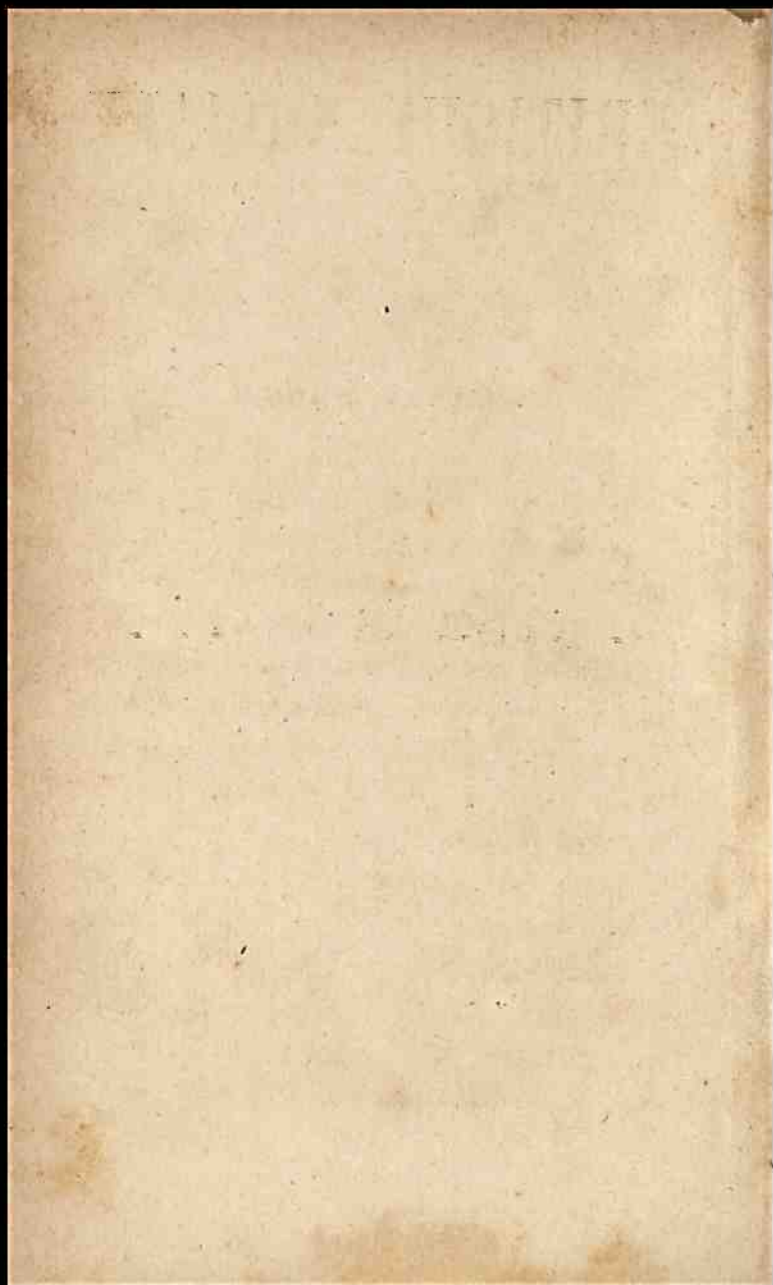
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

—
1885

Tous droits réservés.

LIVRARIA
TEIXEIRA & IRMÃ
54-A Rua de S. Bento 54-A





AVANT-PROPOS

Le 28 mai 1872, Blanqui écrivait ce qui suit à sa sœur, madame Antoine :

« Je te renvoie un paquet contenant
« partie de mes manuscrits que tu m'avais
« envoyés. Il y en a six, dont cinq classés
« par les lettres majuscules A, B, C, H, K.
« Les cinq numérotés forment un corps
« d'ouvrage d'économie politique, pas très
« méthodiquement classé, mais pou-
« vant passer. Ce sont quatre grands frag-
« ments intitulés : 1° Capital et Travail
« — 2° Luxe — 3° les Apologies de l'usure
« — 4° le Communisme, avenir de la so-



« ciété. Le cinquième cahier, marqué K,
« est intitulé Fragments. Ce sont des
« fragments détachés de une, deux, trois
« pages, destinés à se fondre dans l'ou-
« vrage, s'il se terminait, mais pouvant être
« publiés tels qu'ils sont parce qu'ils ren-
« ferment tous une idée complète. Si je
« venais à disparaître, il y a là un volume
« tout prêt à imprimer. En tête de ces cinq
« cahiers, doit figurer le prologue. Ainsi le
« volume se composerait des six cahiers
« suivants, dans l'ordre que j'indique ici :
« 1° le Prologue — 2° le cahier A, Capital
« et Travail — 3° le cahier B, le Luxe —
« 4° le cahier C, les Apologies de l'usure
« — 5° le cahier H, le Communisme,
« avenir de la société — 6° le cahier K,
« Fragments.

« Ces six cahiers, dans l'ordre indiqué,
« peuvent être mis sous presse. L'avenir
« dira ce qu'il faut en faire. Il reste chez
« toi une foule d'autres manuscrits relatifs
« à l'économie politique: entre autres un



« qui... traite surtout du coopératif au
« temps des congrès de Genève et de Lau-
« sanne. J'espère qu'il n'est pas perdu. »

C'est donc à la fois pour nous conformer à la volonté de l'illustre révolutionnaire, pour rendre hommage à sa mémoire et pour remplir un devoir envers le public que nous, les amis et les disciples de Blanqui, assistés de sa sœur, madame Antoine, nous avons préparé cette édition.

Nous avons réuni dans ces deux volumes tout ce qui, dans les manuscrits de Blanqui, avait trait à l'économie politique et sociale.

En ce qui touche CAPITAL ET TRAVAIL, nous avons scrupuleusement suivi l'ordre fixé par Blanqui lui-même : 1° le *Prologue*, 2° *Capital et Travail*, 3° le *Luxe*, 4° les *Apolgies de l'usure*, 5° le *Communisme, avenir de la société*. Toutefois nous en avons détaché, pour en faire le fonds du second volume, les *Fragments* considérablement



augmentés par « une foule d'autres manuscrits relatifs à l'économie politique » et non plus limités au « cahier K ».

Le premier volume se termine par : *Propositions de quelques économistes*, notes critiques, pour la plupart de premier jet, prises au courant de la plume et de la lecture.

Nous avons mis en tête quelques lignes évidemment destinées par Blanqui à servir de préface.

Le deuxième volume est intitulé : FRAGMENTS ET NOTES.

Sous le titre général : *Le Coopératif* et le titre spécial : *Projet de discours*, nous donnons le manuscrit visé par Blanqui dans sa lettre à madame Antoine, le manuscrit « qui traite surtout du coopératif au temps des congrès de Genève et de Lausanne ».

Les *Questions économiques au Parlement* ne sont autre chose que l'analyse consciencieuse et minutieuse de certains travaux et de certains débats. Peut-être les



accusera-t-on de faire parfois longueur et de manquer d'actualité. Mais, outre que les questions traitées n'ont pas disparu, leur analyse a toujours tant de précision, elle brille par des vues si claires, elle est semée d'aperçus si originaux, énoncés dans un style si personnel, elle démontre si bien la préoccupation de Blanqui et son absolue compétence sur ces questions que les malveillants l'accusaient de négliger et même d'ignorer, que nous n'avons voulu nous permettre aucune coupure.

Enfin nous avons cru que les miettes de l'esprit et du génie étaient bonnes à recueillir et nous les avons réunies sous la rubrique *Notes*. Il y a telle pensée détachée, tel aphorisme en une ligne qui vaut un long morceau.

Nous publions, en tête du premier volume, une gravure de la statue de Blanqui exécutée, pour le monument du Père-Lachaise, par le grand sculpteur Dalou. Nous sommes heureux de saisir l'occasion



qui nous est offerte et de donner à M. Dalou le témoignage public de notre admiration, de notre reconnaissance. Grâce à lui, grâce à son désintéressement tout autant qu'à son génie, le monument de Blanqui sera couronné par une œuvre immortelle, digne, tout à la fois, de celui qui l'a exécutée et du grand homme dont elle glorifie la mémoire.

Mars 1885.







CAPITAL ET TRAVAIL

AVIS AU LECTEUR

Ce qui suit n'est point un traité *ex professo* d'économie politique, mais une suite d'aperçus à propos des questions sociales. Donc nulle nécessité de s'astreindre à un enchaînement rigoureux des matières. Peu importe l'ordre des arguments, pourvu qu'ils frappent juste.

26 mai 1869.

L'économie politique est le code de l'usure, la description de la mécanique sociale et l'inventaire de son matériel. Rien de plus, rien de moins. Pas trace de philosophie, ni de morale.

Bastiat seul a essayé une réfutation du socialisme. Ses prédécesseurs n'avaient jamais ris-

que un argument en faveur du prêt à intérêt. Ils le considéraient comme une Providence inattaquable et se contentaient d'en réclamer la liberté absolue.

Les savants officiels ont-ils traité la question depuis 1850? Je l'ignore. Il n'est pas facile à un vagabond sans le sou, prisonnier, proscrit ou latitant, de mettre la main sur un livre sérieux. Du reste, que ces officiels aient dit mieux ou moins bien que Bastiat, ils n'ont pu dire autre chose.

Ceci n'est donc pas un livre d'économie politique, mais une monographie du capital et de sa mère l'usure, avec un point d'interrogation sur l'avenir.

Juillet 1870.



I

PROLOGUE

I

Depuis la division du travail et l'usage de la monnaie, l'échange est le grand ressort de l'ordre économique, et par conséquent de la société matérielle. Or, la condition fondamentale de l'échange, c'est l'équivalence des objets échangés. Point d'axiome au monde plus incontestable et plus incontesté. Cet axiome, l'économie politique le proclame unanimement, au nom de l'évidence et du sens commun. Il est clair, en effet, que si l'on échange entre elles deux choses, c'est qu'elles se valent. Cela n'a pas besoin de démonstration.

Eh ! bien, j'accuse l'économie politique de violer le principe reconnu et posé par elle-même. Je l'accuse de n'être que la violation permanente



et acharnée de ce principe. Non pas qu'un si grand méfait soit de son invention. Elle est fort jeune et ce méfait est bien vieux. Mais, alors que, de par la science et la justice, elle devait s'en déclarer l'ennemie, elle s'est constituée son humble servante. Au lieu de le détruire, elle l'a codifié. Passons aux preuves.

Le troc primitif, produit contre produit, opération presque impraticable, est devenu d'une extrême simplicité par l'emploi de la monnaie. La monnaie est un moyen de comparaison entre deux objets dont l'estimation réciproque serait directement presque impossible. Elle leur sert de mesure commune et facilite ainsi leur échange. Son rôle d'intermédiaire neutre lui permet de rendre un plus grand service encore, le dédoublement de l'échange en deux actes distincts, la vente et l'achat.

On *vend* un produit contre du numéraire, sans être tenu d'*acheter* aussitôt avec ce numéraire un autre produit équivalent. On ignore même, à l'instant de la vente, l'époque et la nature de l'achat que la somme acquise permettra de faire. Ce sont deux opérations successives, séparées souvent par un long intervalle.

Première opération : on vend un certain produit, au moyen duquel on achète une pièce de cinq francs.

Deuxième opération, plus ou moins éloignée de



la précédente : on vend la pièce de cinq francs qui achète ainsi un autre produit.

En vertu de la loi mathématique : *Deux quantités égales à une troisième sont égales entre elles*, les deux produits ci-dessus se valent, puisqu'ils ont chacun la valeur de cinq francs.

Tel est l'usage normal de la monnaie, usage fécond en bienfaits et en merveilles, s'il n'eût enfanté un cruel abus, source de calamités sans fin. Cet abus, on ne le connaît que trop : c'est le *prêt à intérêt*.

Le prêteur viole outrageusement cette loi mathématique : l'équivalence de l'échange. Exemple : en vendant un certain produit, il achète une pièce de cent sous, puis il la prête, moyennant restitution après l'année révolue, avec un surplus de vingt-cinq centimes. Que fait l'emprunteur ? Il affecte d'abord la somme à ses besoins et, pour la rembourser, l'échéance venue, il achète une pièce de cinq francs avec son produit. Ce produit est l'équivalent de celui que le prêteur avait livré lui-même pour obtenir les cent sous. Mais l'équivalence est détruite à son profit, puisqu'il recouvre sa pièce, avec boni d'un vingtième. L'écu, par destination, devait rester neutre entre les deux produits. Il lève un impôt sur l'un d'entre eux. En brisant son rôle de pièce de transmission, il s'est fait écumeur et forban.

« Ce dollar prêté pour un an, dit l'économie



politique, est un service rendu qui mérite récompense.

— Récompense de quoi? L'obligé n'a pu utiliser la pièce que comme moyen d'échange, et dans la limite de cinq francs en produits quelconques. Or il doit rendre vingt-cinq centimes en sus.

— A juste titre. Car le prêteur aurait pu la lui refuser.

— Évidemment, s'il en avait eu besoin lui-même. Mais il l'a prêtée, donc elle ne lui était pas nécessaire.

— Qu'en sait-on? Et s'il s'est privé?

— Dans quel but? Pas d'obligeance, à coup sûr; de rançonnement, au contraire. On verra tantôt cette belle vertu de la privation fécondatrice. Ce qui est certain, c'est que la monnaie, espèce neutre, ne peut faire d'enfants.

— Pas plus que les autres produits, si on ne les féconde par le travail, et pas moins qu'eux, si, comme eux, elle est mise en œuvre. »

« Mise en œuvre »! un bien joli mot en fait d'équivoque! « Mise en œuvre », c'est-à-dire prêtée à intérêt. Ce n'est là ni un travail ni une création. Le numéraire ne se comporte en rien comme les produits. Les matières premières changent de forme. Les outils s'usent à les transformer. Les vivres, les vêtements se détruisent au service de



l'ouvrier transformateur. C'est le mouvement et la vie.

La monnaie reste immuable. Elle ne peut être la matière, ni l'instrument d'une industrie quelconque. Elle ne figure dans aucune manipulation, si ce n'est en venant au monde sous le balancier. Une fois née, elle ne meurt que dans le creuset de refonte et sans y puiser une plus-value. Elle renaît invariablement la même, comme le Grand Lama. Elle agit immobile, et peut accomplir mille fois de suite ses fonctions d'échange, ensevelie sous triple serrure au fond d'une caisse.

Sa majesté l'Empereur-Écu est un monarque fainéant par excellence. C'est précisément sa fainéantise qui fait sa majesté. Il trône, dans les poches, sur un comptoir, partout, impassible, inaltérable. Il ne doit qu'à cette superbe sa souveraineté.

Cela est si vrai que l'or et l'argent, privés de la qualité de monnaie, perdent à l'instant la couronne impériale et tombent au rang de simples produits. Ils gagnent comme valeur échangeable, ils s'annulent comme instruments d'échange. Rentrés dans la condition de sujets, ils auront autant de peine que leurs plus humbles confrères à trouver un placement. On les met au clou comme le dernier chiffon.

S'ils tiennent à recouvrer leur royauté, ils



doivent d'abord se dépouiller de toute la valeur industrielle que leur a donnée le travail. Encore ne sauraient-ils accomplir cette cérémonie qu'à l'aide d'officiants spéciaux, aptes à séparer leurs qualités confondues de sujet et de roi. Les bijoutiers, les changeurs paient, à présentation, les matières d'or et d'argent, avec un poids semblable de métal au même titre. La façon, si artistique qu'on la suppose, ne compte pour rien. Mais alors aussi, ce métal recouronné n'a plus peur d'aller au clou. Il y met les autres, au contraire.

Ne dites donc point qu'on fait travailler sa majesté l'Empereur-Écu. Il en est bien incapable. Ses œuvres prétendues sont d'une horrible mallesance. Comme les monarques ses pareils, ce qu'il peut faire de mieux, c'est de ne rien faire. Son activité est toujours un fléau.

L'usure, par l'effet de l'habitude, s'est donné le nom et l'apparence d'un travail. Usurpation monstrueuse! Le numéraire n'a qu'un rôle légitime, effectuer l'échange au pair entre deux équivalences. Hors de là, ses besognes ne sont que détroussement. La preuve est facile.



II

ORIGINE ET MARCHÉ DE L'USURE

La division du travail! admirable progrès! chacun travaillera pour tous, tous pour chacun. C'est déjà la devise fraternelle. Plus d'isolement ou de simples juxtapositions d'individus. Le faisceau, le réseau, la solidarité.

Chacun ne fera qu'une seule chose. Il la fera donc mieux, plus vite, en plus grande quantité, avec des perfectionnements continus. Il l'échangera contre les œuvres d'autrui, non point à heure fixe et par troc, mais à l'aide d'un intermédiaire merveilleux, la monnaie, devenue l'étalon de mesure et l'instrument d'échange. Une fois en possession du précieux métal, le travailleur pourra le garder, en attendant son heure pour faire un choix à sa convenance parmi les produits des voisins.

Oui! mais si le sien allait lui rester sur les bras, faute d'un placement! que devenir? Il ne peut le consommer lui-même. Plus de pain alors, plus de vêtements! La misère, la famine, la mort!



Non ! non ! ce danger n'est point à craindre. Il faut que tous consomment. Il y va de l'existence. Là est la garantie de la réciprocité, la certitude de l'aide mutuelle, le fondement inébranlable de la solidarité. Le besoin nous fera tous frères. Pas de meilleure assurance, de plus solide hypothèque.

Cependant, les égoïstes, les cupides comprennent bientôt la puissance du numéraire. Il est souverain. Il choisit, et tout se précipite au devant de son choix. Sultan orgueilleux, il jette aux créatures prosternées le mouchoir que toutes se disputent.

Posséder ce maître absolu, cette *lampe merveilleuse* qui met à vos pieds le génie de l'abondance avec ses richesses et ses prodiges, c'est le rêve universel. Mais comment s'en emparer, en faire son esclave ? Il vole de main en main, ne s'arrêtant nulle part, plus mobile, plus rapide que l'oiseau. Navette fantastique, il passe et repasse, comme l'éclair, à travers la chaîne des hommes que sa trame unit en un tissu immense.

« Arrêtons-le au passage », se dit Gobseck, « qu'il entre et ne sorte plus, sinon chien de chasse. La chose est facile avec un peu de patience. L'échange s'accomplit en deux actes : « la vente de son propre produit, l'achat du « produit voisin. Vendons beaucoup, achetons le



« moins possible. Il faudra se serrer le ventre.
« Soit. Le prix en vaut la peine. »

Ici, un seul coup d'œil suffit pour mesurer l'abîme qui sépare le socialisme de l'économie politique. Ce sont deux conceptions de la société, diamétralement contraires. Ce qui est vertu pour l'une est crime aux yeux de l'autre. Le démenti répond à l'affirmation, la malédiction à l'applaudissement, le panégyrique à l'anathème. Reste à savoir de quel côté se trouvent, non pas seulement la morale et la justice, qui ne pèsent pas une once, mais le sens commun, la logique, la démonstration.

D'ores et déjà, le socialisme peut jeter au nez de ses adversaires que, l'ordre économique reposant tout entier sur le prêt à intérêt, le prêt à cinq est chez nous une vertu, et le prêt à huit ou à douze, un délit. Les économistes, il est vrai, protestent contre une telle inconséquence et rayent le délit. Soit. Le public n'est pas de leur avis du tout et maintient la contradiction qui reste gouvernement. Les économistes, eux-mêmes, daigneraient-ils expliquer pourquoi, après avoir établi en principe l'équivalence de l'échange, ils la détruisent par le prêt à intérêt et posent cette belle équation : $100 = 105$, ou 110 , 112 , etc.

Nous verrons cela plus tard. Fermons ici la parenthèse et reprenons la monographie de l'usure. Tandis que le grand nombre accomplit



loyalement son devoir, en offrant une issue aux produits des coassociés, les vampires la ferment, eux, cette issue, d'une main fébrile. Les espèces interceptées commencent à s'entasser dans leurs nasses.

Les dupes, les étourdis, les imprévoyants, comme on les qualifie, avaient consommé, dans l'espoir de la réciprocité. Ils sont déçus. Les voila chargés d'une marchandise inutile. Elle ne pouvait prendre de valeur que par l'échange. Point d'échange. Tout leur manque. La faim les presse. Que vont-ils faire ?

Suivons Lazare, un de ces malheureux. Son aventure est celle de tous les autres. Son voisin Gobseck a beaucoup de ces écus dont lui ne possède pas un seul. Il va trouver cet heureux mortel et lui dit : « Je manque de fonds pour me procurer des vivres et des habits. J'ai là de la marchandise disponible que je n'ai pu placer. Achetez-la-moi. »

GOBSECK. — Impossible, mon ami. Je n'en ai pas besoin.

LAZARE. — Eh ! bien, alors, prêtez-moi quelque argent pour me tirer d'embarras. Je vous rembourserai après la vente de ma denrée.

GOBSECK. — Je ne le puis pas davantage, mon ami. Cet argent m'est indispensable à moi-même.

LAZARE. — Allons ! c'est malheureux. J'avais



un peu compté sur vous. Me voilà bien en peine. Salut, voisin.

GOBSECK. — Voyons, mon ami, je ne demande qu'à vous être utile, moi. Je consens à vous prêter une somme. Mais vous me la rendrez avec un surplus, à titre d'indemnité. Service pour service, n'est-ce pas ? C'est trop juste.

LAZARE. — Je n'en suis pas très sûr, et le service que vous m'offrez pourrait bien m'enfoncer plus avant dans la fondrière. J'achèterai la denrée des autres ce qu'elle vaut, et je vendrai la mienne au rabais, puisqu'une partie du prix vous reviendra.

GOBSECK. — Je ne dis pas. Mais, comme en vous prêtant ma monnaie, je m'en prive, ça ne peut pas être pour rien, comprenez donc.

LAZARE. — Oh ! du moment qu'elle vous est nécessaire, je ne veux pas vous en priver. N'en parlons plus.

GOBSECK. — Sans doute, elle m'est nécessaire pour avoir une foule d'objets. Tenez, cependant, je me passerai de tout cela pour vous être agréable. Impossible de mieux dire, hein ? De votre côté, il faut vous montrer raisonnable, et me donner quelque chose en retour. Cinq du cent en plus de mon avance, ce n'est que justice, voyons. Je n'ai aucun motif de vous aider à mes dépens.

LAZARE. — A vos dépens, non certes, et je ne



le demande pas. Si vos écus doivent vous faire faute, gardez-les. Rien de mieux. Si, au contraire, vous pouvez vous passer des choses qu'ils vous auraient procurées, c'est que vous n'en avez pas besoin, et je n'ai point à vous indemniser d'une privation imaginaire.

GOBSECK. — Faites excuse, je me prive réellement... pour vous obliger.

LAZARE. — Dites donc pour me rançonner. Vous ne me rendez pas un service, vous faites une spéculation,... et pas propre du tout, voisin.

GOBSECK. — Comment, pas propre ! Dirait-on pas que je vous mets le couteau sur la gorge ! Je n'ai pas été chez vous. C'est vous qui êtes venu chez moi. Vous désiriez emprunter. Mes conditions ne vous conviennent pas ; restons-en là. Si vos eaux sont basses, ce n'est pas ma faute.

LAZARE. — Si fait bien, c'est votre faute, et beaucoup plus que vous ne croyez.

GOBSECK. — Ah ! par exemple ! voilà du nouveau ! Me suis-je mêlé de vos affaires, par hasard ? Je ne m'occupe que des miennes. Comment donc vous aurais-je fait tort ? Est-ce en travaillant du matin au soir ? Ce que je possède, je l'ai bien gagné. Personne n'a rien à y voir.

LAZARE. — Peut-être. Je travaille dur, moi aussi, plus dur que vous, sans vous offenser, et cependant je n'ai pu joindre les deux bouts, cette fois. Il faut que j'emprunte.



GOBSECK. — Dame! si vous mangez tout.

LAZARE. — Je suis menuisier. Je ne mange pas mes planches peut-être.

GOBSECK. — Je le pense bien. Mais, si vous mangez l'argent qu'elles vous rapportent, ça revient au même.

LAZARE. — Il faudrait les avoir vendues d'abord, pour en manger l'argent, et si je suis forcé d'emprunter, c'est justement parce qu'elles me restent sur les bras. Prenez-les-moi. J'aurai la monnaie qui me manque et vous aurez de bons meubles.

GOBSECK. — Je vous ai déjà répondu qu'il ne m'en fallait pas.

LAZARE. — Hum! Il ne vous en faut pas! C'est-à-dire que vous n'y tenez pas. Car il n'est point trop cossu votre mobilier, voisin. M'est avis que buffets et tables sont de ces objets dont vous vous privez généreusement, pour rendre service à cinq du cent.

GOBSECK. — Est-ce trop cinq à votre idée? Il n'en manque pas qui prennent dix, et quinze, et vingt.

LAZARE. — Ma foi, quand on prend du galon, on n'en saurait trop prendre. Vous me demandez cinq, parce que je ne montre pas encore trop la corde. Je ne m'y fie pas autrement, savez-vous? Mais, voyons! Puisque vous n'êtes point meublé, pourquoi n'achetez-vous pas ma pauvre marchandise?



GOBSECK. — Ah! vous m'ennuyez à la fin. Je n'ai pas envie de jeter mon argent par la fenêtre.

LAZARE. — Ceux qui vous achètent la vôtre jettent donc leur argent par la fenêtre. Et s'ils vous la laissent pour compte?

GOBSECK. — Il n'y a pas de danger. Je vends de la victuaille. Faut toujours qu'on mange.

LAZARE. — Tout le monde ne peut pas vendre de la victuaille. Une foule d'autres objets sont presque aussi nécessaires, les habits, les souliers, les chapeaux, les draps, les meubles. Les meubles, c'est ma partie. Je ne fais pas autre chose. Si je ne trouve pas à les placer, je crèverai de faim.

GOBSECK. — J'en serais bien fâché. Mais que voulez-vous? Chacun pour soi et Dieu pour tous.

LAZARE. — Ah! oui!

Aux petits des oiseaux, il donne leur pâture,

quand les oiseaux l'ont cherchée et trouvée. Il oublie aussi de me fournir du pain, quand je n'écoule pas ma marchandise, et alors je ne puis acheter la vôtre.

GOBSECK. — Oh! ça ne m'inquiète pas. Je n'en suis jamais embarrassé.

LAZARE. — Et tout le reste vous importe peu, n'est-ce pas? Cependant, vous avez besoin des



autres aussi, du cordonnier, par exemple, du tailleur...

GOBSECK. — Je porte des sabots, c'est plus chaud et moins cher, et je fais faire mes habits à la maison.

LAZARE. — Dans ce cas, c'est le sabotier et le marchand de drap qui vous pourvoient. S'il n'y en avait pas?

GOBSECK. — Eh! je me ferais des espadrilles et des vêtements de peau.

LAZARE. — Comme du temps des sauvages, quand chacun cultivait son lopin de terre, tuait du gibier, fabriquait ses hardes, ses armes, ses outils, et bâtissait sa hutte. Je me demande souvent si ce n'était pas le bon temps pour le pauvre monde. On n'était pas cossu, c'est vrai; mais avec son travail, on pouvait loger, nourrir, défendre sa petite famille. On n'avait pas tant de milliers de fainéants à entretenir dans le luxe. On ne dépendait de personne, et l'on ne se trouvait pas à la merci de ces maudits écus qui sont maîtres de tout.

GOBSECK. — Vous parlez ainsi, parce que vous n'en avez pas.

LAZARE. — Vous parlez autrement, parce que vous en avez. Ils vous donnent barre sur tout un chacun, et vous tenez la dragée haute.

GOBSECK. — Ils sont à moi, et j'en fais ce que je veux. C'est mon droit.



LAZARE. — Pas tant que ça!

GOBSECK. — Oh! oh!

LAZARE. — Il n'y a pas de oh! oh! Ils n'ont pas été inventés pour faire le vilain métier qu'ils font. On voulait se donner des auxiliaires, des amis, et non pas des tyrans, des détresseurs.

GOBSECK. — Qu'est-ce que c'est ça, mon Dieu! mes écus, des détresseurs! et les vôtres, donc, quand vous en avez?

LAZARE. — Je ne les entasse pas, pour les prêter à usure. J'en fais un usage honnête, l'usage auxquels ils sont destinés. J'achète à l'un et à l'autre la marchandise qui m'est nécessaire.

GOBSECK. — Eh! bien, et moi?

LAZARE. — Vous, vous renaclez pour en lâcher un de loin en loin, quand il n'y a plus moyen de le retenir. C'est comme si on vous arrachait le cœur de la poitrine.

GOBSECK. — Tiens! Qu'est-ce que ça vous fait? Je ne suis pas un mange-tout, moi.

LAZARE. — Non pas un *mange-tout*, mais un *mange-tous*. Vous mangez tout un chacun à belles dents.

GOBSECK. — Ah! ça, vous êtes fou.

LAZARE. — Nenni pas! Chacun vous achète votre denrée, et vous n'achetez à peu près rien à personne.

GOBSECK. — Ça ne vous regarde pas. Je suis



maitre de mon bien. Est-ce que vous prétendez disposer de ma bourse, vous ?

LAZARE. — Non ! Je tiens seulement à constater que vous la remplissez aux dépens d'autrui.

GOBSECK. — C'est-à-dire que je suis un voleur.

LAZARE. — Je ne vous démentirai pas.

GOBSECK. — Je suis un voleur, parce que je ne veux pas acheter vos meubles, ni vous prêter de l'argent gratis.

LAZARE. — Et que vous agissiez de même avec tout le monde.

GOBSECK. — Pourquoi ne me dénoncez-vous pas à la justice ?

LAZARE. — Parce qu'elle me donnerait tort.

GOBSECK. — Oh ! bien alors, me voilà tranquille. Je pourrai faire des économies sans aller en prison.

LAZARE. — Vous passerez même pour un homme rangé, honorable, un modèle de vertu, et vous finirez par entrer dans les dignités.

GOBSECK. — A vrai dire, j'y comptais un peu, et je suis ravi de votre prédiction qui confirme mes espérances.

LAZARE. — Cela n'empêchera pas qu'on ne vous déteste.

GOBSECK. — Oh ! La haine des mauvais sujets fait beaucoup d'honneur.

LAZARE. — Les mauvais sujets que vous aurez mis sur la paille.



GOBSECK. — Ce n'est pas moi, c'est leur imprévoyance, leur inconduite qui les met sur la paille...

LAZARE. — Et qui remplit vos coffres.

GOBSECK. — Que ne font-ils des épargnes, eux aussi? Je ne les en empêche pas. Ils trouveraient bientôt l'aisance.

LAZARE. — Que voulez-vous? Les uns naissent pigeons, les autres vautours. Caprices de la nature.

GOBSECK. — Alors, d'après vous, je suis un vautour.

LAZARE. — Et moi un pigeon, en train d'être plumé,... par vous ou par d'autres, il n'importe guère.

GOBSECK. — Je n'y tiens pas à vos plumes. Gardez-les.

LAZARE. — Impossible! vous avez déjà commencé.

GOBSECK. — Quand cela?

LAZARE. — Quand vous avez refusé d'acheter mes meubles.

GOBSECK. — Vos meubles! Vos meubles! C'est une scie que vous me montez là. Je n'en ai que faire de vos meubles. Offrez-les ailleurs.

LAZARE. — Je recevrai la même réponse.

GOBSECK. — Pourquoi? Il n'y a donc que des vautours?

LAZARE. — A cette heure, les braves gens sont



tous pourvus. Si ma marchandise me reste, c'est par le fait des grippe-sous qui se *privent* pour amasser des espèces et rendre service avec, à cinq ou dix du cent. Voilà pourquoi ma débîne est, plus que vous ne pensez, votre faute et celle de vos pareils.

GOBSECK. — En ce cas, mon bien ne m'appartiendrait plus. Ce n'est pas possible. Autant vaut ouvrir ma maison au pillage. Charbonnier est maître chez lui. Chacun pour soi dans ce monde.

LAZARE. — Vous l'avez déjà dit, et c'est faux. Cela pouvait être vrai, quand les hommes étaient rares, isolés, sans relations entre eux. Ce temps-là est loin derrière nous. Aujourd'hui nous avons tout besoin les uns des autres.

Jadis, chacun fabriquait lui-même ses vêtements, sa cabane, ses meubles, ses outils, ses armes, ses vivres, et se passait aisément de l'assistance de ses semblables. On troquait de ci, de là, un outil contre un meuble, des aliments contre des habits. Ce n'était pas commode. Peu à peu, les échanges se sont accrus. On a découvert l'or et l'argent, matières précieuses, incomparables comme mesure et instrument de l'échange. La division du travail s'en est suivie. Chacun n'a plus fait qu'une chose, par conséquent mieux et plus vite. Grand profit pour tout le monde, céder en détail son produit, contre du numéraire, à une foule d'individus, et, au moyen de ce numéraire,



faire son choix entre une quantité d'autres produits ! C'est une combinaison merveilleuse, pourvu qu'elle soit bien exécutée, je veux dire que l'échange s'accomplisse loyalement.

Dans cette opération, l'argent est le maître, puisqu'il choisit à volonté, et que chaque producteur est trop heureux de l'obtenir en retour de sa denrée. Celui qui, ayant eu le bonheur de vendre la sienne, n'achète pas celle des autres, et se *prive*, comme vous dites, pour amasser les espèces dans un but criminel d'exploitation, celui-là viole ouvertement la loi de réciprocité qui est la nôtre. Il laisse quelque part, dans la détresse, des producteurs embarrassés d'une marchandise pour eux inutile, et dépourvus du numéraire qui est une condition absolue d'existence. C'est un véritable attentat à l'ordre social fondé sur la solidarité par l'échange.

GOBSECK. — Mais je ne les amasse point ces espèces. En les *fesant valoir*, je les remets dans la circulation d'une manière productive.

LAZARE. — Vous les *faites valoir* plus qu'elles ne valent. Là précisément est le crime. La base de l'échange est l'équivalence des objets échangés. La monnaie n'est que l'intermédiaire entre deux valeurs égales. Elle n'a point d'autre fonction. Vous l'achetez avec votre produit. Vous devez la vendre contre un produit de même prix.

GOBSECK. — C'est impossible. Je désie bien que



les marchandises échangées, au moyen d'une pièce de cent sous, aient une valeur exactement semblable. Cela n'arrive jamais. Il y a toujours, quoi qu'on fasse, une différence, et souvent très grande.

LAZARE. — C'est un truc que vous me débitez là, père Gobseck. On sait fort bien qu'il n'est pas possible d'établir avec précision la valeur comparative des choses, même à l'aide de la monnaie. En outre, l'habitude et l'inexpérience, la bonne ou la mauvaise foi jouent un grand rôle dans les transactions. Les uns achètent cher et vendent bon marché. C'est l'inverse chez d'autres. On trompe ou on se trompe toujours un peu et même beaucoup, d'un dixième, d'un tiers, de moitié, parfois des trois quarts. D'ailleurs, l'achat n'étant presque jamais contemporain de la vente, les valeurs respectives changent dans l'intervalle.

Tout cela n'est pas la question et n'a rien de commun avec la question. Il s'agit uniquement du rôle de la monnaie. Dans une comparaison de valeurs, elle n'est qu'un intermédiaire neutre et gratuit. Elle n'a pas plus de primes à payer qu'à percevoir, sur les deux actes successifs, vente et achat, qui constituent son intervention. Cette neutralité indifférente est l'essence même de sa fonction. La mettre à prix, comme vous faites, c'est anéantir la loi d'échange, qui est l'équivalence. Vous, père Gobseck, vous prétendez me



vendre cinq francs vingt-cinq centimes la pièce qui vous a coûté cinq francs seulement. Or, sa valeur ne s'est point accrue entre vos mains. Les vingt-cinq centimes exigés sont donc un vol.

GOBSECK. — Si vous n'en voulez pas, laissez-la. Rien de plus facile. Vous ne serez pas volé.

LAZARE. — Vous la prêterez à un autre qui le sera bel et bien, lui. Cela revient au même.

GOBSECK. — Je ne force personne. Le marché est librement conclu. S'il convient au preneur, c'est qu'il s'en trouve bien.

LAZARE. — Escobarderie. Il s'en trouve très mal. Le pauvre diable se résigne, parce qu'il a, non pas votre poing, mais la nécessité sur la gorge. Vous, ou vos pareils, l'avez réduit à cette extrémité, en lui laissant sa marchandise sur les épaules, quand il vous avait débarrassé de la vôtre.

GOBSECK. — Achète mes victuailles qui veut. Les laisse, qui n'en veut pas. Liberté entière. Je n'entre pas dans toutes vos subtilités, moi. J'ai des pièces de cent sous. Je les prête, pas trop haut, pas trop bas, honnêtement. Je ne suis pas le seul, Dieu merci. Il n'en chôme pas d'autres qui font le même métier. Si tous les prêteurs sont des voleurs, m'est avis que les rues en sont pavées.

Il n'est pas aisé à comprendre votre entortillage. Si on fait tort à autrui, en se privant pour



épargner, les vautours, comme vous les appelez, devraient s'entretenir, en ne s'achetant pas leurs marchandises. Cependant ils n'en font pas moins leur petite pelote.

LAZARE. — Oui, sans doute, il s'entretiennent. Ils s'arrachent ainsi mutuellement quelques plumes. Mais ils se rattrapent tous ensemble sur les pigeons qui forment l'immense majorité et sont plumés à fond. Ah! s'il n'y avait que des vautours, ce serait pain bénit, et je donnerais gros pour les voir se faire, l'un à l'autre, avec becs et ongles, leur toilette d'enterrement.

Quant à vous, père Gobseck, vous feignez de ne pas comprendre, et vous comprenez fort bien. Car la chose est plus claire que le jour. Vous avez payé cinq francs la pièce que je suis forcé de vous rembourser cinq francs vingt-cinq centimes.

GOBSECK. — A la fin de l'année... Vous avez douze mois pour en tirer parti.

LAZARE. — Comme vous, n'est-ce pas? En la prêtant à intérêt. Mais ce serait une filouterie. Je n'en ferais, moi, qu'un seul usage, l'usage légitime, l'achat au pair de matières premières, de provisions ou d'outils pour fabriquer mes meubles. En vous la rendant avec la prime, je perds un vingtième.

GOBSECK. — Possible. Mais à l'aide de ma pièce, vous aurez créé un produit qui se vendra

avec bénéfice. Ce bénéfice, vous le devrez à mes cent sous. Il est juste que j'en aie ma part.

LAZARE. — Vraiment ! je devrai ce profit à votre pièce, et pas à mon travail !

GOBSECK. — A l'une et à l'autre.

LAZARE. — A mon travail seul, s'il vous plaît. Si, au lieu d'emprunter à cinq, j'avais pu placer ma marchandise, elle m'aurait procuré des écus au pair. Avec l'emploi de ces écus, j'aurais fabriqué des meubles dont le prix de vente me serait demeuré tout entier. Point d'écramage au profit de vos coffres. C'est précisément pour arriver à cet écramage que les grigous n'achètent pas. Ils forcent ainsi les détenteurs de produits invendus à subir la loi de leur sacoche et à payer tribut.

GOBSECK. — A la bonne heure. Tâchez alors d'écouler vos marchandises et de vous remettre à flot. Quant à moi, malgré vos beaux raisonnements, je ne prête point gratis mes picaillons. Un mot encore. Il me semble que tout le monde n'est pas pigeon ou vautour. Je vois des gens qui ne prêtent ni n'empruntent. Ils se gouvernent donc mieux que vous ?

LAZARE. — Ou ils ont des charges moins lourdes, une famille moins nombreuse, que sais-je ? Peut-être encore ne disent-ils point de mal des usuriers, et n'essaient-ils pas de leur prouver qu'ils sont des fripons. Les gros leur accordent



leur pratique plutôt qu'aux langues comme la mienne.

GOBSECK. — Ça, je le crois. — Acceptez-vous mes offres à cinq ?

LAZARE. — Non ! Je ne veux pas m'attacher la pierre au cou.

GOBSECK. — Vous reviendrez.

Il revint, en effet, le pauvre Lazare. Ses produits restaient à l'atelier. Plus de travail, plus de pain. Il fallut passer sous les fourches caudines et frapper à la porte de l'usure.

« Je savais bien qu'on vous reverrait », dit Gobseck en ouvrant. Mais les écus prêtés ne rétablissent pas la situation de Lazare. Une fois sur cette pente, on glisse sans pouvoir s'arrêter. Impossible de rembourser à l'échéance.

« Je n'ai point d'argent, père Gobseck. L'arriéré a dévoré les avances. Il ne me reste que de la marchandise, dont je ne trouve pas place. »

GOBSECK. — Que veux-tu que j'en fasse, mon garçon ? Ce n'est pas ma partie.

LAZARE. — Je n'ai rien autre chose à vous offrir.

Gobseck paya les meubles le tiers de leur valeur. L'année suivante, Lazare était tombé dans la misère. L'usurier vint le trouver à son tour et lui dit : « J'ai une proposition à te faire. Il a bien fallu me débarrasser de ces fonds de magasin



« que tu m'as abandonnés en payement de ta dette... »

LAZARE. — Vous ne devez pas avoir eu grand' peine à gagner dessus cent pour cent.

GOBSECK. — Pourquoi n'as-tu pas essayé toi-même de vendre, alors ?

LAZARE. — Parce que j'étais acculé à l'échéance et forcé d'en passer par vos conditions. Vous avez pu attendre, vous, prendre votre moment. Et puis, un homme en bonne posture de finance impose à l'acheteur. Respect aux écus ! On vous a donné à vous, avec considération, ce qu'on ne m'eût pas accordé à moi comme une grâce.

GOBSECK. — Je ne dis pas non. Il y a du vrai là-dedans. Mais laissons cela. Tu n'as point d'ouvrage, ni de fonds pour reprendre les affaires, et je ne puis plus t'en avancer comme de juste. Tu n'offres point de garanties. En cherchant à me dépêtrer de ta marchandise, j'ai appris à connaître les débouchés. Je ne sais pas pousser un rabot, ni tenir un maillet. Mais j'ai idée que je m'entendrais mieux que toi à écouler des meubles.

Tu as ton outillage. Je te fournirai le bois et tu travailleras à mon compte, soit à la journée, soit aux pièces, à prix arrêtés d'avance entre nous. Je te paierai ton salaire, et tu n'auras à t'occuper de rien que de ta besogne d'atelier. Cela te va-t-il ?



LAZARE. — Il le faut bien, puisque je suis sur le pavé.

GOBSECK. — Ce n'est pas tout. J'embaucherai d'autres ouvriers pour mener l'affaire en grand et faire valoir mon Saint-Frusquin qui n'est pas en trop mauvaise passe. Décidément, j'aime mieux cela que prêter à cinq ou dix...

LAZARE. — D'autant plus que c'est la même chose.

GOBSECK. — Ah ! bah ! tu plaisantes.

LAZARE. — C'est vous qui voulez rire. Vous allez faire l'entreprise et nous l'ouvrage. Comment réglerez-vous notre compte et le vôtre ? Car seul vous êtes le maître, et notre salaire ne sera débattu que pour la forme.

Les marchandises vendues, vous en distribuerez le prix comme il suit : tant pour la reconstitution du capital déboursé, tant pour l'intérêt de ce capital à six pour cent, et enfin tant pour votre bénéfice.

Vous prélèverez d'abord cet intérêt à six, avant tout. Quant aux déboursés, ils se divisent en trois parties : 1° les matières premières ; 2° les dépenses de la maison, la comptabilité, les faux frais, etc. ; 3° les salaires.

Les deux premières parties sont à peu près fixes. La troisième, le salaire, est mobile. Si, tous les déboursés rétablis, il ne vous reste pas un bénéfice à votre idée, alors pour l'accroître



dans l'avenir, vous diminuerez la partie mobile de la dépense, le salaire.

Vous le voyez, c'est le même métier qu'auparavant. Vous prêtez votre argent à six, plus un profit discrétionnaire pour la direction de l'entreprise. Ce profit est une espèce de salaire pour le travail de l'entrepreneur, salaire assez légitime, s'il n'était point exagéré. Malheureusement, il l'est toujours. Quant aux six pour cent du capital, c'est tout simplement l'usure.

GOBSECK. — Et les chances de perte? L'ouvrier ne risque rien. Il touche sa paie quand même. L'entrepreneur est toujours suspendu entre le gain et la ruine.

LAZARE. — L'ouvrier ne risque rien, parce qu'il n'a rien. Bel avantage! L'expérience démontre que le capital lui accorde tout juste la ration suffisante pour ne pas mourir de faim. Quant au capitaliste, l'expérience prouve aussi que l'enrichissement est la règle, et la ruine une très rare exception.

GOBSECK. — C'est égal, la direction d'une usine est une rude besogne, et l'on y gagne bien ses appointements. Ce n'est plus le prêteur, assis devant son registre d'échéances, pour veiller aux rentrées. Si je fais une fortune, elle sera bien le fruit de mon travail...

LAZARE. — Et surtout du travail de vos ouvriers qui ne feront point fortune, eux, et



mourront peut-être à l'hôpital. Bienheureux encore, si nous élevons nos enfants jusqu'à l'âge d'hommes, pour qu'ils reprennent notre collier de misère.

GOBSECK. — Oh! moi, je veux que mon fils reçoive une éducation brillante, et puisse jouir en paix de l'opulence acquise à la sueur de mon front...

LAZARE. — Quel front?... Ah! oui, au fait, en voyant suer les autres, on se figure qu'on sue. Effet de sympathie.

GOBSECK. — J'aurai eu la peine, il aura le plaisir... Je suis content, puisqu'il est mon fils. Il fera honneur à mon nom. Il tiendra un rang...

LAZARE. — Vous n'en tenez pas, vous. C'est là que le bât vous blesse. Si vous êtes jamais municipal, ce sera tout. Pas fameux ce bâton de maréchal. D'ailleurs, la caque sent toujours le hareng. Ce n'est pas dans une échoppe à victuailles, ou derrière un guichet d'usurier qu'on apprend le grand genre.

GOBSECK. — Tu voudrais me vexer.

LAZARE. — Mais non! je vous console.

GOBSECK. — Bah!

LAZARE. — Certainement. Je vous dis comme les choses se passent, afin de vous ôter le regret. Voyez-vous, chacun et chaque chose a son temps et sa manière... Vous étiez né vautour...

GOBSECK. — Est-ce une consolation, ce mot-là?



LAZARE. — Non, c'est un compliment.

GOBSECK. — Un compliment?...

LAZARE. — Parbleu! Préfèreriez-vous être né pigeon?

GOBSECK. — Pas si bête!

LAZARE. — Vous voyez... Eh! bien, il y en a qui ont cette bêtise-là. Voilà pourquoi je vous fais le compliment en question. Il ne plairait pas à tout le monde. Mais ne pas vous l'adresser à vous, ce serait dire que vous avez le cœur très mal tourné, et ça ne ressemblerait ni à une consolation, ni à un compliment, pas vrai?

GOBSECK. — Au fait, non.

LAZARE. — Vous êtes donc né vautour... Vous n'êtes pas le seul. On en voit des masses. Ils naissent un peu partout, mais pas tant chez les riches que chez les pauvres, d'abord, parce que les pauvres sont les plus nombreux, ensuite, parce qu'à force d'être mangés, la rage les prend quelquefois de manger les autres. Quand un malheureux a eu le cœur rongé de cette rage-là toute sa vie, l'enfant qu'il met au monde a grosse chance de naître vautour. Je gage que vos parents criaient la faim.

GOBSECK. — Le fait est que nous étions bien minables.

LAZARE. — C'est ça. Né dans les guenilles et vivant dans les guenilles, avec du pain sec, vous avez vu autour de vous le luxe à côté de la



misère. Pas difficile de reconnaître ce qui distingue le riche du pauvre, n'est-ce pas ?

GOBSECK. — Pardi ! Les écus.

LAZARE. — Comment en obténir de ces écus, quand on commence avec ses bras seulement ? Par le travail. Vous avez pioché dur.

GOBSECK. — Oh ! oui, et longtemps.

LAZARE. — Comme moi, mais avec un résultat tout opposé.

GOBSECK. — C'est ce que je ne puis comprendre. Vous êtes un habile ouvrier, rude à la besogne, rangé, point ivrogne, point coureur, et, après avoir possédé un établissement, vous êtes réduit à travailler chez les autres.

LAZARE. — Ah ! voilà ! Je suis né pigeon, moi.

GOBSECK. — Pigeon ? Comment cela ?

LAZARE. — Vous ne l'avez pas vu en me plumant ? Ce que c'est que l'habitude ! Vous feriez de la prose, sans le savoir, comme M. Jourdain.

GOBSECK. — Plait-il ?... M. Jourdain, dites-vous ?

LAZARE. — Ne faites pas attention. C'est un particulier que vous ne connaissez pas. Tout à l'heure, vous venez de me rendre mon compliment par quelques mots aimables. « Bon travailleur, » disiez-vous de moi, « honnête, réglé, ni « débauché, ni soulographe. » Ce n'est qu'une moitié du pigeon, ce portrait-là. Voici l'autre : il fait des repas sobres, mais substantiels, afin de réparer ses forces. Il a un logement propre, un



petit mobilier. Il nè laisse pâtir ni sa femme, ni ses enfants... Bref, il a un cœur et non un caillou dans la poitrine; mauvais outil pour faire une maison.

La vente de son produit pourrait, à la rigueur, couvrir sa dépense; elle ne permet point d'économies. D'ailleurs, il sait par expérience que le manque de débouchés est la ruine du producteur. Il ne voudrait point affliger les autres d'un fléau si redoutable à lui-même, fléau qui se propage par contagion. Il achète à titre de réciprocité, d'après le dicton populaire : « Consommer pour « faire aller le commerce. »

C'est cette moitié-là du pigeon qui le perd. Malheur au travailleur qui a une conscience, qui n'épargne pas afin d'exploiter ! Arrive une mévente, un chômage, la rentrée ne se fait point. Il faut emprunter. Vous savez le reste, puisqu'il est votre ouvrage. Toute ma plume y a passé.

GOBSECK. — Tu vois bien que c'est ta faute. Il fallait ne pas tout croquer à mesure. Il fallait mettre un magot de côté, lui faire faire des petits, que diable !

LAZARE. — Vous parlez vautour à un pigeon. C'est peine perdue. Il ne comprend pas la langue. Vous connaissez maintenant l'un des oiseaux. Voyons l'autre.

Le vautour ne tient pas encore sur ses pieds qu'il a déjà saisi le mécanisme social : gruger par



la monnaie. Il travaille donc pour avoir l'instrument de grugerie. Il n'a qu'une idée fixe : l'argent. Pauvre, où le prendre, sinon dans la poche du voisin? — Sans risque du code, bien entendu. — Le travail est bon pour engrener. Mais il n'a jamais empli la bourse. Tout au plus permet-il de vivre. Y compter pour la fortune, en dehors de ce qu'on appelle les professions libérales, c'est vouloir mettre le soleil en bouteille.

Dans l'agriculture, l'industrie et le commerce, on ne peut s'enrichir que par le travail d'autrui. Écumer le public, c'est-à-dire *vendre sans acheter* d'abord, afin de grossir l'épargne, puis *faire valoir* son magot à outrance, par tous les moyens, sous toutes les formes, voilà le secret. Le jeune vautour ne dépense rien. Il boit de l'eau, mange du pain sec, loge dans un trou, porte des loques, n'use ni bois, ni charbon, ni chandelle. Il a, pour rançonner, des imaginations impossibles. Dur pour lui-même, impitoyable au prochain, il laisserait froidement périr dix mille individus sous ses yeux, ne fallût-il qu'un centime pour les sauver. C'est l'homme-épargne, l'homme vertueux des économistes.

A mesure que les dollars s'amoncellent, il agrandit son champ d'exploitation. Il est entrepreneur, fabricant, brasseur d'affaires. Il se lance dans les spéculations, non point en aveugle, il a l'œil perçant de sa race et fond de haut sûr sa



proie qu'il ne manque jamais. Une fois gavé, il songe à faire souche et à devenir quelqu'un. Gloire facile. Sa caisse lui sert de pavois. Il monte aux petits honneurs et, après lui, son héritier, né dans la soie, se trouve naturellement un grand personnage.

Crésus II ne tond plus sur un œuf. Il cesse de tout donner à l'épargne et fait la part de ses grandeurs. Commencement de décadence. Crésus III n'est déjà que demi-vautour. Il plume encore les pigeons, mais il est plumé par les tourterelles.

GOBSECK. — Bigre !

LAZARE. — Ah ! dame, on n'est pas marquis sans cela. De génération en génération, la métamorphose s'accélère. Les rapaces se changent en dissipateurs, et finalement, le dernier petit-fils d'Harpagon meurt sur la paille.

GOBSECK. — Quel malheur !

LAZARE. — Consolez-vous. La graine reste. Des bas-fonds de la misère surgissent incessamment des vampires nouveaux qui prennent la place des vampires disparus. Leur espèce ne s'éteint pas plus que celle des pigeons. La société y a la main. C'est sa garantie. Fondée sur le déplumage, elle entretient côte à côte les deux familles, l'une pour la pâture de l'autre. Mais elle aime et admire seulement le vautour ; quand il plane. Tant qu'il n'est pas monté, sitôt que



il retombe, gare à lui ! Ce n'est plus qu'une mauviette. On n'en fait qu'une bouchée.

Grâce à cet ingénieux mécanisme, le pays se compose d'une volée nombreuse de vautours, plumant avec ardeur des millions de pigeons qui se trouvent à tous les degrés de dépilage. Tant que j'étais établi, je conservais des plumes. Il ne me reste que le poil follet. Me voilà ouvrier.

GOBSECK. — Ce n'est pas gai, tout cela. Tu crois que mon fils sera un fainéant.

LAZARE. — Oh ! ça, oui. Il ne se foulera pas la rate, j'en répons, pas plus assis, le nez sur son livre d'échéances, que debout à courir les ateliers et la pratique. Il aura des chevaux, des maitresses, beaucoup d'amis, et mènera grand train. Du reste, soyez tranquille, le travail aussi ira bon train à son service. Le capital est là. Une fois fait, il marche tout seul et se charge de la vendange. Le capitaliste n'est plus nécessaire que pour boire le vin. Pourvu qu'il n'en avale pas au delà des quantités que fournit son pressoir, il pourra se souler à l'aise, de père en fils, jusqu'à la consommation des siècles. Les tonneaux se rempliront, sans qu'il s'en mêle. Il n'aura que la peine de les vider. Capital est à la fois rude maitre et chien dévoué. Il rapporte aussi bien qu'il traque. On peut s'en fier à lui.

GOBSECK. — Tu dis ça d'un air tout drôle. Tu as ta part du gibier, pourtant.

LAZARE. — Oui, les os, quand la moelle n'y est plus. Chacun sa part, comme vous dites.

GOBSECK. — Tu n'espas content. Jen'y puis rien. Ecoute donc, il faut savoir mener sa barque, pour arriver. Si la tienne a coulé, ce n'est pas ma faute.

LAZARE. — Oh! vous y avez bien percé quelques trous en dessous, vous et d'autres.

GOBSECK. — Avec quoi donc ?

LAZARE. — Avec l'instrument d'échange. C'est un outil dangereux. Il devait nous couper du pain. Il nous coupe les bras et souvent le cou. Il était facile aux gredins de changer en poignard un couteau de cuisine.

GOBSECK. — Ah! çà, est-ce que tu vas recommencer tes vieilles rengaines ?

LAZARE. — Il est trop tard, c'est vrai. Bouche close.

GOBSECK. — Tu rabâches toujours l'instrument d'échange. Mais enfin, un prêt, c'est un service rendu. Service contre service, dit la science.

LAZARE. — Oui, la science du soutirage. Vous me faites un trou au corps en trahison, puis, sous prétexte de me guérir, vous changez le trou en fistule qui suinte de l'or pour vos honoraires. Je ne vous demandais pas le trou, et je ne tiens pas à la fistule.

GOBSECK. — Allons ! allons ! Ton humeur passera.

LAZARE. — Pas avant ma fistule.



*a la base de la
fortune : monopole ou
usure*

III

Le sacrifice de l'indépendance individuelle, conséquence forcée de la division du travail, a-t-il été brusque? Non! Personne ne l'aurait consenti. Il y a dans le sentiment de la liberté personnelle une si âpre saveur de jouissance, que pas un homme ne l'eût échangée contre le collier doré de la civilisation.

Cela se voit bien par les sauvages que le monde européen tente d'appivoiser. Les pauvres gens s'enveloppent dans leur linceul, en pleurant la liberté perdue, et préfèrent la mort à la servitude. Les merveilles du luxe, qui nous paraissent si éblouissantes, ne les séduisent pas. Elles dépassent la portée de leur esprit et de leurs besoins. Elles bouleversent leur existence. Ils les sentent seulement comme des étrangetés ennemies qui enfoncent une pointe acérée dans leur chair et dans leur âme. Les peuplades infortunées que notre irruption a surprises dans les solitudes américaines ou dans les archipels per-



du du Pacifique, vont disparaître à ce contact mortel.

Depuis bientôt quatre siècles, notre détestable race détruit sans pitié tout ce qu'elle rencontre, hommes, animaux, végétaux, minéraux. La baleine va s'éteindre, anéantie par une poursuite aveugle. Les forêts de quinquina tombent l'une après l'autre. La hache abat, personne ne replante. On se soucie peu que l'avenir ait la fièvre. Les gisements de houille sont gaspillés avec une incurie sauvage.

Des hommes étaient apparus soudain, nous racontant par leur seul aspect les premiers temps de notre séjour sur la terre. Il fallait conserver avec un soin filial, ne fût-ce qu'au nom de la science, ces échantillons survivants de nos ancêtres, ces précieux spécimens des âges primitifs. Nous les avons assassinés. Parmi les puissances chrétiennes, c'est à qui les achèvera.

Nous répondrons du meurtre devant l'histoire. Bientôt, elle nous reprochera ce crime avec toute la véhémence d'une moralité bien supérieure à la nôtre. Il n'y aura pas assez de haines ni de malédictions contre le christianisme qui a tué, sous prétexte de les convertir, ces créatures sans armes, contre le mercantilisme qui les massacre et les empoisonne, contre les nations qui assistent d'un œil sec à ces agonies.

Les malheureux n'ont pu s'assimiler à nous.



Est-ce leur faute? L'humanité n'a franchi que par des transitions insensibles les étapes sans nombre qui séparent son berceau de son âge viril. Des milliers de siècles dorment entre ces deux moments. Rien ne s'est improvisé chez les hommes, pas plus que dans la nature, si ce n'est les catastrophes qui détruisent et ne fondent jamais.

Les révolutions elles-mêmes, avec leurs apparences si brusques, ne sont que la délivrance d'une chrysalide. Elles avaient grandi lentement sous l'enveloppe rompue. On ne les voit jamais qu'autonomes, bien différentes de la conquête, invasion brutale d'une force extérieure qui brise et bouleverse sans améliorer. L'évolution spontanée d'une race, d'une peuplade, n'offre rien de pareil. Elle s'accomplit par degrés, sans trouble sensible, comme le développement d'une plante.

Le régime de la division du travail n'a dû remplacer l'isolement individuel que par une série de transformations, réparties sur une période immense. Chaque pas dans cette voie était applaudi comme une victoire attendue, désirée, et le changement s'est ainsi opéré peu à peu, à travers une longue suite de générations, sans froissement de mœurs, d'habitudes, ni même de préjugés.

C'était un progrès décisif sans doute, ... mais le prix? abandon complet de l'indépendance per-



sonnelle; esclavage réciproque sous l'apparence de solidarité; les liens de l'association serrés jusqu'au garrottement. Nul ne peut désormais pourvoir seul à ses besoins. Son existence tombe à la merci de ses semblables. Il doit en attendre son pain quotidien, presque toutes les choses de la vie. Car il ne peut se livrer qu'à une industrie unique. La qualité du produit est à cette condition qui asservit, et, à mesure que la division du travail s'accroît par les perfectionnements de l'outillage, l'homme se trouve plus étroitement rivé à son métier.

On sait où en sont venues les choses aujourd'hui. Des êtres humains passent leur existence à faire des pointes d'aiguille et des têtes d'épingle.

Certes, une telle situation crée des devoirs impérieux entre les citoyens. Chacun étant voué à une occupation simple, la presque totalité de son produit lui est parfaitement inutile. Ce produit servira par quantités infinitésimales à une foule d'autres individus. L'ensemble de ces consommateurs est donc tenu de fournir aux besoins de celui qui a travaillé pour eux.

La société, dès lors, repose sur l'échange. La loi, qui en règle les conditions, doit être une loi d'assistance mutuelle, strictement conforme à la justice. Car cette aide réciproque est maintenant une question de vie ou de mort pour tous et pour



chacun. Or, si le troc en nature suffisait aux temps primitifs, alors que la consommation portait sur un très petit nombre d'objets, tous de nécessité absolue, il devenait radicalement impossible entre les milliers de produits d'une industrie perfectionnée.

Un intermédiaire était donc indispensable. Les qualités spéciales des métaux précieux ont dû les désigner de bonne heure à l'attention publique. Car l'origine de la monnaie remonte à des époques inconnues. On la suppose née à peu près avec l'âge de bronze. Du reste, ceci n'a aucune importance économique et n'intéresse que l'archéologie. Ce qui nous touche, c'est l'expérience, acquise depuis trop longtemps, que les services rendus par le numéraire ont été payés bien cher. Il a créé l'usure, l'exploitation capitaliste et ses filles sinistres, l'inégalité, la misère. L'idée de Dieu seule lui dispute la palme du mal.

En pouvait-il être autrement ? Quand naquit la monnaie, deux procédés s'offraient aux hommes pour l'emploi de ce moyen d'échange, la fraternité, l'égoïsme. La droiture eût conduit rapidement à l'association intégrale. L'esprit de rapine a créé l'interminable série de calamités qui sillonne l'histoire du genre humain. Entre ces deux routes, pas même un sentier. Car, avec le maintien du régime individualiste,



l'échange honnête, au pair, sans le dimage des écus, aurait castorisé notre espèce, en la figeant dans l'immobilisme. Maintenant encore, il amènerait le même résultat.

Il est permis de supposer que les hommes auraient senti la nécessité de combiner leurs efforts pour la production compliquée, qui exige une quantité considérable de matériaux, de provisions et d'instruments. Tant que la simplicité de l'outillage eût permis au producteur d'obtenir par l'échange ce qui suffit pour travailler et pour vivre, on s'en serait tenu là. Mais l'homme est perfectionneur par nature. Bientôt, les exigences d'une industrie plus avancée auraient déterminé la coopération des activités particulières et, les travailleurs recueillant le fruit intégral de leur labeur, la prospérité générale aurait pris un rapide essor. Par suite, accroissement progressif de la population, du bien-être, des lumières, réseau de plus en plus développé des divers groupes, et enfin aboutissement assez prompt à l'association complète, sans despotisme, ni contrainte, ni oppression quelconque.

Le vampirisme a fait évanouir un si beau rêve. L'accumulation du capital s'est opérée, non par l'association, mais par l'accaparement individuel, aux dépens de la masse, au profit du petit nombre.

En conscience, ce rêve de fraternité, au temps

*Je me la douleur l'opinion, n'aurait
 son que le monde, elle le fera à
 son jugement dans l'ère.
 mais
 L'effort
 est
 juste
 pour
 l'avenir
 elle*



adis, n'eût-il pas été une illusion, une utopie ? Entre la loyauté et la trahison, les âges de ténèbres et de sauvagerie pouvaient-ils hésiter ? Ils ne connaissaient d'autre droit que la force, d'autre morale que le succès. Le vampire s'est lancé à pleine carrière dans l'exploitation sans merci. L'usure est devenue la plaie universelle.

Son origine se perd dans la nuit du passé. Cette forme de la rapine n'a pu se montrer avant l'usage de la monnaie. Le troc en nature ne la comporte pas, même avec la division du travail. L'écriture n'existait certainement point alors. Elle eût conservé un souvenir précis de cette grande innovation. Or, la tradition est muette.

L'usure fut un mal, non pas nécessaire, ce serait du fatalisme par trop dévergondé, mais inévitable. Ah ! si l'instrument d'échange avait porté, dès le principe, ses fruits légitimes, s'il n'avait pas été faussé, détourné de sa destination !... Oui, mais si... est toujours une niaiserie. Faire du présent une catilinaire contre le passé, n'est pas moins absurde que faire du passé la règle, ou plutôt la routine de l'avenir.

Chaque siècle a son organisme et son existence propres faisant partie de la vie générale de l'Humanité. Ceci n'est point du fatalisme. Car la sagesse ou la débauche du siècle ont leur retentissement sur la santé de l'espèce. Seulement,



l'Humanité, être multiple, peut toujours guérir d'une maladie. Elle en est quitte pour quelques milliers d'années d'hôpital. L'individu risque la mort.

Il serait donc oisieux et ridicule de perdre ses regrets sur l'abus lamentable qu'on a fait du moyen d'échange. Hélas! Faut-il l'avouer? C'était l'inconvénient d'un avantage, l'expiation, diraient les chrétiens, doctrinaires de la souffrance. C'était la substitution de l'escroquerie à l'assassinat,... un progrès. La dynastie de sa majesté l'Empereur-Écu venait d'éclorre. Elle devait pour longtemps filouter et pressurer le monde. Elle a traversé la vie presque entière de l'humanité, debout, immuable, indestructible, survivant aux monarchies, aux républiques, aux nations et même aux races.

Aujourd'hui, pour la première fois, elle se heurte à la révolte de ses victimes. Mais un si antique et puissant souverain compte plus de serviteurs que d'ennemis. Les thuriféraires accourent en masse à la rescousse, avec l'encensoir et la musique, criant et chantant : « Hosannah! « Gloire au veau d'or, père de l'abondance! » Une sévère analyse fera justice de ces cantiques, et, dépouillant le sire de ses oripeaux, le montrera nu, ce qu'il est : un pick-pocket.

De l'Orient au Couchant, du Midi au Nord, quel peuple et quel pays n'a-t-il pas dominé? Qui



a échappé à son joug ? Quelques peaux-rouges du Nouveau-Monde, les sauvages emprisonnés dans les ilots de l'océan Pacifique. Tout le reste du globe a courbé la tête. Avant même que le rideau de l'histoire se lève, sa majesté l'Empereur-Écu gouverne en despote l'Europe, l'Asie et l'Afrique.

Bientôt l'Égypte, la Phénicie, la Grèce, Carthage sont à ses pieds. Il trône dans Rome républicaine. Les patriciens, vainqueurs de l'Occident, sont des usuriers, maîtres à la fois par le glaive et par le sesterce. La Plèbe, écrasée de dettes, est vendue à l'encan, en vertu de la contrainte par corps. Les insolvable deviennent esclaves, aussi bien que les vaincus. Cinq cents années durant, Patriciat et Prolétariat sont aux prises sur la question politique et sociale. C'est la situation du travailleur européen, mais cruellement aggravée autrefois par la réunion dans les mêmes mains des trois instruments de tyrannie, le sacerdoce, la monnaie et le sabre.

Dans la société féodale, issue du christianisme et de l'invasion germanique, la noblesse et le clergé se partagent la puissance. L'homme d'argent est la proie de l'homme de guerre. Chez les Romains, point de division des pouvoirs. Nul contrepoids. Le patricien est prêtre, guerrier, propriétaire, financier. Toutes les royautés lui appartiennent. Si parfois le plébéien se révolte



contre son oppresseur matériel, il tombe bientôt à genoux devant le dictateur de sa conscience.

Des trois jougs qu'il subit, le plus lourd est celui du capital. Les deux autres lui servent de gendarmes. L'histoire romaine n'est qu'un long récit de la lutte entre le capital et le travail. Discordes et guerres, tout sort de là. La création et la chute des Décemvirs, l'institution du Tribunat, sont des épisodes de ce conflit, aussi bien que les conquêtes, spécifique invariable de l'émeute. On conjure la guerre civile par la guerre étrangère. Quand le Peuple, à bout de souffrances, va se lever, le flamme intervient au nom des dieux, le consul enrôle des soldats, et précipite toutes ses colères sur les infortunés voisins.

L'insatiable avidité de l'aristocratie trouvait doublement son compte à ce jeu : au dedans maintenir l'ilotisme, au dehors se créer d'immenses propriétés avec les terres des vaincus. C'était la mode du temps. On s'adjugeait la moitié des domaines conquis. Nous ne dirons rien de cette mode. Elle n'existe plus. En bonne justice du moins, chaque vainqueur aurait dû avoir sa part. Eh ! bien, non ! tout pour les chefs, rien pour les soldats. Les pauvres diables, décimés par les batailles, revenaient tristement endosser le collier de misère, après avoir donné des provinces à leurs maîtres.

Nouveau sujet de discorde dans la cité, comme



on pense. Les tribuns réclament le partage des terrains acquis par le sang du peuple. Les patriens se voilent la face d'indignation devant une pareille monstruosité. Ils crient à la spoliation, au brigandage, au sacrilège. Les invectives et les châtimens commencent contre les partageux. Les Gracques, deux petits-fils de Scipion cependant, les Gracques qui avaient osé proposer une loi pour le partage des terres conquises, une loi agraire, périssent assommés par les casse-têtes des sergents de ville et les gourdins réunis des valets de grande maison. La loi agraire est vouée aux malédictions de l'univers, et la malédiction retentit encore.

Les procédés de la tyrannie sont immuables. On les retrouve partout et toujours, debout sur les mêmes assises, l'ignorance et la crédulité. La guerre-diversion n'est par une recette perdue. Les despotes modernes ont adopté cette méthode dérivative. Ils calment la fièvre de leurs sujets par des saignées à blanc sur les champs de bataille, et les sujets sont glorieux, ravis. On ne sait qu'admirer le plus, ou le sans-gêne féroce du chirurgien, ou la stupidité des patients.

Chez nous, la finance n'a plus que la seconde place dans ces opérations. Elle ne les approuve d'ailleurs qu'après la clôture, quand elle peut recueillir sans danger les bénéfices de la servitude, prix ordinaire du traitement. A Rome, le



capital tenait lui-même la lancette. C'est plus sûr. Tous les grands hommes classiques, Scipion, Pompée, Lucullus, Caton, Brutus, Cassius, etc., prêteurs sur gages, pressureurs impitoyables, réduisent la multitude au désespoir, et le césarisme fonde son avènement sur la haine universelle soulevée par leurs déprédations.

César n'avait pas seulement pour lui, comme on le croit trop, la populace du Cirque et du Sportule. Pompée, dans son orgueil de grand seigneur, s'était écrié : « Je n'ai qu'à frapper du « pied le solde l'Italie, il en sortira des légions. » A la nouvelle du passage du Rubicon, on lui dit : « Voici le moment »... Pompée alors lève le pied,... et s'enfuit à Brindes avec le Sénat, pour mettre la mer entre eux et l'envahisseur. L'Italie en masse s'était déclarée pour César.

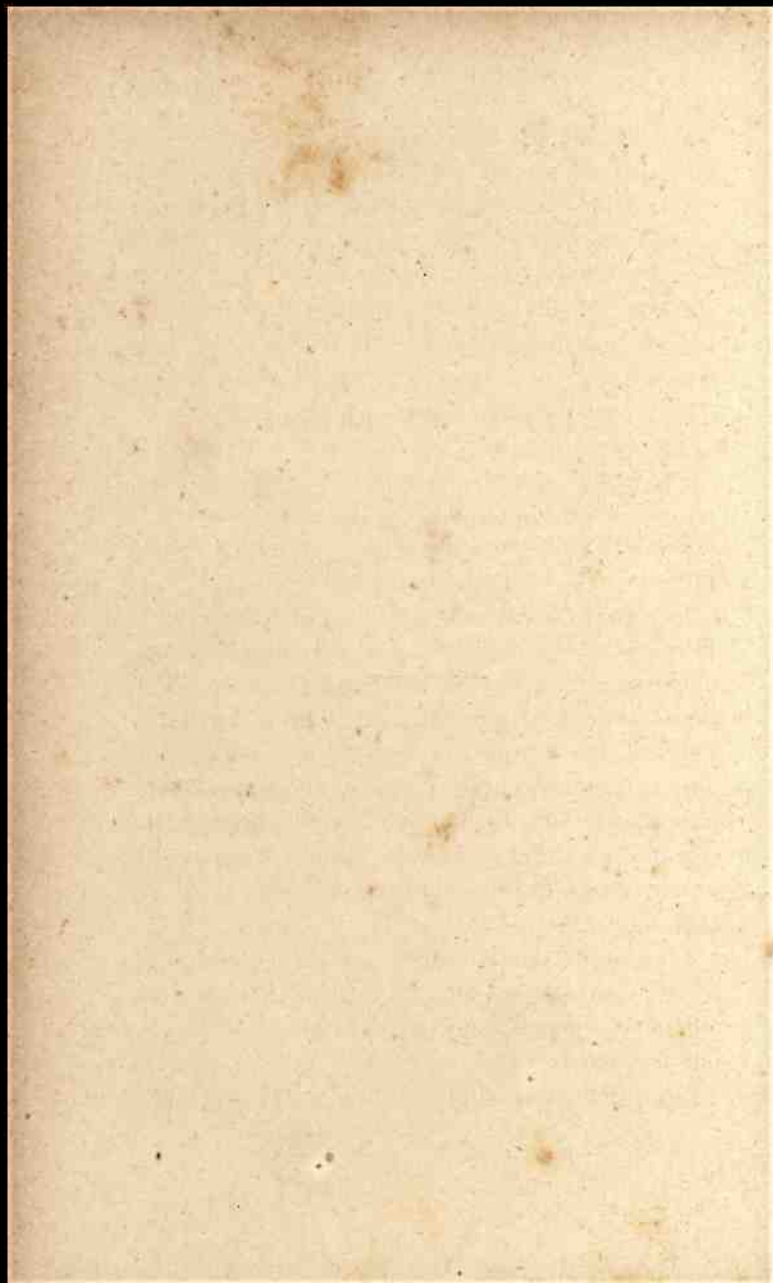
Que gagna la société romaine à cette révolution ? La fin des pillages proconsulaires, mais à quel prix ! l'avilissement, le marasme, la putréfaction. Le sabre n'était plus aux mains des usuriers, l'usure régnait toujours. A ces deux fléaux s'en était joint un troisième, le Christianisme, enfant de Moloch et de la race sémite. Tous ensemble, ils engloutirent le vieux monde.

Un autre est sorti de ses ruines, et, traversant les pestes de son berceau, a remonté peu à peu les pentes de la civilisation. Aujourd'hui le revirement est complet. L'usure a changé de camp.



Elle est avec César, son allié intime, son dernier espoir, et le Peuple est avec la République, leur mortelle ennemie. D'un côté, la violence, l'iniquité, les ténèbres ; de l'autre, la Justice, la Fraternité, les lumières. La lutte n'est pas douteuse.





II

CAPITAL ET TRAVAIL

Le défaut de précision dans le langage est la pire infirmité de l'intelligence humaine. Définir, c'est savoir. Aussi la définition juste est-elle la plus rare des denrées. La connaissance des choses se mesure mathématiquement à cette justesse. Où elle manque, il y a ténèbres. Or, nulle part elle n'est aussi radicalement absente que dans l'économie politique. Si, du moins, cette obscurité était involontaire ! Mais elle sert de repaire et d'embuscade à des intérêts féroces qui s'y tiennent cantonnés et ne souffrent pas qu'on la dissipe.

L'humanité connaît déjà, par ses malheurs, la terrible puissance d'un mot : *Dieu* ! En voici un autre non moins funeste sous son masque de bienfaisance.

Capital a deux significations bien diverses :



l'une, la seule comprise partout, claire, brève, réalité fulgurante qui tient le monde prosterné à ses pieds,... l'Argent-Roi, le Tzar-Ecu ; l'autre, vague, nuageuse, multiforme, mélange de niaiserie et d'astuce, misérable entité, ignorée de tous, sauf de quelques prétendus savants, et bien digne de cette indifférence. Un coup d'œil à ce fantôme d'abord. Tout à l'heure la réalité va se dresser menaçante.

Le *capital* de l'école officielle, mi-partie cafard et arlequin, est indéfinissable, et pour cause... il n'existe pas,... ou si peu!! En voici pourtant, au hasard, une demi-douzaine de définitions, sur cinquante :

1° Accumulation de produits ;

2° Produit épargné et destiné à la reproduction ;

3° Excédent de produit non consommé et destiné à la reproduction ;

4° Toute valeur faite, en terre, instruments de travail, marchandises, subsistances ou monnaies, et servant ou susceptible de servir à la production ;

5° Somme de valeurs, consacrée à faire des avances à la production ;

6° Produit accumulé et destiné à la reproduction ;

7° Travail accumulé.

Devinez ces rébus, s'ils vous amusent. Ils ne



sont ni plus, ni moins utiles que ceux des journaux illustrés. Seulement, l'explication n'est pas si facile. Ne la renvoyons pas au prochain numéro. Mais d'abord, donnons à notre tour la définition honnête d'un capital scientifique.

On peut l'appeler : l'ensemble des produits en voie de consommation ; — ou bien : la consommation courante ; — ou plus simplement encore : l'échange.

L'économie politique enseigne que, chez tout individu considéré à part, le *capital* est l'objet ou matière quelconque dont il accroît la valeur par son travail, afin d'en créer ce qu'on appelle un produit. Les instruments de toute espèce, qui lui servent dans cette opération, font également partie du capital. Du reste, la chose exploitée et ouvrée est dite elle-même *instrument de travail*, de sorte qu'*instrument de travail* et *capital* sont synonymes. Ainsi l'a décrété la science économique. De telles confusions, soit dit en passant, sont déjà fort suspectes et laissent transsuder le mensonge. Mais continuons.

L'agriculteur a donc pour *capital* ou pour *instrument de travail*, comme il vous plaira, sa terre et son matériel d'exploitation, charrues, bâtiments, bétail, semences, etc. Il a pour produit sa récolte.

Cette récolte peut devenir et devient en effet *capital* pour d'autres industriels, notamment



pour le meunier qui réduit en farine le blé, le seigle, l'orge, etc. La farine, produit du meunier, est *capital* pour le boulanger qui en fait du pain. Ces données sont applicables à toutes les industries possibles.

Un instant. Pour que le produit se transforme en *capital*, il existe une condition *sine qua non*, la vente. Invendu, il demeure une chose inerte. L'échange l'appelle soudain à l'état actif, en le lançant *capital* dans le roulement de la consommation.

Ceci ressemble pas mal à une vérité de M. de la Palisse. Car enfin, tant que le blé reste la propriété du cultivateur, il n'est pas celle du meunier. Mais l'économie politique met toujours les points sur les *i*. Elle a cependant oublié ici une petite explication. Le blé peut être *donné* gratis par le cultivateur ou *volé* par le meunier. Dans les deux cas, il n'est pas vendu. La condition de l'échange n'est donc pas remplie. La transformation s'opère-t-elle néanmoins? Je me permets l'affirmative, sauf arrêt contraire des casuistes compétents. Volé, donné ou vendu, dès que le blé entre au moulin, c'est à titre de *capital*. La morale n'a rien à voir dans l'économie politique.

Encore un axiome de la science, mais contesté celui-ci. La qualité de *capital* n'appartient qu'au produit dont la consommation est *reproductive*, autrement dit, créatrice d'une nouvelle valeur.



La consommation est *improductive*, quand elle ne reconstitue pas une valeur échangeable, et, dans ce cas, l'objet consommé ne mérite pas le nom de *capital*. Toutefois, ce rigorisme rencontre des opposants, qui professent le dogme de la *reproductivité* absolue, fondé sur les services rendus par toute consommation et sur l'indestructibilité de la matière.

M'est avis que MM. les économistes mystifient le public. Qu'est-ce que ces dissections à la loupe ? Importe-t-il beaucoup de savoir que la vente seule a pouvoir de baptiser *capital* un simple produit ? Voyez-vous ce filateur, après achat de trente à quarante balles laine ou coton, apprenant tout à coup la grande nouvelle que lesdites balles, humble produit, il y a deux heures, viennent d'être élevées par lui à la dignité de *capital* ?

Grave question : Les comestibles sont-ils capital ou simple produit ? Consommation *reproductive* ou *improductive* ?

« *Improductive* évidemment », dit l'un. « Car ils constituent le terme dernier des transformations utiles. Il n'en sort plus rien, ou du moins, plus rien de bon. »

« Erreur ! » répond l'autre. « *Improductive* chez l'oisif, un propre à rien, soit, mais *reproductive* chez le travailleur qui leur doit sa puissance d'agir. »



« Vous plaisantez ! » s'écrie un troisième.
« *Reproductive* partout, s'il vous plaît, et *capital*
« par excellence. Aucun autre ne donne de si
« magnifiques produits. Suivez bien mon raison-
« nement et... ce morceau de pain, capital-nourri-
« ture, livré au capital-mâchoire pour être trituré
« et transmis, sous forme de bol alimentaire, au
« capital-intestin, qui le métamorphose à son
« tour en capital-muscle-pensée. Sans compter
« le capital-Domange et le capital-poudrette, tous
« capitaux de la plus belle venue. Le circulus !
« fichtre ! Noublions pas le circulus. Que dirait
« Pierre Leroux ? »

Quel malheur que M. Jourdain n'ait pas eu un professeur d'économie politique ! La raison démonstrative et *Ba, Be, Bi, Bo, Bu*, le maître d'armes et le maître de philosophie étaient complètement enfoncés.

Poursuivons. Il faut déballer jusqu'au bout ce colis de balivernes. D'après ce qui précède, il est évident que, pour la société en bloc, les capitaux sont des produits et les produits des capitaux. Leur somme est égale. Il y a balance, ou mieux identité.

Dans le détail individuel, produit et capital ricochent d'une industrie à l'autre, et l'activité sociale évolue tout entière dans cette série sans fin de transmission par vente. A proprement dire, le capital, tel que l'entend la science, n'est qu'une



longue succession d'échanges, ou plutôt l'échange en permanence. Pourquoi donc l'appeler si mal à propos *capital*. puisqu'il peut porter un nom légitime et honnête, l'*échange*, et que l'affreux Moloch, vulgairement qualifié *capital*, est au contraire le destructeur, le loup dévorant de l'échange?

Des nombreuses formules sorties de l'imagination des savants, une seule, *travail accumulé*, a prévalu généralement et se rencontre aujourd'hui sous toutes les plumes, peut-être parce qu'elle est plus brève, sans être moins fausse que les autres.

Un caillou est *capital* pour le maçon, aussi bien qu'une aiguille pour la couturière. A titres divers, ces deux objets sont réputés *instruments de travail*. Or, si, avant de parvenir à la couturière, l'aiguille a passé par dix ou quinze industries, dont elle accumule les diverses mains-d'œuvre, le moellon tombe vierge entre les mains du manoeuvre. Le *capital* des économistes n'est donc pas toujours, et il importe fort peu qu'il soit ou non, comme l'enseigne le dogme régnant, du *travail accumulé*; définition malencontreuse qui en rappelle une plus absurde encore : *accumulation de produits*.

Pour le producteur, en effet, accumulation signifie ruine. Le souci de ses jours et de ses nuits est de se défaire au plus vite de son produit;



son plus beau rêve, d'en être débarrassé, avant même qu'il existe. Chez le négociant, mêmes inquiétudes, mêmes vœux pour le prompt écoulement de sa marchandise. C'est que la vente seule donne du pain.

On n'accumule les produits que pour l'approvisionnement des navires, des arsenaux, des armées en campagne. Triste besogne, toute en dehors de la vie normale ! Les magasins du commerce ne s'emplissent que pour se vider régulièrement. Sinon, gare la faillite !

D'ailleurs les produits sont caducs. Les comestibles ne se conservent pas. Les vêtements, armes, meubles, outils se détériorent. Les bestiaux meurent ou sont mangés. Les maisons même ont besoin d'un entretien qui, dans un temps donné, équivaut à reconstruction. Nourriture, habillement, logis, mobilier, toutes ces créations du travail s'en vont ainsi plus ou moins vite, et ne passent jamais à l'état de *produits accumulés*. Ephémères ou durables, leur accumulation serait un désastre. Car l'excès d'abondance en amoindrit, et pourrait même en supprimer la valeur. Aussitôt créés, ils doivent entrer en consommation, à peine immédiate de perte. Sans doute, ces diverses choses, déjà plus ou moins entamées, constituent la principale richesse du pays. Qu'on les dénomme, si on veut, l'ensemble des produits en voie de consommation,



bien. Qui dit consommation dit reproduction. Mais *produits accumulés*, nenni, et encore bien moins capital, mot qui, pour le public, a un tout autre sens, beaucoup plus vrai et plus clair que l'amphigouri économiste.

Des bâtisses pour vingt fois le chiffre de la population, des vivres, des hardes, des meubles, des denrées de toute espèce pour une consommation de trente ans, seraient à coup sûr des produits accumulés. Cela constituerait-il ce qu'on appelle *capital*? Non! Ce serait la déroute du capital au contraire. Les neuf dixièmes de ces biens périraient inutiles, et le reste, en conservant sa valeur *d'usage*, perdrait à peu près toute sa valeur *vénale*.

Ces deux locutions, valeur *d'usage*, valeur *vénale*, expliquent tout. Si par miracle, avonous dit, il se trouvait, d'une denrée quelconque, vingt ou trente fois la quantité nécessaire, on pourrait certes en user comme d'habitude, voire plus que d'habitude; mais le prix en tombant à rien, elle deviendrait invendable.

Vendre, c'est échanger son produit contre du numéraire. Pourquoi pas immédiatement contre les produits dont on a besoin? D'abord, parce qu'on est toujours dans la nécessité de vendre et que, pour une foule de raisons, on ne l'est pas dans celle d'acheter. Ensuite, parce qu'il est impossible de comparer directement les prix

respectifs d'une multitude d'objets divers. Dans le troc en nature, l'estimation réciproque est une difficulté moins grande encore que la livraison simultanée des produits. Cette dernière obligation est une servitude intolérable. Pour échapper à ces ennuis, il fallait un intermédiaire, évaluateur commun, qui permit le dédoublement de l'échange en deux actes distincts et indépendants, la vente et l'achat.

Or, des substances se sont rencontrées, précieuses par la variété de leurs usages, d'un très petit volume, d'une extrême divisibilité, d'une conservation à peu près indéfinie parce qu'elles sont inaltérables, enfin et surtout, d'une production forcément limitée. De par ces mérites, l'or et l'argent sont devenus la Marchandise-Reine qui sert de mesure commune à toutes les autres et règle leur valeur comparative.

Nul échange ne peut avoir lieu que par leur entremise. En général, un produit reste une charge, souvent un péril, tant qu'il n'est pas troqué contre ce bienheureux métal, source de toutes les joies, préservatif de toutes les misères. Cette permutation est le plus ardent des vœux, le but fixe des activités, la préoccupation universelle.

Laissons donc là désormais les pointilleries byzantines sur le Capital-Fantôme. Son rôle de paravent est fini. Voici surgir, dans sa sinistre splendeur, le Capital-Roi. Sa définition à celui-là



n'est point *travail accumulé*, mais *travail supprimé et travail volé*.

Plus que toutes les autres, une telle royauté devait faire des malheureux et des mécontents. On devine dès lors que les courtisans se sont mis en quatre pour lui fabriquer des paratonnerres. Pas de sophismes qu'ils n'aient imaginés à cette fin. La scolastique du moyen âge est moins hérissée d'arguties que l'économie politique, cette madrée servante et gardienne de sa majesté l'Empereur-Écu.

Premier trait de génie. Elle l'affuble d'un masque-Protée, dit *capital*, qui assume la responsabilité à sa place et le couvre contre les atteintes. Il est plus changeant et plus fugace que le kaléidoscope, ce Capital-Vice-Roi ! Quelle science de prestidigitacion dans ses titres ! Il est d'abord *travail accumulé*, nom vénérable qui en fait la personnification, le fils des labeurs de la multitude.

Puis, le voici *instrument de travail*, père adoré, créateur infatigable des œuvres du genre humain. Il est le Père, il est le Fils ! N'est-il pas également le Saint-Esprit qui s'incarne en chacun de nous et y infuse Dieu ?

Quand un prolétaire, crevant la faim, invective ce cher seigneur, l'économie politique lui gazouille d'un ton paternel : « Tu es capital toi-même, mon « bon ami. Ne te dis pas d'injures. N'est-ce pas



« admirable de charrier partout son capital avec
« soi-même quand on est sans chemise, *in natu-*
« *ralibus*? Un avocat a pour capital sa langue, un
« ouvrier ses bras, une couturière ses dix doigts,
« un facteur ses jambes, un portefaix ses épaules,
« et un chacun son cerveau, quand il a un cer-
« veau. Oui, mon ami, tout homme est un capital.
« Je suis capital, tu es capital, ton frère est
« capital, nous sommes tous capitaux. Embras-
« sons-nous. Si l'affaire ne s'arrange pas, à qui
« la faute? »

C'est le Dieu panthéiste, ce capital-Protée. Il n'est pas seulement toute personne, il est encore toute chose. Champs, prés et bois, maisons, chemins et ponts, marchandises, denrées de toute nature, meubles et immeubles, toujours capital, *travail accumulé*. C'est bizarre. Les maisons paraissent bien en effet du travail accumulé, brique sur brique, ou pierre sur pierre. Mais une forêt vierge, le plus plantureux des capitaux, l'économie politique en fait-elle aussi du *travail accumulé*? L'homme n'y a jamais mis la main, ni le pied, et de là justement provient sa grande valeur.

Les terres de la Virginie, où se trouvent accumulés deux siècles de travail continu, sont des terres usées, finies, insensibles à la fumure, et celles du *Farwest* (savanes de l'Ouest américain), que nul n'a touchées, constituent un trésor incomparable. Les champs sont d'autant moins



capital, qu'ils sont davantage *travail accumulé*. Mais qu'importe ! Avant tout, la définition populaire, bouclier du monarque ! Un fameux truc, cette *capitalerie* universelle, pour embrouiller l'écheveau et dépister les enquêtes !

Le Protée néanmoins n'est pas si bien travesti, ni tellement insaisissable qu'on ne puisse l'appréhender au corps et lui dire : « Je te connais, « beau masque ! Qui donc fait la grève du « milliard dans les caves de la Banque ? Serait-ce « par hasard les meubles et les immeubles qui « dorment là d'un si bon somme ? »

Quand on lit à la quatrième page des journaux : « Chemin de fer direct de la terre au soleil, avec « embranchement sur la lune, capital social, cent « mille milliards, » il est permis de s'écrier : « Le « voilà le vrai capital, en personne naturelle ! » Ici, comme ailleurs, il se trouve nécessairement flanqué d'une foule de prétendus frères, l'ingénieur-capital, l'employé-capital, l'ouvrier-capital. Ce sont eux qui feront la besogne et pas lui. Mais qui est le maître et qui est l'esclave ?

Va-t-on mendier partout, à grands renforts de prières, de puffs, de salamalecs, l'appui du capital-bras, du capital-cerveau ? Plus souvent ! Ils sont eux-mêmes les mendiants dans l'affaire, ces capitaux postiches, ces capitaux de carton, et l'autre, le grand, le seul capital, le capital pour de bon, le Capital-Monnaie, trône en souve-



rain plus absolu que le roi de Dahomey : ses petits frères ci-dessus, dont il est peu question dans l'annonce du journal, viennent s'agenouiller devant lui en implorant une miette de son festin.

Les immeubles ont leur mérite que personne ne conteste et ne dédaigne, c'est connu. Mais, n'en déplaise à l'économie officielle, ils ne sont point des capitaux ; car ils ne peuvent ni se cacher, ni déménager. Qu'on leur trouve un autre nom. Celui-là n'est pas le leur. Ils n'affament point, ils ne gouvernent point. Pour devenir famine et gouvernement, ils doivent d'abord se faire dollars. Jusque-là, ils ne sont que d'illustres sujets.

On racontera tantôt les origines de cette terrible dynastie de l'Empereur-Ecu. Il suffit de savoir pour l'instant que l'échange est son berceau, la spoliation son procédé, et qu'elle s'est toujours couchée de la même manière dans le même lit. Nous allons la dépeindre, dans son apogée, à l'heure présente.

Répétons-le encore, les produits ne s'accumulent pas. Si, par impossible, un pareil empilement avait lieu, il n'amènerait pas la formation, mais la ruine du capital (le capital-échange) par la cessation des travaux. Un *seul* produit est susceptible de mise en fourrière, le métal précieux, agent de l'échange. C'est cette concentration des lingots et des espèces qui constitue l'unique et



vrai capital, le capital-fléau, le capital-vampire, le Tyran-Écu.

Les accaparements de certaines marchandises sont des spéculations accidentelles et rares, toujours orageuses, pleines d'incertitude, fécondes en désastres. Cependant, malgré le péril qui les entoure, elles inspirent une juste haine. Pourquoi l'accaparement des espèces, si meurtrier, passe-t-il pour une vertu, sous le nom hypocrite d'épargne? Celui-là n'offre que des chances de gain, jamais de perte. Il est l'état normal, le fondement de la société actuelle, le grand ressort de son organisme, ressort graissé de sang humain. Est-ce ce mérite qui en a fait un Dieu, selon l'usage?

L'économie politique, qui a la conscience véreuse, berne le public avec des mots. Comme les produits, tous altérés d'échange, soupirent après leur conversion en numéraire, et se disputent avec acharnement cette entrée dans le paradis terrestre qui s'appelle *réalisation*; comme la valeur-travail, elle aussi, quand elle *réalise*, se solde en valeur-monnaie, les jongleurs s'évertuent à confondre entassement d'espèces et amoncellement de travail. De là, leur fameuse définition du capital : *travail accumulé*. Or, la seule utilité du numéraire, improductif par lui-même, tient à son monopole d'intermédiaire pour l'échange. L'enlever à la circulation, sous un prétexte quel-



conque, est un vol social. Ce que M. Thiers et ses co-rabâcheurs dénomment avec emphase les *économies annuelles* de la France n'est qu'un funeste accaparement de l'agent de circulation (instrument d'échange).

Que d'encens brûlé sur les autels de l'Épargne, cette vertu-déesse, prétendue Providence du foyer ! une harpie inassouissable, qui dévore par millions les enfants des hommes !

Le propriétaire touche en écus sonnants ses loyers et ses fermages, le créancier de l'État ses rentes, le prêteur ses intérêts, l'actionnaire ses dividendes, le banquier ses escomptes, la grande industrie ses bénéfices, le haut commerce ses profits, l'agioteur ses différences. Tous ces prélèvements du capital sur le travail réduisent d'une somme égale la consommation de l'ouvrier, la plus régulière, la plus utile, la plus morale, car elle a pour cause les stricts besoins de la vie, et pour objet les denrées de première nécessité. Celle du riche, au contraire, mobile et fantasque comme les passions, crée, par les excentricités du luxe, une industrie aléatoire, toujours semée de périls et de naufrages.

Or, que fait le capitaliste de ces revenus pour lesquels tant de gens ont sué, excepté lui ? Deux lots, l'un de la jouissance, l'autre de l'épargne. Le plus pernicieux n'est pas celui qu'on pense. Dans l'ordre actuel, il faut bien accorder les



circonstances atténuantes aux profusions d'un Nabab. Elles ont du moins le mérite de provoquer l'échange. Le préjudice ne vient point de l'éparpillement, mais de l'accumulation. Pour la société, un million, dissipé même en folies, est une sorte de restitution, un demi-profit ; un million amassé est une perte sèche, un gros dommage.

Pourquoi l'opinion n'en juge-t-elle point ainsi ? Parce que les apparences la fourvoient. Le gaspillage révolte justement comme une insulte à la misère. La thésaurisation, au contraire, prend des airs modestes et rangés, toujours bien venus sous les noms d'ordre et de prévoyance. C'est elle cependant la coupable. La prodigalité, sa fille, si odieuse par ses déportements, ne fait que réparer en partie les crimes de sa mère. Le vrai monstre n'est pas tant le dissipateur insolent et bruyant, qui éclabousse la foule de ses scandales, que l'avare aux doigts crochus, l'araignée sordide, qui capitalise silencieusement les victimes au centre de sa toile.

L'Épargne, cette divinité du jour, prêchée dans toutes les chaires, l'Épargne est une peste. Elle ne se fait qu'aux dépens de la consommation, par conséquent, de la production. Restreindre ses achats, mettre de côté le numéraire, c'est diminuer d'autant l'échange, amener l'engorgement et tout aussitôt le chômage.

Supposez que la France entière, dans une furie



d'épargne, réduise tout à coup de moitié ses consommations. Quels seraient les effets immédiats de ce bel acte de vertu ? Le commerce et l'industrie réduits également de moitié. Car, il faut le répéter sans cesse, l'accumulation des produits est impossible. A peine créés, ils doivent, sous peine de ruine, arriver par l'échange à la consommation. Aux premiers symptômes de pléthore, l'activité créatrice s'arrête, travail et production tombent en paralysie.

L'économie est-elle donc un crime ? Non ! mais point d'équivoque sur les mots ! Les définitions vagues sont un fléau. Économie, dans son vrai sens, celui de l'étymologie (1), signifie règle de ménage, et n'est pas du tout synonyme d'épargne qui veut dire : accumulation. Ce sont là deux choses fort différentes. L'économie, bon ordre, est une vertu et un avantage. L'épargne, thésaurisation, est un vice et une plaie publique. Le riche n'économise pas ; il gaspille au contraire, et cependant il épargne. Le pauvre économise et il n'épargne pas ; il ne peut pas épargner.

Reste à savoir ce qu'il faut au juste entendre par ce sage gouvernement de la maison qui s'appelle économie. On peut le définir ainsi : dépenser l'équivalent de son produit, rien que l'équivalent,

(1) Οἶκος νομος, règle de la maison.



tout l'équivalent. A ce compte, la presque totalité des riches dépenseraient bien peu de chose, puisqu'ils ne produisent rien. Ils ne seraient donc plus des riches, mais des pauvres. On voit que si la définition est conforme à la justice, elle ne l'est guère à la réalité. Peut-être, un jour, deviendra-t-elle pratique. En attendant, si les gens bien rentés, au lieu d'amasser, dépensaient tous leurs revenus, ils ne seraient pas l'objet de tant de malédictions.

Sont-elles imméritées ? Qu'on en juge. Les prétendues économies de l'opulence ne sont que l'accaparement du numéraire, soustrait à la circulation et emmagasiné, nous allons voir dans quel but. Or, la preuve vient d'en être faite, retenir l'instrument d'échange, c'est diminuer d'autant le travail et la production. Donc, l'amoncellement des espèces, qui forme le capital, est bien, comme nous l'avons dit plus haut, non du *travail accumulé*, mais du *travail supprimé*. Il n'y a pas là de quoi se faire bénir.

Ce n'est pas tout. Le capital est aussi du *travail volé*. Chacun sait bien qu'on n'amasse pas les valeurs, métal ou papier, pour les mettre dormir dans un fond de tiroir. Seuls, les cerveaux décrépits ou fêlés s'amuse à cacher leurs piastres dans de vieux bas. Là, elles ne font point de petits. Or, on en veut et toujours, des petits. L'élève des écus est la plus amoureuse, la plus



passionnée des cultures. On n'épargne que pour faire valoir.

Faire valoir! Mot terrible dans son prosaïsme, mot immense qui renferme toutes les souffrances de l'humanité. Lorsque la séquestration du dollar, en arrêtant l'échange, a mis l'embargo sur la production, l'ouvrier inoccupé demande du travail pour vivre. Car son ambition, à lui, est de pouvoir travailler, comme celle de tant d'autres est de ne rien faire. Il a même une prétention, le *droit au travail*, qu'il voudrait inscrire en tête des droits sociaux, prétention redoutable qui fait frémir, non sans raison, toute la race du capital.

Qu'est-ce en effet que le *droit au travail*? C'est la certitude d'un travail régulier, constamment échangeable contre les produits d'autres travaux. Car la faculté permanente de l'échange peut seule garantir la continuité de l'occupation. Point d'échange, point de travail.

Or, les prélibations du capital ont pour unique origine dans le passé, pour gage unique dans l'avenir, ces lacunes de l'échange, nées de l'accaparement des espèces, qui, en enrayant la production, mettent l'ouvrier à la merci du capitaliste.

C'est alors que le chômage suppliant est contraint de subir la dure condition de la main-d'œuvre au rabais. Ainsi, d'un côté, le capital prélève sur le travail une nouvelle dime, source de nouvelles accumulations qu'il *fera valoir* à leur tour;



de l'autre, le salarié, par suite de cette retenue, ne peut acheter l'équivalent de son produit, et marche indéfiniment de détresse en angoisse et d'angoisse en détresse.

Que serait le *droit au travail*? Nécessairement, comme nous venons de le dire, le droit à l'échange continu, et, par cela même, à l'échange sans rabais ni perte, d'où l'évanouissement de la dime capitaliste, et bientôt la suppression du capital. Voilà pourquoi les possesseurs oisifs du *droit d'aubaine* déclarent le *droit au travail* une spoliation méditée par des fainéants. Il est clair en effet que la fainéantise seule peut se dérober au devoir sacré d'enrichir de ses sueurs l'oisiveté.

Résumons :

1° L'accumulation des produits du travail est impossible. Donc, le capital des économistes, dit *travail accumulé*, est une chimère.

2° Le capital se compose uniquement de numéraire enlevé à l'échange et qui réduit d'autant la production. Donc, le capital n'est ni du *travail accumulé* ni un *instrument de travail*. Il est, au contraire, du *travail supprimé* et un *destrument* de travail.

3° Le capital est un prélèvement léonin sur les produits du travail, condamné, par l'impossibilité de s'échanger, à subir les rabais ou prélibations que lui impose l'accapareur du moyen d'échange. Donc, le capital est du *travail volé*.



Ainsi se passent les choses depuis les temps historiques. Ce qui a été sera-t-il toujours ? Le genre humain est-il voué à l'exploitation perpétuelle ? Ou bien, s'il lui échappe, par quelle issue ? L'abus capitaliste est-il fatalement inhérent au régime de l'échange, ou supprimable par les procédés de l'école Proudhonienne ? L'avenir trouvera-t-il sa voie dans le mutuellisme, ou dans l'association intégrale, c'est-à-dire dans la communauté ?

Ici s'arrête la démonstration et commencent les conjectures. Le problème posé ne réunit pas encore les données suffisantes pour une solution mathématique. Toutes les angoisses de notre temps tiennent à l'impossibilité [actuelle de dégager l'inconnue.

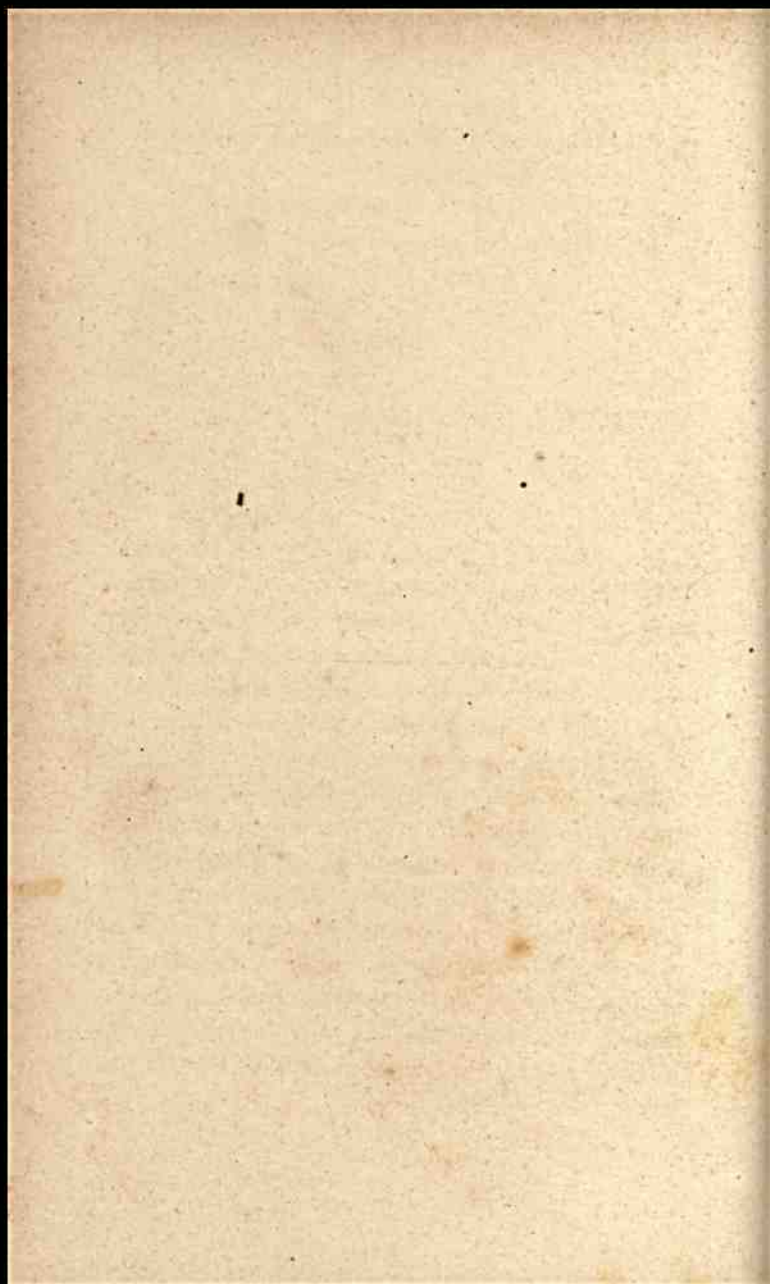
Angoisses toujours plus poignantes ! Car la société, mise en demeure d'abandonner une route qui mène aux abîmes, semble au contraire s'y enfoncer avec une furie aveugle, comme pour rendre impossible tout changement de direction. En vain le cri presque universel réclame l'égalité. Chaque jour, la tranchée se creuse plus profonde entre deux castes uniques, l'opulence et la misère. Les situations intermédiaires disparaissent. Toutes les conquêtes de la science deviennent une arme terrible entre les mains du capital contre le travail et la pensée.

Tant pis pour lui ! La démence est le commen-



cement de la fin. Continuons de le montrer à l'œuvre. On sait qu'il fait deux parts de son revenu, l'épargne et la dépense. Cette dernière, la moins malfesante des deux, doit avoir le pas.





III

LE LUXE

Que n'a-t-on pas dit pour et contre le luxe ? Peste ou Providence, selon le point de vue, ni les malédictions, ni les dithyrambes ne lui ont fait défaut. Jamais la protestation ne s'est tue devant ses triomphes, et cette opiniâtreté séculaire des répugnances l'a maintenu sourdement au ban de la conscience humaine.

Les lois somptuaires sont un des éclats de cette réprobation, qui a constamment grondé au fond des cœurs et refusé au luxe les bénéfices de la prescription. Dans leurs motifs, toutes ces lois poussent violemment le cri d'anathème. Mais, contradiction étrange ! ce rappel à l'égalité est en même temps une explosion d'orgueil aristocratique. En réglementant le faste, on l'interdit à la roture et à la plèbe, comme privilège du patriciat.



Mesures absurdes, qui se heurtaient à l'effet, au lieu de s'en prendre à la cause, funestes à l'industrie et au commerce, parce qu'elles arrêtaient les dépenses somptuaires, sans les remplacer par des dépenses utiles.

Car c'est précisément le crime du capital d'imoler au superflu la société qu'il gouverne, en la privant du nécessaire. Luxe est corrélatif d'indigence. L'oisif consomme sans travailler. Le prolétaire travaille sans consommer. Ici l'excès des jouissances, là celui des privations.

Luxe et indigence sont donc aujourd'hui frère et sœur. Ils ne l'ont pas toujours été. Ils ne le seront pas toujours. Le passé lointain, avant la dynastie de l'Empereur-Écu, avait l'indigence sans luxe ; après sa chute, l'avenir aura le luxe sans indigence. Pour le quart d'heure, sous le règne de sa majesté métallique, le luxe est le représentant et le thermomètre de la misère. Car il est la livrée de l'opulence qui est mère et fille de la pauvreté.

Une société régie par le capital ne peut se concevoir sans luxe. Il est la dépense des riches, la seule partie de leurs prélèvements usuraires sur le travail qu'ils laissent rentrer dans la circulation, au pair, sans primes nouvelles. N'était cette obole, il faudrait mourir. Comparées aux rapines de l'épargne, les prodigalités, en dépit de leur révoltant scandale, paraîtraient presque un



bienfait, s'il était possible d'oublier que cet argent, fruit d'une première extorsion, a pour tout mérite, cette fois, de n'en pas commettre une seconde. Mais cette réserve, qui la fait? Le socialisme, pas le public. Le public n'y voit que du feu, ou plutôt de l'or, toujours le bien odorant, qu'il sorte d'un boudoir ou d'une vespasienne.

L'or, c'est la rosée fécondante, la manne appelée à grands cris par le monde des affaires. A ce visiteur-là on ne demande jamais ni mot de passe, ni certificat de bonnes vie et mœurs. Combien, pourtant, il est suspect, dès qu'il se montre prodigue! Le luxe de l'oisif est une providence pour le commerce, soit! mais pas plus que l'orgie des voleurs. En voilà, — ces derniers, — qui ne thésaurisent guère, qui jettent, en grands seigneurs, l'argent par les fenêtres! Pas de plus zélés apôtres de la consommation, ce bienheureux symptôme de la prospérité publique. Seulement, ils paient la marchandise avec les écus pris dans la poche du marchand. Le code pénal s'empresse d'octroyer la prison et le bagne à ces trop zélés consommateurs.

Les écus de l'oisif et ceux du voleur sont-ils de provenance bien dissemblable? La soustraction ne semble guère différer que par la forme. Simple question de procédé. Celui du malfaiteur est brutal... pas toujours cependant. Le détrousseur, le caroubleur deviennent plus rares que le filou.



La pègre s'urbanise. La violence passe les cartes à la ruse et à l'adresse.

Dans cette voie civilisée, les deux origines de l'Écu, vol et usure, se rapprochent et se côtoient de si près, que la limite finit par confondre, plutôt qu'elle ne sépare, l'appropriation licite et illicite du bien d'autrui. La loi, elle-même, ne peut plus distinguer cette limite, et ne la signale que par des pénalités purement arbitraires, injustifiables.

Pourquoi *l'intérêt* est-il coupable à dix pour cent et légitime à cinq? Sur quoi se fondent ces appréciations fantaisistes? Le marché, dans les deux cas, est librement consenti entre les parties contractantes. A quel titre, dès lors, la justice intervient-elle, là pour approuver, ici pour punir? Quel est son critérium? Le prêt à *intérêt* est-il un délit, oui ou non? Si *oui*, c'est oui. Si *non*, c'est non. Le taux importe peu et n'est point en cause.

« *Ni oui, ni non!* » répond la justice. « Le taux « importe beaucoup au contraire, et lui seul est « en cause. »

Parce que tel est votre bon plaisir. La raison n'est pas suffisante, et je défie qu'on en trouve une autre. — Si, cependant! On en trouve une multitude qui peuvent se résumer ainsi : « Dans « ce monde, il n'y a point de principes, il n'y a que « des compromis. La logique est une injustice et « une absurdité. »



Amen! — L'embarras officiel se conçoit. L'ordre social repose uniquement sur le prêt à *intérêt*. Comment le proscrire? D'autre part, comment soulever la conscience universelle, en déchainant sur le pays la meute des usuriers?

L'économie politique n'a pas de ces craintes ni de ces scrupules. En sa qualité de doctrine, elle sent mieux la nécessité des principes, le danger des inconséquences et des capitulations. Elle réclame donc hautement, avec insistance, la liberté illimitée de l'usure, la destruction de toutes ses entraves. Le monde des affaires appuie ces efforts de son influence. Mais le pouvoir hésite devant l'énormité du scandale et le désespoir des populations.

Vains faux-fuyants! Les économistes ont raison. Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée. La société ne peut avoir pour fondement une équivoque, équivoque si effrontée que le gouvernement pratique lui-même, sans vergogne, ce qu'il condamne chez autrui, le prêt sur gage à douze pour cent.

Donc, plus d'ambiguïté ni d'arbitraire! L'économie politique proclame l'usure, à tous les degrés, un droit et un bienfait. Le socialisme la déclare un attentat et un fléau. Le présent et le passé prouvent à l'envi qu'entre ces deux thèses il n'y a pas de transaction possible, ni de juste milieu.



Disons ici nettement que l'*intérêt* du capital, à tous les taux et sous toutes les formes possibles, prêt sur hypothèques, prêt sur gages, prêt sur n'importe quoi, dividendes, rentes, loyers, fermages, escomptes, etc., toute cette sacro-sainte et nombreuse famille est celle de l'Empereur-Écu, la famille de l'appropriation criminelle du bien d'autrui.

Ainsi, les prodigalités du voleur et de l'oisif ont même origine et même écoulement. Leurs dépenses, sans doute, ne sont point une calamité comme leurs recettes. Qu'on se garde cependant d'y voir un avantage. D'un méchant arbre les meilleurs fruits ne valent rien.

Les extravagances du luxe ont souvent défrayé le pinceau des moralistes. Inutile d'aller sur les brisées de ces maîtres et de s'attarder à des redites. Laissons même ce contraste hideux du gaspillage et de la détresse, qui révolte partout le regard. Il s'agit ici seulement de montrer que l'iniquité frappe de malédiction tout ce qu'elle touche.

Le luxe est le mauvais génie de l'industrie. La glace d'une nuit est moins perfide, la roulette n'a pas de traquenards aussi dangereux pour les joueurs, que l'opulence pour l'usine à la remorque de ses caprices. Le beau sexe joue un triste rôle dans ces guets-apens. Qui distribue la fortune ou la ruine, les enrichissements soudains, les



catastrophes plus brusques encore? Tantôt une reine, tantôt une prostituée, arbitres de la mode. Séparées par un abîme devant l'opinion, égales devant la toilette et l'économie sociale, elles tiennent, à tour de rôle, le sceptre de cette royauté fantasque qui dispose d'un budget supérieur à celui de l'État.

Quand cette odieuse poupée passe rapide dans un huit ou quinze ressorts, avec son maquillage, ses faux cheveux, sa boutique de bijouterie, ses fanfreluches criardes, on prendrait les femmes en exécration. Mais retournez-vous : cette pauvre mère, aux yeux éteints, hâve, émaciée, flétrie, avec ses petits enfants pâles et décharnés qui se pressent contre ses haillons, vous serre le cœur et vous ramène au sentiment de la vérité. En somme, c'est la femme qui est victime. Jamais l'homme le plus infortuné n'a souffert, ne souffrira la moitié de cette douleur.

C'est pour les cocottes et leurs bacchanales que les ateliers s'escriment et suent. Trop heureuse la pauvre mère, si un travail acharné lui pêche quelques centimes dans les millions consacrés à la haute luxure.

Grand événement! les belles dames éprouvent un jour le besoin de se renfler le derrière. Vite, par milliers, des fabriques de *tournures*! Tout est en effervescence dans les ruches du travail. On ne sait où donner de la tête. Oh! les affaires marchent!



Mais qu'est-ce qu'un simple *polisson* sur d'illustres coccys! Une babilole en vérité. Ces dames s'avisent tout à coup qu'elles ne tiennent pas assez de place dans le monde. « A bas les croupions! vivent les crinolines! » Et soudain, l'univers civilisé se change en manufacture de cloches ambulantes.

Pourquoi le sexe charmant a-t-il oublié les garnitures de clochettes? Les mules avaient pris l'initiative. Ce n'est pas tout de tenir de la place, il faut faire du bruit ici-bas, et la langue a quelquefois besoin de repos. Le quartier Bréda et le faubourg Saint-Germain sont rivaux en piété, aussi bien qu'en plâtrures et en chignons. Que ne prennent-ils modèle sur l'Église! A vêpres, l'orgue et le clergé débitent alternativement un verset des psaumes. Les belles dames et leurs clochettes pourraient se relayer à cet exemple, paroles et tintins reprenant tour à tour la suite de la conversation.

Quel encouragement d'ailleurs pour le commerce des sonnettes! La démagogie, suivant son habitude, lui fait beaucoup de tort. Elle en ferait encore bien davantage à la poudre de riz. On frémit en songeant qu'une révolution frapperait de mort une si admirable industrie, source de bien-être pour des milliers de familles. Ce n'est pas, au moins, que le beau monde lui garantisse la vie éternelle. Plus souvent! Un de ces quatre matins,



ennuyé de sa poudre à museau, il va culbuter ces florissantes usines et renvoyer aux vieilles ferrailles les outillages établis à grands frais.

Que lui importe! Ces culbutes sont le moindre de ses soucis. Poudres, pommades, huiles, vinaigres et eaux, parfums et puanteurs, chiffons, bijoux, rubans, dentelles, manches longues et courtes, plates et bouffantes, ceintures à la Malbrouk et ceintures-ficelles, chapeaux-parapluies, chapeaux-tonsures, étoffes plus innombrables que les sables de la mer, meubles, tentures et carrosses omniformes et omnicoles, défilent avec une rapidité vertigineuse à la lanterne magique du luxe, suivis de la multitude des travailleurs, courant, hors d'haleine, après sa majesté l'Empereur-Écu, pour attraper quelques bribes de ses rognures.

Un matin, mademoiselle Mars voit entrer chez elle, un paquet sous le bras, un négociant lyonnais, qui lui dit à brûle-pourpoint, d'un ton ému :

« Madame, je viens vous demander de faire ma fortune.

— Votre fortune?... Moi, monsieur?

— Oui, madame, vous! Et vous ne me refusez pas. Vous êtes si bonne!

— Mais, monsieur,... je ne comprends pas...

— C'est bien simple. J'ai en magasin des quantités considérables d'une fort belle étoffe de soie, que j'espérais écouler avec bénéfice et qui m'est



restée sur les bras. Elle n'est pas à la mode, et je viens vous prier de l'y mettre. Paraissez avec une robe de ce genre et je suis sauvé.

— Vous me flattez beaucoup. C'est une illusion, je le crains.

— Non, madame, non, je suis sûr de ce que j'avance. »

Et, tout en parlant, il pose son paquet sur une table, l'ouvre et étale sa pièce.

« Ah! monsieur, » s'écrie mademoiselle Mars épouvantée, « une robe jaune! vous n'y pensez pas. C'est impossible. »

Dans ce temps-là, — sous la Restauration, — on était encore un peu primitif. Madame la mode n'avait pas jeté son bonnet par-dessus les moulins. Elle avait ses caprices, mais tempérés de prudence, et tenait rigueur à ses amants sur l'article fidélité. Le jaune, le plus beau, sans contredit, des rayons de l'arc-en-ciel, qui n'aveugle pas comme le rouge, qui réunit à la fois la douceur et l'éclat, le jaune, véritable type de la splendeur, n'était pas la couleur favorite de l'occident. En Chine, il règne. En Europe, il est ridicule. Il l'était plus encore, il y a cinquante ans. Le préjugé a un peu perdu.

Qu'on juge de l'effroi de mademoiselle Mars, à la vue de cette nuance proscrite et moquée.

« Une robe jaune, grand Dieu! Mais je serai burlesque. La salle éclatera. On va crier : Au canari!



— Erreur, madame, erreur, je vous le jure, répondait le Lyonnais, votre robe fera fureur. Il suffit que vous la portiez.

— Ce que vous me dites là est très aimable; mais, en vérité, je ne puis pas risquer une telle aventure. Je serais criblée. »

Le négociant ne se tenait pas pour battu. Il plaidait, en désespéré, sa dernière ressource, suppliant la grande actrice à mains jointes, faisant vibrer toutes les cordes féminines, la vanité, la sensibilité, le besoin des émotions, la soif de l'inconnu. Bref, vaincue par les prières et la ténacité du solliciteur, mademoiselle Mars cède et promet.

La couturière est mandée, et demeure ébahie à l'aspect de ce jaune incongru. Toutefois elle se borne à secouer la tête et se met à la besogne sans observation.

Le jour de l'épreuve est venu. L'actrice, prise de frayeur, regrette fort son imprudence, et n'est pas loin de se croire une Déjanire, essayant par curiosité la tunique de Nessus, avant de l'expédier à son époux. Dans les coulisses, tout le monde regarde avec des yeux effarés la robe jaune, mais n'ose demander à la grande artiste si ce cadeau sort de la garde-robe du Fils du Ciel et lui arrive en droite ligne de Pékin.

Enfin, voici l'instant fatal. Mademoiselle Mars entre en scène demi-morte... Elle n'a pas fait



deux pas qu'une salve de bravos fait trembler la salle. Un coup d'œil aux loges et aux galeries termine ses angoisses. Victoire complète. La plus grande agitation règne dans la gent féminine. Toutes les lorgnettes se braquent d'enthousiasme sur la robe jaune. C'est une soirée triomphale.

La pièce finie, le Lyonnais, qui était venu attendre son arrêt dans la salle, se précipite dans la loge et aux pieds de l'actrice. Elle a la gloire, il a le profit. Chacun est ravi de son lot et on s'accable de congratulations. L'homme cependant tenait la corde.

« Ah! je le savais bien que vous seriez irrésistible et que vous feriez ma fortune. »

Le lendemain, *tout Paris* de courir aux magasins de soieries, en demandant l'étoffe jaune. Stupeur des commis. Qu'est-ce que ces Chinoises égarées sous les latitudes parisiennes? On se rabat alors aux renseignements chez mademoiselle Mars qui donne l'adresse du vendeur. Sa fortune était faite vraiment. Toutes ses étoffes, jusqu'au dernier centimètre, furent enlevées à des prix fous.

Sur ce, la fièvre jaune éclate dans la fabrique lyonnaise, et tous les métiers, alléchés par l'aventure, se mettent à battre sans relâche pour la nuance victorieuse. Trop tard, moutons de Panurge, trop tard! La vogue jaune n'était qu'un



feu de paille. La première furie passée, les vieilles antipathies renaissent, et tout le bloc reste pour compte aux infortunés imitateurs. Un bouillon affreux.

Ainsi des choses du luxe. Aujourd'hui, hors de prix ; demain, hors de marché. Les frasques et les joyusetés d'en haut ont, en bas, pour contre-coup, parfois une fortune des *Mille et une Nuits*, le plus souvent, les déceptions et la ruine. Cela ne déconcerte nullement les panégyristes. L'encensoir fume sans interruption.

Lorsque le préfet de la Seine, Henri Chevreau, a pendu la crémaillère à l'Hôtel de Ville en février 1870, les journaux ont dressé en triomphe le bilan de la cérémonie, chiffrant par millions les gains du commerce parisien : tant pour les comestibles du festin gargantuesque, tant pour les luminaires, les tentures, les fleurs, tant pour les toilettes féeriques, tant pour la main-d'œuvre de ces merveilles ; et ils foudroyaient l'anarchie, coupable à la fois d'impuissance à répandre de si grands bienfaits, et d'acharnement à les détruire.

Ces bienfaits ont coûté aux mansardes et aux chaumières dix mille existences peut-être. Ces millions, engloutis par les saturnales de l'opulence, avaient été pris aux travailleurs sur les premiers besoins de la vie. Ils ont mis au tombeau, par le jeûne, par le froid, des milliers de petits enfants. Ils en ont condamné des milliers



d'autres aux langueurs de la phtisie et du rachitisme. Ils en ont frappé jusque dans le sein de leurs mères exténuées par les privations. Et combien de vieillards, de malades, de souffreteux, ont péri pour faire banqueter et danser les puissants sur les tapis de l'Hôtel de Ville ?

Les chantres du gaspillage étalent avec orgueil les brillants profits du commerce de luxe. Ils ont soin d'oublier les transactions supprimées dans le commerce du nécessaire par les razzias des millions municipaux.

N'auraient-ils pas su, les malheureux ainsi dépouillés, employer leur argent en dépenses aussi modestes, aussi utiles, que les folies de la préfecture sont odieuses et funestes ? Et, devant un pareil cynisme, l'économie politique garde le silence ! Elle connaît le crime de ces profusions, elle en comprend le désastre, et elle se tait ! Alliés, ou plutôt compères et valets du capital, les tenants de la science officielle couvrent le méfait pour en partager les profits.

Ici pourtant, pas d'excuse possible à leur complicité. Il ne s'agit plus de justifier l'usure par des sophismes, sincères ou non. Il s'agit d'une iniquité flagrante, violatrice des premiers principes de l'économie estampillée elle-même. Sou par sou, on enlève aux serfs du salaire le prix de leurs sueurs. Le sou eût acheté le morceau de pain du pauvre. On en construit la pièce de vingt



francs qui offre gratis aux riches les pâtés de foie gras. La réprobation d'un tel scandale est l'*abc* du métier, et les économistes se taisent!

Puisqu'on sait faire un meilleur usage que le pauvre de l'argent gagné par le pauvre, pourquoi s'arrêter en si beau chemin, et lui réserver quelque chose? Prenez-lui tout et donnez un bal chaque jour.

Ah! c'est que le pauvre expirerait sur le coup, et qu'il faut bien lui laisser de quoi l'empêcher de mourir. Qui suerait des écus pour les satrapes? Et c'est l'explication naïve que donne en effet l'économie politique: « L'expérience démontre », disent ces précieux savants, « que le salaire se « réduit toujours strictement à ce qui est nécessaire pour ne pas mourir. » Le capital prend tout ce qu'il peut prendre. Il ne s'arrête que devant le cercueil où il descendrait lui-même avec sa victime.

« Mais, » s'écrie l'apologiste officieux, « ce « n'est pas le commerce seulement qui bénéficie « de ces dépenses. C'est encore et surtout l'ou- « vrier. Voulez-vous donc le vouer au chômage, « lui ôter son travail et son pain? »

Hypocrite! s'appuyer du travailleur contre le travailleur! Pourquoi avez-vous condamné l'ouvrier à l'industrie du luxe? Il n'y tient pas. C'est la nécessité qui l'oblige d'abandonner les industries sérieuses pour ces futilités. L'impôt et le



capital vident la bourse du pauvre dans celle du riche. Plus de débouchés ouverts aux denrées utiles. Or, les produits ne sont créés que pour l'échange. Ne le trouvant pas chez le prolétaire, ils vont le chercher là où il est, chez le capitaliste.

L'industrie du luxe ne devrait être que l'exception. Elle est la dominante. Elle grandit sans cesse et tend à l'accaparement des bras. L'ouvrier est contraint de se réfugier dans cette besogne déplorable, et quand il est ainsi tenu par son unique gagne-pain, le capital prend texte de cette dépendance pour placer son égoïsme sous l'égide de l'intérêt populaire. Pourquoi le peuple ne travaillerait-il pas pour lui aussi volontiers et plus volontiers que pour ses maîtres ?

On veut l'enchaîner par la détresse et le rendre solidaire de l'organisme qui le rançonne. On veut, par les caisses d'épargne, par l'exagération des industries de luxe, lier sa cause à celle du capital. Comme la plèbe romaine, on s'efforce de l'attacher aux extravagances de César. Les fêtes et les spectacles portent la mort dans les greniers et sous le chaume. Mais il s'en échappe quelques miettes pour les serfs de l'opulence. Cela suffit pour fermer la bouche à l'économie politique.

L'aristocratie provinciale n'est pas si indulgente, et ne se tait pas, elle. Sa haine contre



Paris, prompt à saisir l'occasion de le rendre odieux, dénonce avec fracas le scandale de ces prodigalités. Ce qu'elle oublie d'ajouter, c'est qu'elle monte en chemin de fer pour venir prendre sa part de l'orgie. Elle ne raconte pas non plus qu'elle a mis Paris hors la loi et le traite en pays conquis.

De par les députés de la province, Paris a cessé de s'appartenir. Il est en tutelle, taillable et corvéable à merci, sous la férule d'une commission prévôtale qui dispose souverainement de sa fortune, de ses maisons, de ses rues, sans lui, malgré lui, contre lui.

C'est le Paris du lupanar, le Paris du capital qui fait les saturnales de l'Hôtel de Ville. Le Paris du travail et de la pensée frémit de rage devant ces attentats et ces hontes. Il n'a pas besoin de Sardanapale pour vivre, et Sardanapale périra de sa main.

Jamais le machiavélisme politique n'a pu atteindre à cette monstruosité du machiavélisme social : river le serf à son carcan par la faim. Tel est en effet le sort des travailleurs qui fournissent aux besoins du riche. Suivons la marche de ses écus. D'où viennent-ils ? D'un prélèvement du capital sur le travail, prélèvement qui porte une douzaine de noms résumés en un seul : *intérêts*.

Donc la consommation du riche est payée aux producteurs avec leur propre numéraire, perçu à



titre de dime. Evidemment, ils livrent gratis à l'oisif les produits qu'il a l'air d'acheter, et gratis encore ceux qu'ils paraissent vendre aux individus occupés de pourvoir au superflu du privilégié. Car ces individus ne créent rien alors qui s'échange contre un labeur quelconque: Ils forment autour de chaque oisif une sorte de domesticité mobile, entretenue gratuitement par la masse.

Dans l'ensemble de la circulation, il n'existe d'échange véritable que celui de produit contre produit équivalent. Deux chalands, un ouvrier et un rentier, entrent dans un magasin et font la même emplette. Le marchand encaisse les deux monnaies. Pour lui, profits identiques, et nulle différence entre les acheteurs, si ce n'est qu'il réserve à l'habit son meilleur sourire, à la blouse sa mine la plus froide.

Pour la société, c'est autre chose. L'achat de l'oisif est une perte sèche. Car il le solde avec l'argent d'autrui qui ne lui a rien coûté. La dépense du travailleur est un bénéfice, parce qu'elle constitue l'échange mutuel au pair. Qui fait jamais cette distinction? Personne. Loin de là, toutes les préférences, toutes les tendresses sont pour le riche, parce qu'il verse plus de numéraire dans la circulation. Le bienheureux métal est accueilli avec transport, et l'on ne s'avise guère, en le palpant, d'en contrôler l'origine



Du reste, il n'existe pas deux catégories distinctes d'ouvriers, vouées, l'une au superflu, l'autre au nécessaire. La montre d'un Crésus et celle d'un artisan sont parfois l'ouvrage des mêmes mains. Tel bijou de prix qui brille sur la prostituée ou sur la grande dame, telle alliance achetée pour une laborieuse mère de famille, sortent d'un seul atelier, comme les wagons de première classe qui promènent le parasitisme, et ceux de troisième qui transportent les fourmières du travail.

Ce sont par conséquent les produits, non les producteurs, qu'il faut classer en utiles ou inutiles, suivant leur destination. Tout objet, morceau de pain ou cachemire, consommé par un oisif, est une chose perdue. Car elle a été cédée gratis, c'est-à-dire contre argent écume par l'usure sur le travail. Perte également, toute consommation faite par l'ouvrier, pendant qu'il fabrique des produits réservés à cet oisif. Ce n'est pas sa faute, il subit la loi de la nécessité. Il est victime, il est dupe; mais en fait, il reste à la charge sociale, durant cette phase stérile de son activité. Or, tous les prolétaires se trouvent plus ou moins souvent dans cette situation. Qui d'entre eux ne travaille jamais pour un parasite?

Le riche, disons-le, n'est pas toujours un pur fainéant, ou pis encore, un requin glouton, comme l'agioteur, le banquier. Le propriétaire-cultiva-



teur, le chef d'une fabrique, d'une maison de commerce, font œuvre utile dans une certaine mesure. Leur talent, leur activité ont droit à une rémunération. Leur gain se divise donc en deux parts, l'une légitime, celle du travail, l'autre, illicite, celle du capital. Pas facile à tracer la limite. Car, dans les bénéfiques industriels, l'intérêt des avances varie à l'infini, et plus encore le mérite du patron.

Selon l'idée socialiste, — l'équivalence, — le profit de l'exploitant ne devrait pas dépasser celui d'un ouvrier. Ce qu'il touche en sus serait alors le prélèvement capitaliste sur la main-d'œuvre. Naturellement, ce système n'est pas du goût des patrons. Ils n'entendent sacrifier ni la dime métallique, ni leurs prétentions de supériorité personnelle. Maîtres par l'écu, maîtres par l'intelligence, ils ne *rendront pas leur épée*, comme disait Charles X, et, vraiment, pareil espoir serait aujourd'hui une pure utopie, grâce à l'ignorance générale, ce rempart de l'inégalité. Seule, la diffusion des lumières aura raison des résistances et fera une réalité de ce qui semble aujourd'hui une chimère.

Enfin l'oisif, lui-même, rend un service dont on doit tenir compte; c'est la violente envie qu'il donne de le démolir. Ce service en vaut bien un autre, et peut s'inscrire à l'article : enseignement.



Cette réserve faite pour acquit de conscience, répétons que le personnel, employé à satisfaire les besoins des oisifs, est une armée entretenue gratis par les citoyens qui travaillent. Or, le prolétariat tout entier est enrôlé de force dans cette armée par la conscription du capital, et y fournit un temps de service plus ou moins long, suivant les industries. Pendant cette période, chaque homme de corvée est une charge publique, absolument comme le soldat sous le drapeau.

Toutefois le mécanisme de cet esclavage n'a point le sans-façon brutal de la servitude militaire. Loin de là, il est d'un raffinement presque impénétrable. La chaîne pèse, l'attache en est invisible. Essayons de la mettre à nu.

Qu'on suppose cent mille hommes, puisant toute la journée de l'eau dans la Seine, au pont de Grenelle, pour l'aller verser au pont de Bercy. Certes la besogne serait rude et le salaire bien gagné. Mais, comme une pareille besogne est complètement improductive, et ne met pas la valeur d'un fétu dans la circulation, les cent mille manœuvres, condamnés à ce supplice des Danaïdes, resteraient aux crochets des travailleurs sérieux.

Tel est précisément le cas de toute occupation consacrée aux oisifs. Le travail qui ne s'échange point contre le prix d'un travail équivalent, mais *contre des écus provenant de l'intérêt du capital,*



est du travail perdu, comme celui qui charrie la Seine en détail de Grenelle à Bercy. Or, la France entière fait cet agréable métier pendant la moitié de l'année. Cent quatre-vingt-trois jours en moyenne, sur trois cent soixante-cinq, les salariés, — neuf dixièmes du pays, — charrient la Seine à la cruche, de Grenelle à Bercy, pour entretenir dans l'oisiveté l'autre dixième, les gens du revenu net, les seigneurs du capital.

Plus une profession tient de près au luxe, plus elle compte, par an, de ces journées de porteur d'eau. Le maximum, — toute l'année, — est pour les domestiques. Ceux-là, du reste, promènent l'eau à la tasse. Le minimum, — un mois environ, — revient au journalier des champs. Lui, porte à tonneaux sur l'échine. C'est dur. Mais, comme il fonctionne alors pour l'alimentation des oisifs, il a beau accomplir le miracle de Cana, tout en ne buvant que de l'eau, le pain qu'il mange durant ces trente jours est du bien jeté à la rivière, comme le pain qu'il fait manger.

« Quoi ! » dira-t-on, « le pain qui s'achète avec
« l'argent de l'oisif est du bien jeté à l'eau. Pour-
« quoi donc alors déplorer le fléau de l'absen-
« téisme ? Sur ce point, tout le monde est
« d'accord. Il paraît qu'on se trompe. Car, si la
« présence des rentiers est inutile et même
« funeste, leur absence est au moins indiffé-
« rente. »



Non! Elle doublerait le mal. Aujourd'hui le parasitisme capitaliste écrème d'abord les deux cinquièmes du produit national. Cette légère dime prélevée, il paie aux travailleurs une somme qui leur permet de racheter, au jour le jour, les trois cinquièmes restants. Cette somme, égale seulement au gain légitime de deux cent dix-neuf jours, doit faire face aux besoins de l'année entière. Telle est la situation actuelle, fort triste assurément. L'ouvrier vit mal, sans garantie, sans sécurité, toujours au bord ou au fond de la misère.

Mais si les oisifs dépensaient à l'étranger leur revenu, ce serait une bien autre histoire. Toute cette partie du numéraire, que leurs achats reversent au pair dans la circulation, s'écoulant au dehors pour jamais, le corps social périrait d'épuisement. C'est une menace de ce genre, le plongeon des espèces, qui s'efforce de tenir le peuple en bride. Et la menace n'est pas de trop.

Dix pour cent de parasitisme, trente pour cent perdus à le défrayer, et la nation mise à la portion congrue de trois cinquièmes de son produit, ce n'est pas gai. Ah! par exemple, elle a pour dédommagement la contemplation des beaux messieurs et des belles dames, cette corbeille de fleurs dont elle est le fumier. Certes, le spectacle est ravissant, mais on ne dira pas que la vue n'en coûte rien.

Une hypothèse. Si la France avait la douleur



de perdre ce gracieux spectacle, que deviendraient les spectateurs? On suppose, après la chute du rideau, la disparition des personnages seulement, non celle du matériel. Quel serait le résultat? Pour les campagnards du labour et de la vigne, bénéfice énorme, immédiat et gratuit. L'expérience l'a déjà prouvé. A mesure que l'occupation se rapproche du luxe, embarras et malaise croissants, d'abord. Toute la dynastie de sa majesté l'Empereur-Écu s'est esquivée à la hâte et laisse en plan ses vassaux. Les esclaves de l'opulence, complices involontaires, pris dans l'engrenage du parasitisme, se voient contraints d'abandonner le service du superflu pour celui du nécessaire et de l'utile. Ce changement de décor ne s'improvise pas au coup de sifflet. L'angoisse de l'entr'acte, pour chaque corps d'état, serait en raison directe de son inféodation actuelle au monde de la rente.

Pas de plus méchant maître que le luxe. Les industries, ses servantes, souffrent de ses incartades dans la bonne fortune, de ses colères et de ses frayeurs dans la mauvaise, et ne peuvent jamais compter sur un lendemain. Le péril ne fait que grandir pour elles avec les envahissements de cet excentrique patron qui leur ouvre, comme perspective finale, le naufrage.

Telle est la difficulté que le présent prépare à l'avenir. La regarder en face, et sous toutes les



faces, est le devoir de chacun, afin d'être prêt à la résoudre, le jour où elle surgira.

Ce jour, du reste, n'est pas demain. Sire capital est toujours souverain seigneur avec droit de vie et de mort. Ouvrez là-dessus livres et journaux, qu'y lit-on? Une seule phrase à cent variantes: « Le capital est timide. Il fuit ou se cache à la moindre alerte. Ne l'effarouchez pas. »

« L'argent a peur. Toute émotion, politique ou autre, le fait disparaître. Ne vous émotionnez pas. Ni mots, ni gestes. Fixe! les yeux à quinze pas devant vous! »

« Les ouvriers s'ôtent le pain de la bouche, en effrayant le numéraire. Le numéraire est poltron. Une mouche qui vole le met en déroute. Empêchez les mouches de voler. »

Traduction vulgaire: « Les riches, au premier accès d'épouvante, arrêtent l'activité sociale par le retrait des espèces. Voilà ce qui pend au nez du peuple. Il crèverait de faim. Qu'il y songe et se tienne tranquille. »

Ces menaces ne parlent que de peur, jamais de colère. Réserve habile, mais inacceptable. Il y a plus de rage que d'effroi dans les évanouissements de sa majesté l'Empereur-Ecu. L'aveu en a été fait. La première réplique du capital à une révolution, c'est sa retraite sous la tente d'Achille, retraite beaucoup moins légendaire que celle du travail sur le mont Aventin.

La presse conservatrice de toutes nuances n'a jamais opposé au parti révolutionnaire que l'argument ci-dessus, et, convenons-en, il est décisif : « Soumission ou la mort ! » Ce dilemme est fort commode, assurément, pour les aristocraties. Mais la nation le trouve violent et voudrait mettre un terme à cette sinistre plaisanterie.

Sire capital est une puissance sans contre-poids. Nulle force ne lui est un obstacle. Il ne souffre ni qu'on le gêne, ni qu'on fasse mine seulement de le contrarier. Il a les nerfs horriblement susceptibles. Dès qu'une politique lui déplaît, il coupe les vivres. S'il veut dompter une population, la mettre à genoux, il suspend la production par une double manœuvre. La part de ses dépenses est réduite au strict nécessaire. Tout le reste va se joindre à l'épargne, et l'épargne elle-même s'ensevelit tout entière dans les coffres. Elle ne daigne même plus en sortir pour exploiter le travail, lui arracher ses dîmes. Non, rien ! Elle le supprime.

On voit le système et ses conséquences. Plus il y a d'affaires et d'activité, plus un pays tombe à la merci de sa majesté l'Empereur-Écu. Les contrées agricoles sont un peu à l'abri de ce fléau. La terre, créatrice par elle-même, tire de son propre fond. La conspiration des espèces ne la condamne point au chômage. Le propriétaire ne peut ni l'enfourer, ni l'exporter. Ah ! s'il le pouvait!!!



Un peuple industriel et commercial, au contraire, est serf du coffre-fort. La finance le tient sous ses pieds. Telle est la condition de l'Angleterre et de la France. Leur chaîne s'alourdit chaque année. D'un mot, le capital peut lancer la misère et la faim sur les masses rebelles à son joug. Il en coûte à une nation de s'être engagée à l'aveugle dans une pareille voie. Elle ne s'appartient plus et roule vers les abîmes.

L'Angleterre, avec ses lords à millions et ses pauvres à famine, l'Angleterre courant les mers pour vendre ses produits à coups de canon et faire de l'or à son aristocratie, donne l'idée du Mont-Blanc ou du pic de Ténériffe, qui serait posé en équilibre sur un obélisque haut de mille mètres. Gare dessous... et dessus !

« Comment ! s'écrie Gobseck, voleur et meurtrier, ce capital adoré par tous comme le Dieu secourable, ce génie des contes arabes, qui improvise des palais dans une nuit, cet arrosage divin qui fertilise le sein des déserts ! »

« Un peu moins de contradictions, s'il vous plaît ! Toutes les plaintes des ouvriers contre lui commencent par une catilinaire et finissent par une invocation. Absent, on l'écrase d'anathèmes. Dès qu'il arrive, on l'étouffe d'embrassements. »

« Voyons ! Il faut s'entendre. S'il est Troppmann, qu'on le guillotine, et n'en parlons plus.



« Mais le condamner à mort avec les plus terribles considérants, et clore l'arrêt en se jetant à ses pieds, vrai ! c'est trop drôle ! »

« Dès qu'il paraît dans une localité morte, la vie y pénètre avec lui. C'est une résurrection, ou plutôt une naissance soudaine. Maisons de s'élever, magasins de se remplir, populations d'accourir au festin servi par sa munificence, ... et au dessert, on le lapide !... ah ! »

Eh ! oui, on salue par des cris de joie l'arrivée du capital. C'est de l'argent qui rentre dans la circulation. A quel prix, peu importe ! Il en revient quelque chose au travailleur. Noël ! Noël ! — On ne voit que le service rendu. Personne ne s'avise que, fils d'une spoliation, ce divin métal va devenir père d'une autre.

Ne sonnez pas vos cloches, pauvres gens ! Point de cantiques d'actions de grâces ! Hélas ! Ces chants d'allégresse ne se changeront que trop vite en gémissements. La pieuvre va vous appliquer ses suçoirs et aspirer votre sang goutte à goutte. Avant peu, autour de l'immense usine aux minarets fumants, on verra grouiller une foule malingre, des femmes livides et décharnées, des enfants dévorés par les scrofules et la phtisie. C'est sa majesté l'Empereur-Écu qui lève sur le travail au rabais son tribut de cadavres.

Il faut bien amorcer la ligne pour prendre d'autre poisson. Il faut bien que l'épargne du sire



se gonfle, pour recommencer ailleurs le semis de deniers et la moisson de victimes. Il existe toujours quelque part un coin prédestiné, où le glorieux souverain doit improviser une population pour la servitude, l'abrutissement et la mort. Maudit soit le jour où, au bruit des acclamations et des fanfares, il vient y planter son drapeau noir, entre la prison, l'hôpital et le cimetière!

Dans un pamphlet économique intitulé : *Ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas*, Bastiat s'élève avec beaucoup de raison contre les dépenses gouvernementales.

« Vous déplacez le travail », dit-il. « C'est
« déplacer le travailleur, c'est troubler les lois
« naturelles qui président à la distribution de
« la population sur le territoire. Quand cin-
« quante millions sont laissés au contribuable,
« comme le contribuable est partout, ils alimen-
« tent du travail dans quarante mille communes
« de France. Ils agissent dans le sens d'un lien
« qui retient chacun sur sa terre natale. Ils se
« répartissent sur tous les travailleurs possibles
« et sur toutes les industries imaginables. Que
« si l'Etat, soutirant ces cinquante millions aux
« citoyens, les accumule et les dépense sur un
« point donné, il attire sur ce point une quantité
« proportionnelle de travail déplacé, un nombre
« correspondant de travailleurs dépayés, popu-



« lation flottante, déclassée et, j'ose dire, dangereuse, quand le fonds est épuisé. »

Fort bien. Mais que fait donc autre chose le spéculateur, lorsque, jetant, sur un point choisi par son caprice, une masse de dollars, offerte brusquement à l'échange, il attire des nuées d'ouvriers qui accourent de tous les points de l'horizon ? Qu'est-ce que ce numéraire ? La dime prélevée par le capital, comme l'impôt est prélevé par le fisc, sur les serfs du travail. Il arrive souvent de fort loin, et bouleverse les localités qu'il envahit, par le tumulte soudain d'activité qui éclate à son contact.

On l'accueille avec enthousiasme, c'est vrai. Mais qu'il est payé cher ! Ce qu'il apporte, ce n'est point ce labour paisible et régulier qui procure le bien-être, parce qu'on en récolte tous les fruits ; c'est une corvée écrasante, implacable, presque sans réparation, la chair humaine broyée sous la meule pour en extraire jusqu'au dernier suc.

Plus stable sans doute que ceux du gouvernement, ce cruel atelier n'en est pas moins le jouet des crises, des chômages, des soubresauts perpétuels qui dénoncent toujours la malfesance de l'exploitation capitaliste. Sous un pareil régime, tout n'est qu'arbitraire, dès lors anarchie. Par l'impôt, par les grandes compagnies, par l'intérêt, sous toutes ses formes, la monnaie, soustraite



à l'échange direct, s'amasse en capitaux, lancés ensuite dans les voies folles de la spéculation, dans les débauches de la commandite.

L'ouvrier, réduit à un salaire qui maintient à peine sa vie, ne conserve pas un fétu disponible pour concourir à l'alimentation, encore bien moins à l'établissement des foyers du travail. Le numéraire, indispensable à cet effet, lui est enlevé en manière de dime, perçue indéfiniment sur son labeur par chaque intervention nouvelle du métal précieux. Cela s'appelle *faire valoir* son argent, c'est-à-dire le faire valoir plus qu'il ne vaut, en abusant de la nécessité du moyen d'échange pour ne le céder qu'à titre usuraire.

Le travailleur, pendant qu'il crée un produit, a besoin de vivre, on concède cela. Pour vivre, il faut de l'argent. Il n'en a pas. Monseigneur-Écu lui en *avance*, sous le nom de salaire, une ration aussi exigüe que possible, moyennant quoi, il s'empare du produit qui a une valeur bien supérieure. Il a fourni, c'est vrai, les matières premières, et très souvent l'outillage. Seulement, il les devait lui-même à un écrémage antérieur du travail. En somme, son gain, aux dépens du véritable producteur, se compose de l'intérêt à cinq ou six pour cent, de tout le capital engagé dans l'entreprise, et d'un bénéfice variable, quelquefois énorme.

« Après tout, dira-t-on peut-être, vous



« admettez la nécessité du capital. Qualifiez-le
« accaparement de numéraire, ou comme il vous
« plaira. C'est toujours un produit réalisé en
« espèces et réservé pour une consommation
« fructueuse. C'est une épargne très utile sur les
« dépenses personnelles qui dissipent sans repro-
« duire. »

Un instant ! Oui, votre dépense, à vous, oisifs, est stérile, parce que vous ne créez rien en retour. Mais celle du travailleur est féconde, puisqu'il la compense par son produit. Il la compense même bien au delà, car il laisse entre vos mains cet excédent que vous lui extorquez sous prétexte de service rendu. Et quel est, s'il vous plaît, ce service ? La grâce que vous prétendez lui faire, en donnant quelques écus de sa main-d'œuvre. Il est contraint de vous en payer le prix à votre tarif, plus une série de primes arbitraires qui sont de véritables déprédations.

Ces monceaux de primes assurent aux riches, avec l'oisiveté, une opulence qui leur permet à la fois le gaspillage, triste père du luxe, et l'épargne, mère plus funeste encore de l'exploitation.

« Il n'est pas moins vrai que, dans votre ère
« d'utopie, il faudra, comme à présent, des éco-
« nomies, un capital pour exécuter les grandes
« entreprises. »

Non ! rien de ce vocabulaire du désordre. Ni épargne, ni capital, mais un excédent naturel de



produits, dû à la suractivité d'une nation éclairée et libre. Alors que l'oisif aura pris placé dans la série des animaux disparus, toute consommation deviendra utile. Car elle ne sera jamais que la contre-partie d'une production équivalente.

Les phénomènes de la production pourront s'accomplir dans cette limite normale, qui n'admet l'excès ni en plus ni en moins, parce qu'elle résulte de l'équilibre spontané. Créations industrielles, travaux publics, seront l'œuvre féconde de la volonté générale, et non plus le jeu ruineux de la spéculation ou du pouvoir absolu.

Il serait temps bientôt de poser une borne à ces affligeantes excentricités. L'haussmanisation de Paris et des provinces est un des grands fléaux du second empire. On ne saura jamais à combien de milliers de malheureux ces maçonneries insensées ont coûté la vie, par la privation du nécessaire. La grugerie de tant de millions est une des causes principales de la détresse actuelle. On ne peut pas dérober impunément aux exigences courantes une masse si énorme de richesses.

Les édifices privés et publics ne sont point, comme les vêtements ou les vivres, des objets d'une consommation immédiate et rapide. M. de la Palisse sait cela. Leur valeur, soit d'utilité, soit d'échange, est de longue durée, et se répartit sur plusieurs générations. Le travail qui les crée ne



doit donc passer qu'après la production de nécessité commune et permanente. C'est seulement lorsqu'on a pourvu à tout ce qui est consommation impérieuse que le surcroît de l'activité nationale peut, avec profit, s'immobiliser dans les constructions destinées à l'avenir: usines, routes, canaux, etc. Elles ont pour limite rigoureuse la proximité des besoins futurs.

« Quand le bâtiment va, tout va », dit un adage populaire, passé à l'état d'axiome économique. A ce compte, cent pyramides de Chéops, montant ensemble vers la nue, attesteraient un débordement de prospérité. Singulier calcul.

Oui, dans un état bien ordonné, où l'épargne n'étrangle pas l'échange, le bâtiment serait le thermomètre vrai de la fortune publique. Car alors il révèle un accroissement de la population et un excédent de travail qui, tous besoins satisfaits, améliore le présent et fonde pour l'avenir. Hors de ces conditions, la truëlle n'accuse que les fantaisies meurtrières de l'absolutisme.

Quand il oublie un instant sa fureur de la guerre, il est pris de la fureur des bâtisses et se lance à fond de train dans les extravagances. Il vise à la gloire et fait litière des générations vivantes pour séduire la postérité. Les foules ne sont que trop souvent complices de cette démente. Les Pyramides d'Égypte, l'Escorial de Philippe II, le Versailles de Louis XIV, et tant

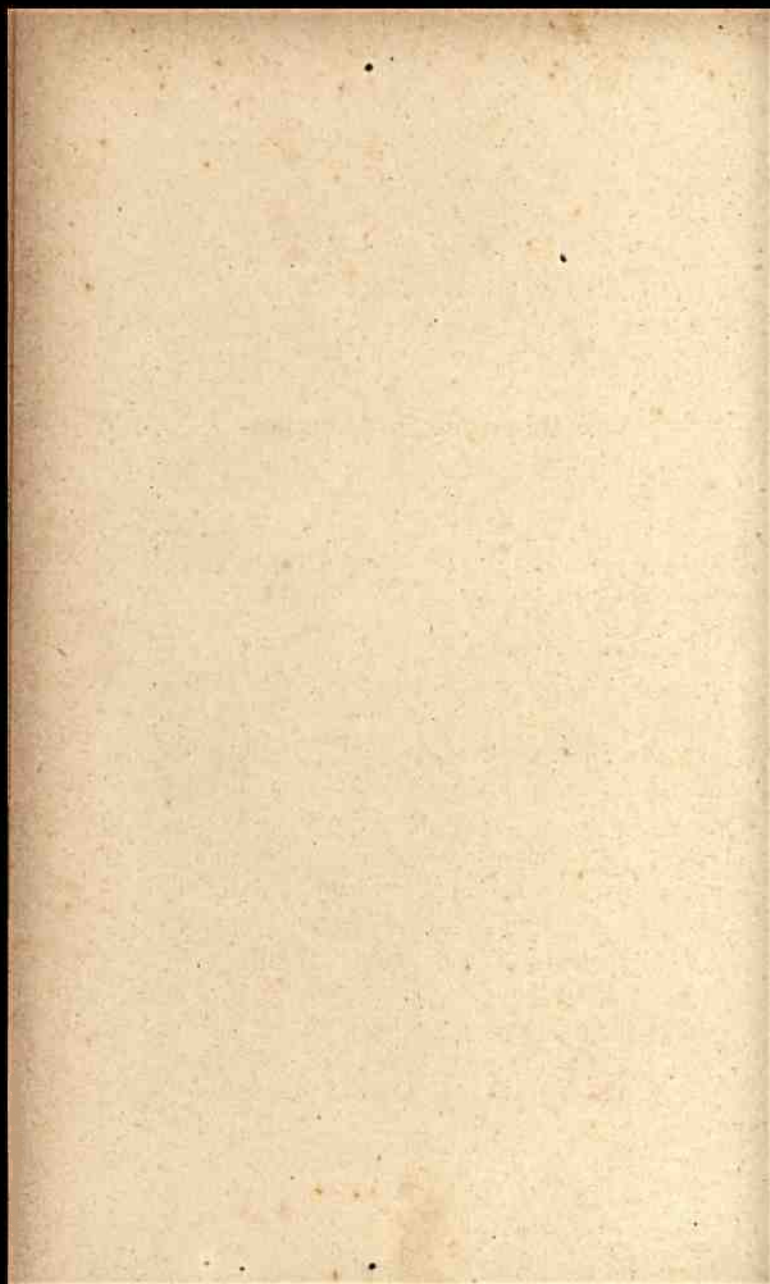


d'autres monuments, admiration de l'histoire qui devrait les maudire, ont été construits avec les larmes et les ossements des contemporains.

Toutes les bouches vénales ont célébré en chœur les grands travaux qui renouvellent la face de Paris. Rien de triste comme ces immenses remuements de pierres par la main du despotisme, en dehors de la spontanéité sociale. Il n'est pas de symptôme plus lugubre de la décadence. A mesure que Rome tombait en agonie, ses monuments surgissaient plus nombreux et plus gigantesques. Elle bâtissait son sépulcre et se faisait belle pour mourir.

Mais le monde moderne ne veut pas mourir, lui, et la bêtise humaine touche à sa fin. On est las des grandeurs homicides. Les calculs qui ont bouleversé la capitale, dans un double but de compression et de vanité, échoueront devant l'avenir, comme ils ont échoué devant le présent.





IV

LES APOLOGIES DE L'USURE

I

Le plus hardi entre les apologistes du capital, celui qui expose, avec le plus de franchise, et qui justifie avec le plus d'audace ses désolants exploits, Frédéric Bastiat, a écrit, en tête même de son apologie, les lignes suivantes, adressées directement aux ouvriers : « Vous devez vous « dire : Voici deux hommes. L'un travaille soir « et matin, d'un bout de l'année à l'autre, et, s'il a « consommé tout ce qu'il a gagné, fût-ce par « force majeure, il reste pauvre. Quand vient la « Saint-Sylvestre, il ne se trouve pas plus « avancé qu'au premier de l'an et sa seule per- « spective est de recommencer.

« L'autre ne fait rien de ses bras ni de son



« intelligence. Du moins, s'il s'en sert, c'est pour
« son plaisir. Il lui est loisible de n'en rien faire,
« car il a une *rente*. Il ne travaille pas, et cepen-
« dant il vit bien, tout lui arrive en abondance,
« mets délicats, meubles somptueux, élégants
« équipages ; c'est-à-dire qu'il détruit chaque
« jour des choses que les travailleurs ont dû pro-
« duire à la sueur de leur front. Car ces choses ne
« se sont pas faites d'elles-mêmes, et, quant à lui,
« il n'y a pas mis les mains.

« C'est nous, travailleurs, qui avons fait germer
« ce blé, verni ces meubles, tissé ces tapis. Ce
« sont nos femmes et nos filles qui ont filé,
« découpé, cousu, brodé ces étoffes. Nous travail-
« lons donc pour lui et pour nous ; pour lui
« d'abord, et pour nous, s'il en reste.

« Mais voici quelque chose de plus fort. Si le
« premier de ces deux hommes, le travailleur,
« consomme dans l'année ce qu'on lui a laissé de
« profit dans l'année, il en est toujours au point
« de départ, et sa destinée le condamne à tourner
« sans cesse dans un cercle éternel et monotone
« de fatigues. Le travail n'est donc rémunéré
« qu'une fois. Mais si le second, le rentier, con-
« somme dans l'année sa rente de l'année, il a,
« l'année d'après et les années suivantes, et pen-
« dant l'éternité entière, une rente toujours égale,
« intarissable, perpétuelle. Le capital est donc
« rémunéré non pas une fois ou deux fois, mais



« un nombre infini de fois ! En sorte qu'au bout de
« cent ans, la famille qui a placé vingt mille francs
« à 5 pour cent, aura touché cent mille francs,
« ce qui ne l'empêchera pas d'en toucher encore
« cent mille dans le siècle suivant. En d'autres
« termes, pour vingt mille francs qui représentent
« son travail, elle aura prélevé, en deux siècles,
« une valeur décuple sur le travail d'autrui.

« N'y a-t-il pas, dans cet ordre social, un vice
« monstrueux à réformer ? Ce n'est pas tout
« encore. S'il plaît à cette famille de restreindre
« quelque peu ses jouissances, de ne dépenser,
« par exemple, que neuf cents francs au lieu de
« mille, — sans aucun travail, sans autre peine
« que celle de placer cent francs par an, — elle
« peut accroître son capital et sa rente dans une
« progression si rapide, qu'elle sera bientôt en
« mesure de consommer autant que cent familles
« d'ouvriers laborieux. Tout cela ne dénote-t-il
« pas que la société actuelle porte dans son sein
« un cancer hideux, qu'il faut extirper au prix de
« quelques souffrances passagères ? »

Nous avons pensé cela souvent, nous tous socialistes, mais personne ne l'a dit avec tant d'éloquence. Qui oserait bien répondre à cette page foudroyante ? Qui ? Bastiat lui-même, et voici en quels termes :

« 1° Il est conforme à la nature des choses et à
« la justice que le capital produise une rente ;



« 2° Il est conforme à la nature des choses et à
« la justice que la rente du capital soit perpé-
« tuelle ;

« 3° L'intérêt du capital, naturel, juste, légitime,
« est aussi utile à celui qui le paye qu'à celui qui
« le perçoit.

« Le problème à résoudre est celui-ci : Mondor
« prête aujourd'hui un instrument de travail qui
« sera anéanti dans quelques jours. Le capital
« n'en produira pas moins intérêt à Mondor ou à
« ses héritiers pendant l'éternité tout entière.

« Productivité du capital, perpétuité de la rente!
« Ces questions sont difficiles, et le lecteur n'en
« a certainement pas la solution au bord des
« lèvres. Eh ! bien, ce que je redoute, moi, ce
« n'est pas d'être obscur, mais d'être trop clair.
« J'ai peur qu'on ne m'accuse d'enfoncer une
« porte ouverte.

« Alors, me dira-t-on, à quoi bon votre écrit ?
« Que sert d'expliquer ce que tout le monde sait ?
« — Distinguons, s'il vous plaît. Une fois l'expli-
« cation donnée, plus elle est claire et simple, plus
« elle semble superflue. Chacun est porté à
« s'écrier : « Je n'avais pas besoin qu'on réso-
« lût pour moi le problème. » C'est l'œuf de
« Colomb. »

A ces tranchantes paroles, un frisson de ter-
reur m'a fait tomber le livre des mains. Tant
d'assurance dans une si cruelle affirmation ! Si



cet homme disait vrai ! Si les sociétés humaines, comme tout le règne animal, étaient construites sur le plan de l'extermination mutuelle ! Si les hommes étaient condamnés, pour vivre, à s'entre-dévorer ! Et, pris d'angoisse, je n'osais relever le volume, de peur d'y rencontrer une conviction accablante.

On a beau se croire soi-même en possession d'une certitude, on ne se heurte pas impunément à de si hautaines déclarations. Faudrait-il donc opter, en ce monde, entre la misère et le vampirisme, ou se réfugier dans le suicide ? Est-ce là tout le choix que notre destinée nous laisse ?... Et le livre restait à terre.

Mais enfin, notre race est sociable et perfectible ; c'est son double attribut. Cette idée m'a rendu courage. Si on doit vivre par l'assistance réciproque, ce n'est donc point par la guerre sans quartier. Il y aurait contradiction. Un peu rassuré, j'ai rouvert le volume, curieux de lire la fameuse démonstration, simple jeu d'enfant pour l'auteur, travail d'Hercule pour tout autre.

La réaction d'ailleurs était vite arrivée. L'épouvantail tournait au puff et ma consternation à la moquerie. L'*œuf de Colomb* sentait par trop les bords de la Garonne. Cette crainte de perdre, par excès de clarté, les bénéfices de sa gloire, est un truc de place publique. Qui veut trop



prouver ne prouve rien. L'outrecuidance ne démontre que le charlatanisme.

Après un tableau si lamentable et si vrai des iniquités sociales, signifier d'un ton rogue que ces iniquités sont la justice même, le droit de l'oisif et surtout la providence des travailleurs, c'est tomber dans la bouffonnerie.

Vous leur faites, seigneur,
En les croquant un grand honneur.

Goûtons un peu du miel si clair et si doux qui sucre cette pilule aux ouvriers, pour la faire avaler sans grimace. Bastiat leur continue son speech. Il avait pris pour exorde leur mauvaise humeur. Sa péroraison sera la potion calmante.

« J'en suis bien convaincu, il y a des moments
« où votre intelligence conçoit des doutes et
« votre conscience des scrupules sur la propa-
« gande qui se fait contre le capital et la rente.
« Vous devez vous dire quelquefois : Mais, pro-
« clamer que le capital ne doit pas produire
« d'intérêts, c'est proclamer que le prêt doit être
« gratuit, c'est-à-dire que celui qui a créé des
« instruments de travail, ou des matériaux, ou
« des provisions de toute espèce, doit les *céder*
« sans compensation. Cela est-il juste ? Et puis,
« s'il en est ainsi, qui voudra *prêter* ces instru-
« ments, ces matériaux, ces provisions ? Qui
« voudra les mettre en réserve ? Qui voudra
« même les créer ? Chacun les consommera à



« mesure, et l'humanité ne fera jamais un pas en
« avant. Le capital ne se formera plus, puisqu'il
« n'y aura plus *intérêt* à le former. Il sera d'une
« rareté excessive. Singulier acheminement vers
« le prêt gratuit! Singulier moyen d'améliorer
« le sort des emprunteurs que de les mettre dans
« l'impossibilité d'emprunter à aucun prix! Que
« deviendra le travail lui-même? Car il n'y aura
« plus d'*avances* dans la société, et l'on ne sau-
« rait citer un seul genre de travail, pas même
« la chasse, qui se puisse exécuter sans avances.
« Et nous-mêmes que deviendrons-nous? Quoi!
« Il ne nous sera plus permis d'*emprunter* pour
« travailler, dans l'âge de la force, et de *prêter*
« pour nous reposer, dans nos vieux jours! La loi
« nous ravira la perspective d'amasser un peu de
« bien, puisqu'elle nous interdira d'en tirer aucun
« parti. Elle détruira en nous et le stimulant de
« l'épargne dans le présent, et l'espérance du
« repos dans l'avenir. Nous aurons beau nous
« exténuier de fatigue, il faut renoncer à trans-
« mettre à nos fils et à nos filles un petit pécule,
« puisque la science moderne le frappe de stéri-
« lité, puisque nous deviendrions des *exploiteurs*
« *d'hommes*, si nous le prêtions à intérêt. Ah!
« ce monde, qu'on ouvre devant nous comme un
« idéal, est encore plus triste et plus aride que
« celui qu'on condamne, car, de celui-ci au moins,
« l'espérance n'est pas bannie! »



L'espérance n'est pas bannie ! j'entends... l'ouvrier qui peut devenir patron, le tâcheron, le marchandage. Oh ! oui, compris ! trop compris !

Ce dernier mot vient de couper mon fou rire. J'en ai encore les yeux en larmes, mais je ne ris plus. Le tâcheron en perspective ! On sait de quoi il est la graine. C'est dommage ! Une si désopilante péroration ! De quoi se faire du bon sang pour la huitaine ! Voyez-vous ce travailleur, les bras levés au ciel dans un sombre désespoir, parce qu'on ne peut plus prêter ni emprunter. « Que faire, ô juste ciel ! Que devenir sur cette terre, si on n'emprunte plus quand on est jeune, si on ne prête plus quand on est vieux ! »

Là, là... cher ami, la douleur vous égare. Dans les *vieux jours*, quand le patron vous met dehors, cassé et usé, on n'est guère en fonds pour prêter, et, *dans l'âge de la force*, on n'emprunte pas. On n'en a pas besoin.

« Si fait bien ! on emprunte pour travailler. »

Ah ! oui, pour *faire travailler*, pour s'établir. J'y suis. Mais, si tous les travailleurs s'établissent dans leur jeunesse, il ne restera plus d'ouvriers, il n'y aura plus que des patrons. Ou plutôt ouvriers et patrons auront également disparu, et on ne verra que des citoyens s'occupant, chacun à part pour son compte. Or, en général, un travailleur isolé peut vivre, mais n'amasse point. Le profit est prélevé sur les salaires. Plus



de salariés, plus de bénéfices, plus d'épargne. Plus de *pécule petit* ou gros à *transmettre aux fils et aux filles*.

D'ailleurs l'industrie moderne est inconciliable avec ce morcellement absolu du travail. Régime du patronat, ou régime de l'association, il faut de grands ateliers où de nombreux détails concourent à un vaste ensemble. Cette multitude d'industriels, tous seuls, ni employés, ni maître, serait une chimère. Personne n'y songe.

La rhétorique de Bastiat ne s'adresse évidemment qu'aux *marchandeurs*. Ces sanglots, ces gémissements sur la suppression de l'emprunt et du prêt, sont d'un homme déçu dans ses visées d'exploitation. *Travailleur*, pour notre débitant de harangues, signifie aspirant capitaliste. Il affuble le capital d'une blouse et plaide sa cause avec des larmes de crocodile.

Rien d'étonnant. Le tâcheron est le Benjamin de l'économie politique. Dans la classe ouvrière elle ne distingue et n'estime que lui. Prédilection bien naturelle. C'est le futur patron qu'elle aime à travers l'ouvrier du moment. Elle couve avec tendresse l'œuf d'où sortira l'exploiteur.

Affaires de complices. Cette prétendue science a pris parti à outrance pour les déprédations du capital. Il lui faut des alliés, dans sa guerre aux travailleurs. Où en prendre de plus utiles qu'au milieu de leurs propres rangs ? Les *marchandeurs*



se rencontrent là tout à propos pour fournir une réponse aux plaintes du prolétariat, une fin de non-recevoir contre ses revendications. On les cite en exemple. On dit : « Puisqu'une vie labo-
« rieuse et régulière conduit ceux-là de la pau-
« vreté à l'aisance, souvent à la fortune, pourquoi
« pas les autres ? C'est donc leur faute. Qu'ils ne
« s'en prennent qu'à eux seuls, à leur paresse, à
« leur inconduite, et n'accusent point la société
« qui n'en peut mais. »

Ainsi posée, la question passe du terre-à-terre économique dans le domaine plus élevé de la physiologie et de la morale. A ce point de vue il ne convient pas de la traiter par incidence. Elle recevra plus loin son développement. Bornons-nous ici à relever la maladresse et l'imprudance des économistes. Le reproche de fainéantise et d'inconduite, tiré de l'exemple des parvenus, est leur gros argument contre la masse des ouvriers restés la proie de la misère. Ils ne paraissent pas sentir l'inconvenance et le danger, ni même entrevoir la portée de ces absurdes récriminations.

« Le bâton de maréchal dans la giberne de
« chaque conscrit » n'était qu'une arlequinade. La balançoire des salariés passés bourgeois est en même temps une ineptie, un outrage et une cruauté. Quel homme de sens a jamais pris texte de l'exception pour infirmer ou calomnier la



règle ? Les parvenus au patronat ne forment que le très petit nombre. De cette minorité infime a-t-on le droit d'arguer contrel'immense multitude qui naît, languit et meurt dans la détresse ? A-t-on le droit de la proclamer un ramas d'ivrognes, de débauchés et de paresseux ?

Eh ! bien, soit ! accordé ! Cette masse innombrable n'est victime que de ses propres vices et mérite son sort. Alors c'est bien pis et la responsabilité se dresse autrement menaçante contre la société entière. Tout à l'heure elle n'était accusée que de faire des malheureux par centaines de millions. La voici coupable de fabriquer des centaines de millions de chenapans. Et en joignant à ce chiffre, après examen du dossier, les riches, cent fois plus débauchés, plus ivrognes et plus fainéants que les pauvres, qui du moins le sont à leur frais, cette société sacro-sainte reste convaincue d'être une épouvantable officine de sacrifiants. Donc, sa religion, son gouvernement, ses institutions,... horreurs, monstruosités. Vite une adresse au déluge, pour qu'il balaye de la face de la terre ce crime à milliards de têtes.

Reprenons le discours de Bastiat qui a la prétention d'être une réponse péremptoire aux griefs des ouvriers, l'apothéose du capital et la preuve sans réplique de sa légitimité, de sa bienfaisance universelle. Le peuple n'a plus qu'à se prosterner aux pieds de ce dieu sauveur.



On demeure ébahi, en comparant cette assurance superbe avec la profonde inanité des arguments. Pas l'ombre d'une preuve en faveur de la rente. Pas un mot qui réfute l'accusation d'iniquité, si vigoureusement formulée dans la première partie du discours. Rien que de burlesques doléances sur la méchante querelle faite à l'usure, comme si on insultait de gaieté de cœur une sainte dans sa châsse. L'opulence et l'oisiveté parasites de la misère et du travail ! Eh ! bien, après ? Ce scandale est le fruit naturel de l'opération la plus légitime, le prêt à intérêt. Le prêt à intérêt, voilà le salut de l'humanité !

Bastiat, dans son argumentation, part de ce principe que le prêteur de capitaux en a été d'abord le créateur. Où voit-il cela ? C'est le contraire qui est vrai. En général, celui qui prête ne crée rien... il faut excepter les hommes des professions dites libérales, écrivains, artistes, médecins, avocats, etc., tous ouvriers de la pensée. L'argent que ceux-là gagnent est un véritable salaire. S'ils le placent à intérêt, ils ont tort. Nous verrons que l'intérêt d'un capital quelconque est toujours illégitime. S'ils prêtent ensuite les sommes provenant de cette rente, leur tort est double. Car ils rentrent exactement dans la condition des prêteurs habituels qui tirent un revenu du labeur d'autrui.



C'est le cas ordinaire. Les 99 centièmes des rentes perçues sous quelque nom, sous quelque forme, à quelque titre que ce soit, sont la fortune de gens qui ne font jamais œuvre de leurs dix doigts, des gens de la catégorie dont Bastiat lui-même parle plus haut en ces termes : « Il ne « fait rien de ses bras ni de son intelligence. Du « moins, s'il s'en sert, c'est pour son plaisir. Il « lui est loisible de n'en rien faire, car il a une « *rente*. »

Bastiat, il est vrai, a mis ces paroles amères dans la bouche d'un ouvrier. Mais il n'en conteste pas la vérité. Il l'admet pleinement, au contraire, ce qui ne l'empêche pas de trouver une pareille énormité, juste, naturelle et nécessaire. C'est à n'y pas croire. Quand le personnage qui *ne fait rien, ni de son intelligence, ni de ses bras, parce qu'il a une rente*, place à intérêt, soit l'argent de sa rente, soit les *instruments de travail, matériaux, ou provisions de toute espèce* qu'il s'est procurés avec cet argent, peut-on dire qu'il a créé le capital ainsi prêté ?

Bastiat ne le dit pas en effet, mais il estime ce placement la chose la plus consciencieuse du monde. Pourquoi ? Parce qu'en remontant au déluge, pour trouver le premier exemple et l'origine du prêt à intérêt, il démontre que cet Adam des prêteurs a loué *légitimement*, avec prime, un capital en nature, fruit de son travail.



« Légitimement », non ! Il ne démontre pas cela du tout, comme on verra, mais enfin il croit le démontrer . Admettons un instant le fait. De ce placement et d'autres semblables, ainsi que des intérêts accumulés, Adam-prêteur a fini par s'arrondir un magot qui lui permet désormais de vivre, en se croisant les bras, de la rente qu'il en tire. Que ce capital consiste en numéraire, en outils ou en provisions, peu importe. La rente en est toujours licite et morale, et, si Adam le transmet à ses héritiers, ils en percevront l'intérêt, en tout honneur et toute justice, jusqu'à la fin des siècles, *in sæcula sæculorum*, Amen.

Le capital aujourd'hui est si ingénieux et si varié dans le prélèvement de ses dimes, si habile à pratiquer par mille canaux invisibles le drainage des espèces ; les écus lui arrivent de toutes parts à travers un tel enchevêtrement de rigoles, qu'il est impossible à l'œil le plus exercé de suivre les détours de ce labyrinthe. Retrouver, malgré tant d'inextricables entrecroisements, la source plus ou moins trouble de ses profits, serait un nouveau travail d'Hercule.

Pour sanctifier en bloc toutes ces trigauderics, l'économie politique a imaginé le truc d'Adam-prêteur. De même que le péché originel d'Adam-jocrisse a ricoché sur toute la race, le futé sou-tirage d'Adam-prêteur a fait loi pour sa posté-



rité. Adam-prêteur a fondé l'auguste dynastie de sa majesté l'Empereur-Écu, le plus grand monarque de l'univers. Le moindre coup d'œil de doute sur ses parchemins d'origine est un attentat.

Rentes, fermages, loyer, escompte, bénéfices, dividendes, profits, agio, etc., toutes les formes, variantes et dénominations possibles de l'intérêt, sont justifiées, consacrées, glorifiées et enracinées à perpétuité par la sainte origine. Eh ! bien, nous allons tout à l'heure porter une main sacrilège sur ce berceau de malheur, et mettre à nu la bâtardise du poupon d'enfer qu'il a vomi sur le genre humain.

Terminons d'abord l'analyse de la harangue-Bastiat, résumé de son apologie du capital. De brèves réfutations suffiront pour en faire justice. Le lecteur peut établir lui-même un parallèle entre l'indigence de cette plaidoirie et l'irrésistible puissance de l'accusation qu'elle se flatte modestement de réduire en poussière. Il a sous les yeux la page de l'attaque et la page de la défense, toutes deux de la même main. Qu'il compare et qu'il juge. Nous analysons. L'auteur s'écrie :

« Proclamer que le capital ne doit pas produire d'intérêts, c'est proclamer que le prêt doit être gratuit... »

Ceci est vrai ; une vérité de M. de la Palisse.

« C'est dire que celui qui a créé des instru-



« ments de travail, ou des matériaux, ou des
« provisions de toute espèce, doit les *céder* sans
« compensation. »

D'abord, nous avons prouvé que le créateur de toutes ces choses n'est jamais le prêteur, mais l'ouvrier qui, hélas ! est bien obligé de les céder sans compensation équivalente. Et puis, qu'est-ce que *céder sans compensation* le fruit de son travail ? Qui a jamais parlé de cela ? Personne ne doit *céder* et personne ne *cède* son produit *sans compensation*. Chacun le *cède*, au contraire, moyennant échange contre un autre produit, ou plutôt contre du numéraire qui procure un autre produit. Cela s'appelle *vendre*.

L'auteur trahit bientôt son artifice. « S'il en est ainsi, » dit-il, « qui voudra *prêter* ces instruments, ces matériaux, ces provisions ? »

Ah ! *céder*, c'est donc *prêter* ? Voilà du nouveau ! *Céder* et *prêter*, synonymes ! Qui s'en serait douté ? L'usure est tout entière dans cette facétie. *Céder*, pour le public, veut dire *abandonner*, et certes, moyennant compensation, rien de plus naturel et de plus juste. Pour l'usurier, *céder* signifie *abandonner*, moyennant compensation d'abord et restitution ensuite. Très commode, en vérité, ce système !

Confondre la vente et le prêt sous la même rubrique, et, de la légitimité de l'une, conclure à celle de l'autre, telle est en effet la prétention des



économistes. Mais, ne leur en déplaise, la prétention est bouffonne. Vendre et prêter (à intérêts, s'entend) c'est le jour et la nuit, le bien et le mal. La vente est une transaction féconde; le prêt, un fléau et une spoliation. La société repose sur une fonction double, l'échange. Qui vend et achète, accomplit cette fonction. Qui prête, l'anéantit. Donc, vos lamentations sur l'injustice faite au prêteur sont deux fois ridicules. D'abord il ne crée rien du tout. Ensuite, créât-il, cela ne lui conférerait pas le droit d'usure. Qu'il vendé, qu'il ne prête pas.

« Si le prêt est gratuit, qui voudra prêter instruments, provisions et matériaux ? »

Personne. Merci, mon Dieu ! Plus de prêteurs ! Quelle jubilation ! D'ailleurs, on ne prête rien de tout cela. C'est une moquerie. Harpagon seul offrait aux emprunteurs des crocodiles empaillés. Cette mode a passé. On ne prête aujourd'hui que de l'argent.

« Qui voudra les mettre en réserve ? »

Personne encore. Et, sous ce rapport, il n'y aura rien de changé. On ne met jamais en réserve des instruments, des matériaux, des provisions. Ce serait du bien perdu. On se hâte de les vendre, et les vautours *mettent en réserve le numéraire*, prix de cette vente. Le vautour par excellence même ne vend ni n'achète de marchandises quelconques. Il ne manipule que les métaux précieux.



Vraiment, M. Bastiat fait aux prolétaires un discours par trop primitif.

« Qui voudra même les créer ? »

Ceci est autre chose. On en créera bien davantage, quand les thésauriseurs n'arrêteront plus la circulation des produits par la confiscation de l'instrument d'échange.

« Chacun les consommera à mesure... »

Le beau malheur ! Les instruments, les matériaux, les provisions doivent toujours être *consommés à mesure*, et, quand ils ne le sont point, c'est une calamité. Cette calamité, qui afflige trop souvent les peuples, est le crime : 1° des vautours qui dérobent les espèces à la circulation pour les prêter ensuite avec prime ; 2° des poltrons qui mettent leur argent en grève, *parce qu'ils n'ont pas confiance* ; 3° des castes riches qui, le lendemain d'une révolution, cachent leurs écus et suppriment leurs achats, même leurs commandites, par peur, par haine et par vengeance.

Ce qui se passe alors, à la désolation générale, c'est précisément ce qui paraît si désirable à l'auteur, ce qu'il nous donne pour une condition absolue de prospérité : les divers produits *ne sont point consommés à mesure*. On ne les met pas en réserve... non, pardieu ! *Ils s'y mettent eux-mêmes en réserve*, sans le consentement des détenteurs qui s'arrachent les cheveux, de déses-



poir. Alors plus d'échange, arrêt de la circulation, chômage universel et consternation idem.

Les économistes peuvent-ils ignorer cela ? Je n'en crois rien. Mais ils tiennent mordicus pour le capital rançonneur, et, dans l'intérêt de l'*intérêt*, ils débitent des choses de l'autre monde.

« et l'humanité ne fera jamais un pas en avant... »

Quoi ! parce qu'on *consommerait à mesure* les instruments, les matériaux et les provisions de toute espèce, ce qui implique une activité incessante du travail ! Voilà qui est fort ! Tout au contraire, cette consommation rapide est le grand stimulant du progrès.

L'humanité a marché jusqu'ici à pas de tortue, par la faute des prêtres d'abord, ensuite de messire capital qui empêche les produits *d'être consommés à mesure*. Elle fera des pas dé géant lorsque le clergé sera parti pour la lune et messire capital pour les étoiles. Car ce noble seigneur n'est que le moyen d'échange accaparé, et, par conséquent, la consommation, la production, le travail, bridés, ficelés, garrottés et réduits à faire une lieue par an.

« Le capital ne se formera plus, puisqu'il n'y aura plus *intérêt* à le former. »

Délicieux, le calembour ! On n'en a jamais pondu de si frais. Le nez de Bastiat a dû saigner trois heures, quand il s'y est administré lui-même



un si rude coup de poing. Impossible de mieux dire que le capital est formé uniquement des *intérêts* accumulés par l'usure. Or, les intérêts sont toujours servis en espèces. Les redevances féodales ont passé de mode, et, s'il en surnage quelques bribes, ce sont pures gracieusetés du fermier à Madame, qui ne font pas rabattre un centime sur les écus sonnants du fermage.

Le capital n'est donc que de l'argent. L'économie politique soutient avec fureur le contraire. Pourquoi fait-elle des calembours tout exprès pour se donner un démenti ? Et ce n'est pas le dernier... (démenti, non pas calembour). Nous en trouverons notre route pavée. Dès qu'on en vient à l'analyse de la rente, la vérité se fait jour aussitôt. Elle éclate aussi à chaque instant, sous toutes les plumes, dans toutes les bouches, quand il s'agit des fonctions du capital.

Répétons-le, le capital n'est jamais que du *numéraire* accumulé. Les définitions, prétendues scientifiques, essayées par les économistes, dans le but de séparer ces deux idées, sont de pures calembredaines. Elles reposent constamment sur une équivoque. Le seul vrai capital, c'est l'argent accaparé pour être placé à intérêt, n'importe où et comment. Procurer un revenu pris sur le travail d'autrui, c'est le caractère propre et distinctif du capital. Point de capital sans dime. Au fond les économistes l'entendent bien



ainsi, malgré leurs ambiguïtés et leurs faux-fuyants.

« il sera d'un rareté excessive... »

Je le crois bien, il n'y en aura plus.

« Singulier acheminement vers le prêt gratuit! singulier moyen d'améliorer le sort des emprunteurs que de les mettre dans l'impossibilité d'emprunter à aucun prix! »

Personne n'aura besoin d'emprunter. C'est l'accaparement du numéraire par les usuriers qui crée la détresse de l'emprunteur et le contraint à passer sous les fourches caudines du prêt. N'était d'accaparement, l'échange des produits se ferait au pair, sans intermittence, sans ces alternatives de vive et de morte saison, de chômages et de reprises, qui transportent dans l'atmosphère sociale les tempêtes périodiques de la nature. — Ces quelques mots ne sont qu'un aperçu du sujet qui sera traité plus loin dans toute son étendue.

« Que deviendra le travail lui-même? car il n'y aura plus d'avances dans la société, et l'on ne saurait citer un seul genre de travail, pas même la chasse, qui se puisse exécuter sans avances. »

Le travail deviendra une occupation régulière et continue, délivrée de ces soubresauts, de ces fluctuations perpétuelles, de ces hauts et de ces bas qui en sont la plaie, le bouleversement. Les

avances seront ce qu'elles doivent être, le produit du voisin obtenu par échange, sans dime, et mis en œuvre pour la fabrication d'un produit nouveau. Elles ne seront plus le numéraire retiré de la circulation, mis en réserve et restitué seulement à prix onéreux, moyennant prime, au travail rançonné.

Arrêtons là notre critique. Nous avons montré déjà que les dernières lignes de la cauteleuse homélie s'adressaient au marchandage, pépinière du patronat. Le marchandage ne représente pas le travail. Passons.

Le socialisme n'a point à ménager l'économie politique qui lui fait une guerre déloyale. Ce n'est pas sa faute s'il a mis à pied cette reine de pacotille. Assise sur l'usure, elle n'avait oublié qu'une chose, démontrer la légitimité de son trône, et s'étonne fort en la voyant attaquée après cent ans de règne. Elle n'avait pas même songé à examiner ce fondement de sa puissance et à vérifier s'il était de marbre ou de carton.

C'est ce qu'avoue naïvement Bastiat, quand il se précipite pour soutenir l'édifice qui s'effondre.

« Je n'ai pas le temps, » dit-il, « de recourir
« aux économistes. Ils ne se sont guère occupés
« de scruter l'intérêt jusque dans sa raison d'être.
« On ne peut les en blâmer. A l'époque où ils
« écrivaient, l'intérêt n'était pas mis en question.
« Il n'en est plus ainsi. »



Oh! joli, bien joli! Ces trois lignes sont l'arrêt sans appel de l'économie politique, prononcé de sa propre bouche et avec les considérants les plus burlesques.

Un siècle durant, démonter chaque jour pièce à pièce le mécanisme du corps social, en saisir sur le vif les détraquements meurtriers, mettre à nu et compter une par une les blessures saignantes dont ses désordres criblent l'humanité, distinguer pleinement en fonction le grand ressort auteur de tant de maux, et ne pas même s'enquérir si cette affreuse mécanique est susceptible de réparations, cela est fort!

Tous les économistes ont constaté les prélèvements insatiables du capital. Ils ont vu le travail exténué, affamé par cette glotonnerie féroce. Leur est-il échappé un mot de blâme?... blâme, c'est trop... de regret?... trop encore... de pitié, de simple pitié?... rien, pas même une observation. Rien! rien! Ça ne les regarde pas. *Scribitur ad narrandum non ad probandum.* Ces messieurs écrivent pour raconter, non pour démontrer.

L'économie politique n'a jamais été une science. C'est de l'anatomie froide et brutale, un inventaire d'amphithéâtre, une leçon sur le cadavre. Elle ouvre et fouille le corps social, en fait une minutieuse dissection, et dresse procès-verbal de l'autopsie. L'impression qu'elle ressent dans cette



besogne est celle du naturaliste décrivant une mâchoire de tigre. Invectivez un peu les crocs de l'animal. Le bonhomme vous lancera un regard de travers ou un sarcasme.

Même accueil chez l'économiste, pour l'utopie d'un ordre meilleur. Il s'occupe de ce qui est et se soucie peu de ce qui devrait ou pourrait être. Pour lui, justice, iniquité, sont des mots vides de sens. Le fait est tout, le droit rien. L'organisation actuelle lui semble le suprême effort de la raison humaine. Il n'en conteste point les lugubres conséquences. Mais il ne voit là que l'effet de notre imperfection naturelle, et condamne sans sourciller le genre humain à l'immobilité perpétuelle dans l'antagonisme.

Cette conviction que le mal est inéluctable dispose médiocrement à la compatissance, et ne sollicite pas outre mesure la sécrétion des glandes lacrymales. A preuve Malthus. Ce brave homme avait les meilleures intentions du monde. Son livre a infiniment plus de mérite et d'originalité que les autres élucubrations économistes. Mais la doctrine de la fatalité des souffrances sociales lui a dicté des pages peu attendries.

On connaît son fameux apologue des convives privilégiés, dernier mot et résumé parfait de la sensibilité économique : « Quand tous les sièges
« sont occupés et qu'un intrus survient, il n'y a



« pas de place pour lui au banquet de la vie, et
« la nature lui ordonne de partir. »

La nature, non! très cher maître.

La nature, au contraire, lui ordonne de rester et de mettre quelque chose dans son estomac, fût-ce un quartier de derrière ou de devant des particuliers qui lui enjoignent si honnêtement de s'embarquer pour le grand voyage.

Pour peu qu'il ait des enfants qui pleurent la faim, il leur donnera de grand cœur le fils ou la fille grassouillette de l'un des banqueteurs si gaillardement attablés. Il sera sûrement pendu, ou roué, ou grillé vif, et puis un autre, une foule d'autres après lui. Ce que voyant, les obstinés, qui se refusent à partir avant l'heure, comprendront sans peine l'impossibilité de lutter seuls contre des convives si bien nourris. Ils se mettront alors plusieurs pour déranger le festin.

C'est ce qu'ont fait les Bagaudes, les paysans d'Allemagne, les Jacques, etc., et il s'en est suivi des désagréments pour les festineurs. Du moment que la controverse devenait une question de force, le nombre pouvait prendre la parole, et les Jacques possédaient le nombre. Mais l'instruction aussi est une force, et celle-là malheureusement leur manquait. Ils ont bien dû s'en apercevoir quand, bon gré, mal gré, on leur a fait faire le grand voyage.

Aujourd'hui les travailleurs ont le nombre aussi,



et ils commencent à pas mal avoir la lumière. On s'en avise déjà suffisamment. Dès qu'ils la posséderont plus complète, l'affaire ne sera pas longue, et ces messieurs de la noce Malthus feront bien de se serrer un peu, et surtout de mettre des rallonges à la table.

J'ai eu, bien jeune, l'honneur de connaître le plus éminent des économistes français, Jean-Baptiste Say. Condisciple de l'un de ses fils, Alfred, que j'ai perdu de vue depuis longtemps, je l'accompagnais quelquefois chez son père, les jours de sortie. C'était un homme grand, sec, grisonnant, et déjà sur la pente occidentale de la vie. Le sachant une illustration de l'époque, j'écoutais, attentif, ses moindres paroles. On se trouvait alors au plus fort des luttes politiques de la Restauration (1820-1821). La mort du duc de Berry avait allumé une guerre ardente. Dans l'opposition, la bourgeoisie seule en faisait tous les frais. Le peuple restait spectateur silencieux et indifférent.

Les bruits de la mêlée avaient retenti jusque sur les bancs du collège et y soulevaient de vives émotions. Mes oreilles, tendues de ce côté, recueillaient avidement toutes les rumeurs de la polémique.

Jean-Baptiste Say avait des idées très révolutionnaires pour le temps. Il détestait à la fois les Bourbons et Bonaparte, contradiction apparente



qui me remplissait d'étonnement. Un dimanche, il nous raconta que, la nuit précédente, entendant tout à coup battre la générale dans une caserne voisine, le cœur lui avait bondi de joie et d'espérance. Il croyait à un soulèvement populaire. Singulière méprise chez une si forte tête! Il s'agissait simplement du départ des troupes pour une garnison nouvelle.

Je doute, hélas! qu'aujourd'hui, s'il vivait, la générale lui fit battre le cœur du même genre d'émotion. Nous subissons cependant la seconde de ses bêtes noires, la dynastie napoléonienne, et, pour un amant de la liberté, la situation est pire certainement qu'en 1820. Mais les temps sont bien changés, et les bourgeois ne ferrailent plus au service de la Révolution. Ils appelleraient maintenant contre elle Satan lui-même, si le pauvre diable était encore de ce monde.

Jean-Baptiste Say, lui, a pu mourir avec sa haine intacte. Il ne la dissimulait guère. Peu après la mort du prisonnier de Sainte-Hélène, on causait à table, un dimanche, de la maladie qui l'avait emporté. Chacun d'émettre son hypothèse : un cancer,... une affection du foie,... voire un empoisonnement. « Non, » dit Say, « rien « de cela. Il est mort d'une majesté rentrée. »

Le mot n'est plus neuf. On l'a bien souvent répété. Mais l'économiste en a la priorité incontestable, car l'événement était de la veille. Il me



parut cruel, ce mot. Comme toute la jeunesse, j'avais alors le culte du grand homme. Il servait de bélier pour démolir les Bourbons, arme maudite, plus fatale encore aux assaillants qu'à l'ennemi. On n'en fait jamais d'autre en France. Combattre la peste par le choléra, puis le choléra par la peste. L'épidémie napoléonienne a sévi longtemps. Car en 1848, elle a surpris Eléonor de Vaulabelle écrivant, en haine de Louis-Philippe, une histoire ultra-impériale et lafayettiphobe de la Restauration. Il a dû brusquement changer de religion au dernier volume et intervertir les rôles entre son démon et son dieu de 1815.

Ces relations d'un instant avec J.-B. Say, malgré leur insignifiance, m'ouvrirent néanmoins les portes de l'économie politique. J'étais curieux de connaître l'œuvre du savant en renom que j'avais eu l'heur d'approcher quelques minutes. Mais comment faire? Il est défendu de lire au collège. Dérober aux argus et dévorer en cachette deux gros volumes, cette témérité n'eût abouti qu'à de gros pensums et à la confiscation. C'étaient d'ailleurs alors des bouquins révolutionnaires, criminels au premier chef, et on n'en souffrait même point d'inoffensifs. De plus on ne dévore pas deux tomes d'économie politique : il fallut en ajourner la consommation jusqu'à l'affranchissement de la férule. Ce moment arriva.

Sur une tête jeune et ardente, l'économie poli-



tique est une douche glacée. C'est dur, sec, terne, morne, lugubre; une visite au bain, à l'hôpital, aux tables de nécropsie; le tombeau des illusions et des rêves généreux.

Dans ces pages arides, pas une trace de l'idée de justice, pas un écho de la conscience. Rien que l'égoïsme, dans sa nudité farouche, la guerre d'homme à homme, le code de l'extermination mutuelle. Ce code pourtant a ses fanatiques. On sait que Jérémie Bentham, dans un livre célèbre, a fait l'apothéose de l'usure. « Le grand Bentham! » disait un jour avec emphase un prêteur à tous crins, le « grrrrrand Bentham! » Le mot *grand* ne tirait de sa gorge que cinq à six *r*. Mais dans l'accent de la voix, il y avait plus de cinquante points d'exclamation.

Soit. « Les admirations sont proportionnelles « aux caractères », dirait un fourriériste. Va donc pour le grrrand Bentham! Cependant, passer les travailleurs au laminoir, pour en extraire des écus, n'est pas un procédé qui ravisse tout le monde d'enthousiasme. Au récit de cette aimable opération, plus d'un lecteur sent gronder sourdement au fond de son âme la colère et la révolte. Et cependant, en dépit de l'indignation et du dégoût, une sorte d'attrait douloureux enchaîne les regards à ce spectacle d'iniquités qui nous montre à fond l'ulcère rongeur de l'espèce humaine.



Il est bien entendu que les docteurs de la science officielle sont unanimes à n'admettre ni l'ulcère, ni l'iniquité. Adam Smith, Ricardo, Malthus, Sismondi, J.-B. Say, etc., tous champions de la même doctrine, ne variant que sur des points secondaires, ne paraissent pas seulement soupçonner l'illégitimité de l'intérêt, bien qu'ils n'en puissent méconnaître les déplorables résultats. Ils creusent, ils analysent, ils épluchent, ils classent, ils décrivent; ils ne raisonnent, ni ne jugent. La morale n'est pas plus de la maison chez eux que chez les arpenteurs. Statistique sur un grand pied. Rien de plus.

Aussi Malthus a-t-il l'avantage sur ses confrères. Du moins, il a soulevé une question sérieuse, l'accroissement inégal de la population et des subsistances. D'après lui, la progression serait géométrique pour les bouches à nourrir et simplement arithmétique pour la nourriture. Hypothèse exagérée sans doute, insoluble d'ailleurs par le calcul, faute de précision dans les données, mais hypothèse vraie au fond.

Graves, on le voit, seraient les conséquences. Toutes les places prises, qu'advierait-il? — Ma foi! ce n'est pas notre affaire. Nous nous mêlons beaucoup trop de régenter l'avenir. Il fera selon son humeur et sa science, et se moquera de notre infatuation. Les morts ont déjà tort d'être les morts, puisqu'ils ne comptent plus.



Mais, quand à ce tort ils joignent celui de l'ineptie, ils deviennent affreusement ridicules.

C'est une de nos outrecuidances les plus grotesques, à nous barbares, à nous ignorantasses, de poser en législateurs des générations futures. Ces générations, pour qui nous prenons la peine de ressentir des inquiétudes et de préparer des garde-fous, nous rendront au centuple la pitié que nous inspire à nous-même l'homme des cavernes, et leur compassion sera beaucoup plus autorisée que la nôtre.

Malthus a parlé trop tôt et regardé trop loin. Personne n'a la vue si longue. Son arrêt contre les survenants importuns au banquet de la vie est prématuré de plusieurs siècles et, de plus, fort déraisonnable en présence de la moitié du globe inculte et désert. Quand les solitudes plantureuses de l'Amérique-Sud, quand l'Australie, l'Afrique, Bornéo, les îles de la Sonde, etc., auront leurs habitants au complet, lorsque la marée humaine ne trouvera plus à s'épandre, elle avisera.... elle avisera même plus tôt.

La prévision de Malthus, bien qu'un peu hâtive, n'en ouvre pas moins une perspective curieuse sur l'embarras futur de nos neveux devant le flot montant des multitudes. La solution du problème viendra probablement de la physiologie. Sans aucun doute, le triomphe de l'Égalité doit amener, par une juste répartition des richesses, le



bien-être des masses et un rapide progrès de la santé publique.

Or, chez des générations robustes, il est permis de pressentir, d'après les faits déjà connus, une prédominance marquée des naissances mâles et, par suite, la nécessité de la polyandrie (1), ce qui mène droit au gouvernement des femmes. Singulière application de la loi de l'offre et de la demande! Les économistes n'avaient pas deviné celle-là.

Toutes les circonstances viendraient concourir à cette transformation. Plus de soldats! La guerre, disparue, cesse d'exiger au gouvernail la main brutale de l'homme. Plus de prêtres! l'ignorance et les superstitions détruites lèvent l'incapacité actuelle de la femme, en lui conservant ses mérites propres, la douceur, la patience, l'esprit d'ordre et d'administration.

Rare et très demandé, le beau sexe acquerra une toute-puissance rendue sans péril par l'évanouissement des religions et l'universalité des lumières. Cette rareté, en même temps, posera des limites naturelles à l'accroissement de la population, sans couvents, sans violence, sans odieux sacrifices. Que si la polyandrie devenait

(1) Dans les montagnes du Thibet, pays très salubre, les femmes sont en minorité et ont plusieurs maris. Elles épousent ordinairement tous les frères d'une famille. Elles ont beaucoup d'influence et d'autorité.



une fatigue pour le sexe, cette énérvation même, en relevant le chiffre des naissances féminines, suffirait pour conjurer le péril du dépeuplement.

Mais la polyandrie!!! Quel triste changement au chapitre des mœurs! notre pruderie s'en voilera la face. Et en vérité, la perte de la monogamie serait pleine d'amertumes. Pour nous du moins. Car le bonheur n'est guère que là. Heureusement, quand les transformations sont vraiment nécessaires, elles se préparent de loin, et peuvent ainsi s'achever presque inaperçues.

Pure hypothèse d'ailleurs! Sur ces choses notre incompetence est radicale, et l'avenir reste livre clos. Si les conjectures sont tolérables, les affirmations seraient grotesques. Soyons persuadés néanmoins que la physiologie seule résoudra un jour la question posée par Malthus, véritable point noir pour la postérité.

Le développement intégral de l'humanité existait en germe dans l'homme des cavernes, ainsi que l'adulte existe dans le fœtus, et l'évolution de l'espèce s'accomplira comme celle de l'individu, non par la main des hommes, mais par celle de la nature. *Fata viam invenient*. Le genre humain a déjà changé tant de fois de mœurs, de caractère, d'habitudes, de lois, de religions, de morale, qu'on ne sait vraiment où serait bien sa limite dans cette voie des transfigurations. Le serpent fait moins souvent peau neuve.



Sans doute nos fautes ou nos vertus peuvent ralentir ou accélérer la marche de la civilisation, ce qui nous laisse la disposition entière de notre destinée. Mais que le chemin s'abrège ou s'allonge par notre fait, à chacune de ses étapes, lente ou rapide, l'humanité est saisie par sa loi de développement qui l'arme et l'approvisionne pour la continuation du voyage.

Mais laissons l'avenir à lui-même. Le présent s'efforce de le façonner à son image, et les maîtres du jour voudraient tous le marquer à leur estampille comme troupeau de la propriété. Peines perdues. Cet héritage-là est encore moins sûr que les autres. Détournons les regards de ces perspectives lointaines qui fatiguent pour rien l'œil et la pensée, et reprenons notre lutte contre les sophismes de l'asservissement.

Les anciens économistes se bornent tous à décrire la mécanique sociale; ils ne parlent du prêt à intérêt que du bout des lèvres, et comme de la chose la plus légitime et la plus respectée. Cette question ne surgit qu'après 1830. Elle s'empare de la scène à la Révolution de Février et surprend l'économie politique endormie sur son trône sans adversaires. Cette science orgueilleuse qui avait une académie pour elle seule, se voit tout à-coup menacée, non pas simplement dans sa royauté, mais dans son existence même. Il lui faut mettre flamberge au vent, et passer de



la morgue du professorat aux humiliations de la polémique. C'est une ère nouvelle de son histoire. Ses vieilles dissections de la société matérielle ne sont plus qu'un rabâchage dans le vide.

Alors se lèvent les champions de l'usure, seul fondement de l'économie politique, et tous les efforts de la doctrine se concentrent sur la défense de cette pierre angulaire de l'édifice. Frédéric Bastiat commence la guerre des apologues. Suivons-le sur ce terrain drôlatique.



II

APOLOGUE DU MENUISIER, PAR BASTIAT

« Un menuisier travaille pendant 300 jours,
« gagne et dépense 5 francs par jour. Cela veut
« dire qu'il rend des services à la société et que
« la société lui rend des services équivalents, les
« uns et les autres estimés 1.500 francs, les pièces
« de cent sous n'étant ici qu'un moyen de *faciliter*
« les échanges. »

Très adroit ce langage. *Faciliter!* Voyez-vous la modestie. Pauvres pièces de cent sous ! comme on les fait petites ! Un peu plus, on s'en passerait.

L'auteur, sans doute, espère étourdir et détourner le soupçon par cette désinvolture. Il se trompe. On ne sera pas dupe. Les pièces de cent sous vont montrer tout à l'heure si elles ne servent qu'à faciliter les échanges.

Le menuisier peut-il se vêtir et se nourrir de



planches? — Non! — Eh! bien, s'il mange, s'il boit et s'il s'habille, c'est grâce aux pièces de cent sous qu'il a reçues en prix de son bois raboté. — D'accord. Service pour service. — Oui, mais lequel de ces deux services est le plus désiré? Qu'on demande au premier venu: « Aimes-tu mieux 1.500 francs écus ou 1.500 francs planches? » il vous rira au nez. Dans l'opération de l'échange, qui a tenu le haut bout? Qui se croit l'obligé et remercie? Le bailleur ou le preneur des espèces? La pratique ou le marchand?

Les écus ont donc barre sur les planches. Quand on n'est au fond que leur très humble serviteur et très plat courtisan, il ne faut pas se donner des airs d'en faire fi et de les mettre plus bas que terre, tout cela pour les besoins d'une mauvaise cause. C'est aussi par trop de duplicité. Nous, qui exécrons la puissance du dollar, nous savons mieux l'apprécier. Si la société avait gardé les 1.500 francs, et laissé au menuisier son chêne et son sapin, qui eût été penaud?

L'auteur continue en ces termes :

« Supposons que cet artisan économise un franc par jour. Qu'est-ce que cela signifie? « Qu'il rend à la société des services pour 1.500 francs, et qu'il n'en retire actuellement que pour 1.200. Il acquiert le droit de puiser dans le milieu social, où, quand, et sous la forme qui lui plaira, des services bien et dûment



« gagnés, jusqu'à concurrence de 300 francs. Les
« soixante pièces de cent sous qu'il a conservées,
« sont à la fois le titre et le moyen d'exécution
« de son droit. »

Voilà un ton bien rogue. Moyen connu pour dissimuler un vilain coup. Ah! votre artisan économise un franc par jour! S'il n'avait que ses planches, au lieu d'écus, comment s'y prendrait-il bien pour faire cette économie? Son merrain et ses madriers lui donneraient-ils, par hasard, comme les pièces de cent sous, le droit et surtout la faculté de « puiser à sa guise, dans le « milieu social, » les services les plus à sa convenance?

Lorsqu'en retour de pièces de bois inutiles pour lui, il a touché 1.500 francs, qui mettent à sa disposition, comme vous le dites, cabaret, spectacle, outillage, tout ce qu'il désire en un mot, ne recevait-il pas ce bon office à charge de réciprocité? Cependant il ne le retourne que jusqu'à concurrence de 1.200 francs, et retient traitreusement soixante pièces de cent sous, qui vont laisser quelque part dans la détresse une valeur égale de produits invendus. S'il lui était resté pour cent écus de planches sur les bras, serait-il content? Ferait-il des économies d'un franc par jour?

Passé encore si la restitution des 300 francs à l'échange n'était qu'un simple ajournement pour raison d'opportunité. Dès que le numéraire rentre



au pair dans la circulation, que ce soit aujourd'hui ou demain, rien à dire. Chacun est libre de dépenser à son heure, pourvu qu'il dépense. Mais voici poindre à l'horizon une physionomie de triste augure, certain voisin forgeron qui va nous dévoiler de douloureux mystères. Le pauvre diable a besoin d'argent. Pour quel motif? Il le dit lui-même dans un humble speech, qui sent d'une lieue son économiste plaidant, en avocat Patelin, la cause de l'usure. Il désirerait se procurer plus de marteaux, plus de fer, plus de houille, pour améliorer, agrandir son industrie.

Eh! non, bonhomme, ce n'est pas cela. Tu n'as pu réunir assez de gros sous pour renouveler le fer et la houille consommés par ton travail. Tu es la victime des économiseurs d'un franc par jour. Tu as loyalement acheté leur produit, et ils te laissent le tien en plan. Te voilà contraint d'emprunter la monnaie dont leur manœuvre t'a fait tort, et ils ne te la prêteront pas gratis, écoute plutôt la réponse de ton cher voisin le menuisier, la réponse d'Harpagon, parbleu :

« Ah! diable! moi aussi, j'avais besoin de
« cet argent, et ça me portera préjudice de le
« céder. Mais enfin, pour vous être utile, je veux
« bien m'en priver un an, moyennant une part
« dans l'excédent des profits que vous allez
« faire. »

« L'excédent des profits! » Oh! Harpagon



doublé de Tartufe ! C'est le gouffre du déficit qui s'ouvre devant le malheureux, et qui va se creuser plus profond d'année en année. Jamais plus il ne touchera le prix intégral de son produit. Le plus net appartient désormais à son vampire. C'est le pacte du diable qu'il vient de signer. Pour un jour de répit, il a livré tout son avenir. Et l'économiste de s'écrier : « Si ce marché, profitable aux deux parties, est librement consenti, qui osera le déclarer illégitime ? »

« Profitable aux deux parties ! » Qu'en pense l'innombrable multitude des salariés ? Car l'histoire du menuisier et du forgeron est, mot pour mot, l'histoire du capital et du travail. Le contrat qui crée des ouvrières à quinze sous et des Rothschild à 250.000 fr. par jour, est-il profitable aux deux parties ?

Et quelle ironie dans ces paroles : *librement consenti* ! Un marché usuraire, fût-il au taux de 1.000 pour cent, est toujours libre dans le sens judaïque du mot, puisque le victimé lui-même y figure comme sollicitateur. Mais subir, la misère sur la gorge et la mort dans l'âme, des conditions homicides qu'il n'est pas possible de débattre, est-ce la liberté ? Et si la détresse, ainsi exploitée sans miséricorde, est l'ouvrage prémédité de l'exploiteur, que dire de l'apologie de telles perversités ? C'est une chose merveilleuse comme le style de Gobseck, en chasse des picajons, coule



de source chez les économistes. Ceci n'est point personnel à Bastiat. Il est mort. Que le capital lui soit léger. Toute l'économie politique donne à l'unisson la même note qui sonne furieusement le trébuchet aux écus. Vraiment, l'antienne est mal édifiante.

Après avoir décrit en conquérant la manœuvre des soixante pièces de cent sous transformées en armes de rançonnement, l'auteur s'écrie : « *C'est ce droit acquis (par la retenue des 300 francs) que j'appelle capital.* »

Habemus confitentem reum! Le coupable avoue. Il s'est oublié et ne songe plus qu'ailleurs il qualifie « tige de toutes les erreurs économiques » la confusion entre les capitaux et le numéraire. Ici, la vérité l'entraîne. Il a voulu mettre en action, dans son apologue, l'origine du capital, et il a réussi au delà peut-être de ses souhaits. De son propre aveu, le capital est très positivement le numéraire soustrait à l'échange direct et gratuit, pour être loué à titre onéreux, autrement dit, prêté à usure. C'est bien là notre définition du vrai capital, le capital-argent, dérobé à la circulation, la monnaie accaparée par l'épargne pour vampiriser le peuple, bref sa majesté l'Empereur-Écu, l'autocrate chargé de malédictions.

Adieu les belles formules du capital anodin, du capital-fantôme, sur lequel l'économie politique



disserte à perte de vue et d'haleine, sans aboutir, ni même se comprendre.

Science à double face ! Quand il s'agit vaguement du capital, on en trace un portrait aux suaves couleurs, un idéal d'innocence, quelque chose de vaporeux et de fantastique. Alors numéraire et capitaux sont deux choses distinctes, dont la confusion est la source des plus graves erreurs. Mais dès qu'il s'agit de légitimer l'usure, le ton change. Il faut bien parler net et montrer clairement les origines du prêt à intérêt. Le capital alors n'est plus ceci ou cela : ... du *travail accumulé*, ... le *produit acheté au voisin*, ... des *avances à la production*, etc. Ce sont carrément des pièces de cent sous dérobées à l'échange gratuit et louées moyennant prime.

Ce n'est pas qu'on ne puisse retrouver le même sens à travers le nuage des formules scientifiques. Passons en revue la demi-douzaine que l'on connaît. Il suffit de gratter un peu pour mettre à nu le sous-entendu. Ainsi :

1° « *Accumulation de produits* », sous-entendu : « réalisés sous forme de numéraire ». — Donc accaparement de monnaie.

2° « *Produit épargné* », sous-entendu : « réalisé en espèces », et « *destiné à la reproduction* », sous-entendu : « moyennant prime ». — Donc accaparement de monnaie.

3° « *Excédent de produits non consommés* »,



sous-entendu : « transformé en écus », et « *destiné à la reproduction* », sous-entendu : « moyennant prime ». — Donc accaparement de monnaie.

4° « *Somme de valeurs, etc., consacrées à faire des avances à la production* », traduire : « argent qu'on va prêter à intérêt au producteur ». — Accaparement de monnaie.

5° « *Produit accumulé* », sous-entendu : « en métaux précieux », et « *destiné à la reproduction* », sous-entendu : « moyennant prime ». — Accaparement de monnaie.

6° « *Travail accumulé* », sous-entendu : « en or ou argent ». — Accaparement de monnaie.

7° « *Toute valeur faite, en terre, instruments de travail, marchandises, monnaie* », etc.

Ici, équivoque complète. La formule est de Proudhon. *La valeur faite*, terre, argent ou marchandises, est d'ores et déjà entre les mains du producteur qui va la faire fonctionner. Il s'agit de savoir d'où il la tient et à quelles conditions. Les autres définitions décrivent l'origine du capital. Celle-ci le pose au moment de sa mise en œuvre, sans s'occuper de sa formation. Elle laisse donc la question de côté et ne résout rien.

Nos trois définitions équivalent à l'idée simple et légitime d'échange, et par conséquent ne donnent point le sens vrai du mot capital, dans son acception connue.

En somme, les six premières formules, et tant



d'autres qui leur ressemblent, ont un petit tour anodin, parfaitement hypocrite et mensonger. L'analyse directe du prêt à intérêt arrache le masque et dévoile la mauvaise foi. Alors même qu'elle tient la plume, l'économie politique se dénonce. Son patelinage, ses minauderies, ses airs vertueux et pénétrés ne réussissent pas à dissimuler l'odieux de l'opération.

Il y a du Troppmann dans cet apologue du menuisier, un petit chef-d'œuvre de méchanceté. On y sent l'astuce qui masque avec soin le danger, l'hypocrisie qui endort la victime, trompe et désarme le spectateur ; puis la charge à fond, la main foudroyante et sans pitié qui extermine. Car l'argent tue aussi sûrement que l'acier. De l'immense service rendu au fabricant par l'échange intégral de son produit, pas un mot. Pas un mot de l'impérieux devoir de la réciprocité. De l'idée de justice, du sentiment d'humanité, nulle trace. Rien qu'un égoïsme farouche, hurlant son privilège de l'homicide quand même, chassant son semblable à l'affût et au traquenard comme une bête fauve. C'est son droit, c'est son métier. Qu'on ne lui parle pas d'autre chose.

Mais, misérable, tu détruis le fondement de la sociabilité humaine. Depuis que, par le progrès de la civilisation, chaque individu a cessé de fabriquer lui-même ses vivres, ses vêtements, ses meubles, ses outils, ses armes, sa demeure, depuis



la division du travail et l'usage de la monnaie, son corollaire forcé, l'échange au pair est la loi sociale et morale des nations, jusqu'à l'avènement d'un ordre plus parfait.

Si on ne t'achetait pas ton produit, tu mourrais de faim, et tu remercies par un guet-apens ! Au lieu d'acheter le produit du voisin, tu l'affames par la confiscation de l'instrument d'échange. Et quand il se trouve à ta merci, tu lui loues à usure ce qu'il t'a livré gratis. Tu t'enrichis de sa détresse qui est ton œuvre. Il est désormais ton esclave, ta bête de somme. Tu rends le mal pour le bien. Tu es un ennemi public.

Dans son pamphlet : *Maudit argent*, page 82, Bastiat dit : « En recevant un écu pour prix d'un service que je vous rends, c'est moi qui maintenant suis en avance envers la société du service que je viens de lui rendre en votre personne. C'est moi qui deviens son créancier de la valeur du travail que je vous ai livré, et que je pouvais me consacrer à moi-même. »

Mensonge ! Tout l'échafaudage de l'usure repose sur cette absurdité, qu'on pourrait garder pour soi la valeur du travail qu'on livre à autrui. Le produit de ce travail ne prend de valeur que dans l'échange, précisément parce qu'il est impossible de le consommer soi-même. Quand un cordonnier a chaussé une paire de souliers sur cent qu'il fabrique, il doit échanger tout le reste



contre de la monnaie, a peine de mourir de faim.

L'aphorisme de Bastiat est exactement le contrepied de la vérité. En recevant un écu pour un produit, on ne devient pas créancier, mais débiteur de la société. En retour d'une chose que le vendeur ne saurait consommer, elle lui ouvre le choix entre une immense variété d'objets propres à satisfaire ses besoins et ses goûts. Est-ce par reconnaissance de ce service qu'il prétend la traiter de Turc à Maure ? Bien loin de posséder ce droit, il a le devoir impérieux de compléter, par l'achat du produit d'autrui, l'échange commencé par la vente du sien. Les deux actes de l'opération sont connexes et solidaires, et, de l'aveu des économistes, l'équivalence en est la condition.

L'échange n'est pas terminé, tant que l'écu ne rentre pas au pair dans la circulation, par l'emplette d'une valeur égale à la première. Il ne doit pas laisser en souffrance un autre produit qui réclame à son tour acquéreur. L'argent n'est qu'un intermédiaire. Il ne lui est pas permis de changer de rôle. Le détourner de sa destination, afin d'en tirer un profit usuraire, c'est violer la loi de réciprocité et d'équivalence, et transformer l'agent d'échange en instrument de rapine. Toute extorsion de gain par un abus de ce genre, entre les deux actes de l'échange, au détriment du second, est un délit social.



Rendré un service pour de l'argent ! Mais c'est l'ambition universelle. Qui donc ne soupire après ce bonheur ? Combien meurent à la peine pour n'avoir pu obtenir cette chance qui rend si hautain et si dur le fabricant de planches de Bastiat ! Rendre service à la société, c'est-à-dire lui céder sa marchandise contre de l'or, est-ce donc une besogne si facile ? Les commis-voyageurs, les courtages, les hauts prix des clientèles, la quatrième page des journaux, tant de soucis, d'efforts, de sacrifices, pour se défaire de sa denrée moyennant finance, n'attestent-ils pas la difficulté de la première partie de l'échange, la vente, par conséquent l'obligation d'accomplir la deuxième, l'achat ?

Malheureusement la morale n'a pas de crédit ouvert dans les affaires. On sue sang et eau pour vendre. Quand on tient le précieux métal, on ne s'empresse plus de le lâcher. L'épargne est une vertu si recommandable et si recommandée ! On se prive et on prête. Les écus, au lieu de s'envoler avec la dépense, rentrent au bercail avec des petits à la fin de l'année. Tant pis pour le producteur que la mévente contraint d'emprunter. Il travaille désormais pour la sangsue attachée à ses flancs. Les dollars de l'accaparement lèvent leur dime impitoyable.

Cet argent, ainsi soustrait à la circulation dans un but d'usure, l'économie le déclare un *droit*



acquis et le dénomme capital. Nous le proclamons, nous, un *droit violé*, un détournement. Telle est l'origine de la dynastie de l'Empereur-Écu. Elle a pour fondement l'ingratitude, l'hypocrisie, la fraude. L'iniquité est son trône. Ce qu'elle fut à son berceau, elle l'est à l'heure présente. Il ne faut pas s'y tromper, si la majeure partie des capitaux se transmettent par hérédité, là n'est cependant pas leur force. En les suivant de l'œil avec attention, on les verrait se fondre peu à peu et disparaître. Mais ils se reconstituent par la race des vautours. La dynastie se retrempe sans cesse à son origine.



III

CAPITAL EST SYNONYME D'USURE

Le capital n'est que de l'argent drainé par les mille et mille rigoles de l'usure. L'économie politique a beau regimber, subtiliser, sophistiquer et pointiller, ses définitions du capital sont des escobarderies. Il est même singulier que son audace puisse faire illusion. Cette bonasserie ne s'explique que par l'inattention ou l'indifférence. Ajoutons que, chez les intéressés, l'illusion n'est que pur artifice. La question ne supporte pas une heure d'examen. Le langage usuel la tranche à toute minute, et donne un démenti permanent aux entortillages jésuitiques des économistes.

Capitaux est un terme qui est dans toutes les bouches et sous toutes les plumes. Que veut-il dire pour le public ? — Des maisons ? Des outils ? Des vivres ? Des vêtements ? Bref, des marchandises quelconques ? Non, jamais ! Il signifie de



l'or, de l'argent, des billets de banque, des valeurs-papiers, échangeables à vue contre espèces. Pas autre chose.

L'économie politique répond par des faux-fuyants, des dissertations, des distinctions, par tout un appareil de logomachie. Suivant elle, le capital n'est point de l'argent, mais l'ensemble des produits réunis pour être mis en œuvre, des outils nécessaires pour l'opération, et des provisions de toute espèce destinées aux travailleurs. Subterfuge. Tout cela est acheté avec de l'argent, exprès pour l'entreprise en vue. Tout cela n'a point été amassé de loin, peu à peu, et réservé à l'exécution du projet. Appeler cet ensemble d'objets *le capital*, à l'exclusion du numéraire qui en est l'origine, c'est une misérable équivoque.

Quand on crie au peuple que son agitation lui est funeste à lui-même, en le privant de son gagne-pain, quel est l'argument invariable? « Vous effrayez les *capitaux*. Lès *capitaux* se cachent. Les *capitaux* s'enfuient. » Est-ce que les maisons, les champs, les marchandises, les outillages, etc., se cachent et s'enfuient le lendemain d'une révolution? Ce qui fuit, ce qui s'enterre, ce qui s'éclipse, c'est le numéraire. Son petit volume pour une grande valeur facilite ses évolutions. Un trou dans le mur, dans la cave, dans le jardin.... et des sommes immenses disparaissent en un clin d'œil, à l'insu de tous.



Faut-il apprendre cela au public ? Il rirait au nez du professeur. Comment donc peut-on le prendre pour dupe à ce point de lui persuader que *capitaux* et *capital* ne sont pas identiques ? Il n'y a que la différence du pluriel au singulier. Nulle part cette expression les *capitaux* n'a d'autre signification que celle de numéraire ou de valeurs-papiers. Comment l'économie politique a-t-elle le front de soutenir que le capital et l'argent sont deux choses distinctes, dont la confusion est un danger et une hérésie ? L'argent n'a pas toujours le rôle de capital. Mais le capital est toujours de l'argent.

On lit quelquefois dans les gazettes : « Tel « pays (un pays habité, s'il vous plaît) est magnifique, plein de ressources. Il ne lui manque que « des *capitaux* pour développer ses richesses « naturelles. » Quel est donc le sens de ces phrases ? Si le pays possède tant de ressources naturelles, s'il a de bonnes terres, des forêts, un beau soleil, des pluies fécondes et des bras, qu'a-t-il besoin de *capitaux* étrangers, puisqu'il possède le capital par excellence selon vous, le sol, et tout ce que le sol est susceptible de produire ? En avant les bras et la richesse va surgir !

« Oh ! mais, » dit-on, « il faut des *avances*. » Voilà encore un mot cabalistique, des *avances* ! L'économie politique a-t-elle jamais défini ce qu'elle entend par *avances* ? Oui, elle a fait de



l'amphigouri selon son habitude. « Des avances », dit-elle, « c'est du *travail accumulé, des produits épargnés et mis en réserve pour faire face aux consommations des producteurs, etc.* » C'est-à-dire que l'économie politique répète pour le mot *avances* la définition du mot *capital*, une phraséologie obscure, vague, pédante et fausse, des hiéroglyphes à mystifications.

Parlez net ! Point de formules entortillées, de verbiage creux ! Nous disons, nous : Ces *avances*, ce sont des écus, rien que des écus. Sans doute, les matériaux, les outils, les provisions pour les ouvriers, etc., sont les choses indispensables. Mais ces choses peuvent-elles, doivent-elles s'appeler *capital* ? Non, cent fois non ! Peuvent-elles s'appeler *avances* ? Non ! bien moins encore. Car ici le mot a une signification propre qui serait parfaitement mensongère.

Lorsqu'on dit, par exemple : « Des capitaux « anglais et français vont enfin permettre à la « Russie d'établir ses réseaux de lignes ferrées », il est clair que ces capitaux constituent les *avances* nécessaires pour l'exécution de l'entreprise. Est-ce que par hasard on transporte d'Angleterre ou de France en Russie, des *produits accumulés*, des outils, des matières premières, des provisions, etc., tous objets préparés de longue main et mis à part en France et en Angleterre pour cette destination ?



Vous ne conterez cela à personne certainement. On porte en Russie du numéraire, l'agent d'échange, voilà tout. Dès qu'il arrive, les produits dont on a besoin pour les travaux accourent à sa rencontre. Les outils sont achetés sur place. Les locomotives seules viendront de l'extérieur, parce que la Russie n'en construit pas. Les wagons seront faits avec les bois et les outils russes. Les rails, s'ils ne sont pas tous fabriqués dans le pays, seront importés du dehors.

Mais, indigènes ou exotiques, ces instruments de travail n'auront pas été réunis lentement d'avance, sans l'intervention de la monnaie. Le capital-argent les trouvera du jour au lendemain à ses ordres.

Quant aux provisions de bouche, aux vêtements, etc., pour les travailleurs, il n'en viendra pas un atome de l'étranger. Tout sera fourni par le pays, non pas qu'on en ait fait un amas préalable, en prévision des futurs travaux. Nullement. Point d'*accumulation* ni d'*épargne*, ni rien de semblable. A l'appel du numéraire, tous ces produits se présenteront en foule, sans avoir été amoncelés par personne. Ils seront créés et arriveront au fur et à mesure des besoins, pas une heure plus tôt, pas une heure trop tard. Du moment que les ouvriers auront des écus en poche, vivres, vêtements et logis seront là.

Donc vos *capitaux*, baptisés matières pre-



mières, instruments, provisions, etc., qu'on a *épar-*
gnés, accumulés,... mensonge. Vos capitaux, vos
avances, c'est de l'argent... de l'argent *épar-*
gné, accumulé, oh ! oui, d'accord. C'est ce que nous
disons nous-mêmes par un mot plus exact : *acca-*
paré. Si vous ajoutez que cet argent représente
des produits *épargnés et accumulés*, halte-là !
C'est faux. On n'épargne et on n'accumule jamais
les produits. On les vend aussitôt après produc-
tion, et si on ne peut les vendre, il y a ruine.
Une fois vendus, ils sont consommés. Ce qu'on
épargne, ce qu'on accumule, c'est le prix de la
vente. Le numéraire ainsi accaparé représente
des produits, rien de plus vrai. Il représente *une*
partie des produits subtilisés aux travailleurs par
la méthode ci-après : on achète le résultat de leur
travail aux deux tiers, aux trois quarts de sa
valeur, on le leur revend valeur entière. Perte
pour eux, un tiers, un quart, souvent davantage.
Pour la couvrir, ils mangent du pain sec, boivent
de l'eau, couchent dans des taudis, crèvent de
froid.

Leur perte forme le bénéfice de l'exploitation.
Ce bénéfice *s'accumule* sous forme de monnaie,
métal ou papier, pas autrement, c'est impossible.
La monnaie, soustraite par ce procédé à la circu-
lation directe, s'appelle *capital*, et le capital n'est
jamais autre chose. Il est le fils de l'usure et
devient le père de l'usure, absolument comme



on est le fils de son père et le père de son fils.

Le nom de capital qu'on donne aux terres, aux maisons, aux marchandises, voire aux individus eux-mêmes, est une mauvaise plaisanterie, un truc mystificateur. Autant vaudrait appeler *poêle* une pièce d'or, parce qu'on a payé ce poêle vingt francs, et appeler louis un poêle, un chapeau, une paire de bottes, n'importe quel objet valant un louis.

Toujours la même équivoque, la même tromperie, en gros comme en détail. « Service pour « service », définit-on l'échange. Oui, en théorie. Non ! dans la pratique. L'échange se dédouble en deux opérations bien différentes pour le même individu, le troc de son produit contre du numéraire, le troc de ce numéraire contre un autre produit. L'économie politique affecte de placer sur un même pied ces deux actes. C'est une rubrique pour justifier le prêt à intérêt et en dissimuler l'odieux. Car le tour se fait précisément dans l'intervalle des deux opérations. Il consiste tout bonnement à supprimer en partie la seconde. On vend plus qu'on achète, et on fait l'usure avec la portion d'argent mise en réserve.

Pour le détenteur de l'instrument d'échange, la deuxième opération, l'achat, se fait à volonté. De toutes parts on la sollicite. Comme un sultan, il n'a qu'à jeter le mouchoir. En revanche, la



première, c'est-à-dire la vente, offre des difficultés graves, parfois insurmontables. Par exemple, le travail seul crée tout, nul n'en disconvient. Or, que demande l'ouvrier? Vendre son travail. Certes, la prétention est modeste. Eh! bien, on la trouve exorbitante. Pourquoi? Parce qu'on ne veut lui acheter qu'au rabais, par le prélèvement de la dime capitaliste.

Vendre! Mais c'est pour chacun la question d'existence, le *to be or not to be* (être ou n'être pas). Achète qui veut et ce qu'il veut, — argent en poche, bien entendu, — vend qui peut. Et que de millions d'hommes ne peuvent pas!

Cette difficulté de vendre est l'écueil du régime de l'échange par les métaux précieux. De là naissent les misères individuelles comme les indigences nationales. Un citoyen souffre, parce qu'il ne peut accomplir la première partie de l'échange, le troc de son travail ou de son produit contre du numéraire. Les nations languissent par la même cause, malgré l'opulence de leur sol. Elles ne trouvent pas argent des richesses de cette terre, qui dès lors reste inactive.

L'économie politique, qui n'aime pas à rester court, dira peut-être, d'un de ces airs de compassion qui vont si bien à son infailibilité: « Vous
« tombez dans l'erreur commune qui prend l'ar-
« gent pour la richesse. C'est oublier l'Espagne,
« ruinée précisément par la découverte du Nou-



« veau-Monde, qui l'a inondée de métaux précieux. Détrompez-vous. Le travail seul créé la richesse. L'Espagne, en dépit ou plutôt à cause de ses monceaux d'or, est devenue pauvre par la cessation du travail. »

Oh! nous sommes tout détrompé. On connaît la mésaventure de la Péninsule. Elle est complexe. L'émigration en Amérique l'a privée, il est vrai, d'une grande partie de ses bras, et l'invasion des piastres lui a beaucoup enlevé du surplus, en créant des multitudes d'oisifs. Un clergé innombrable, gorgé d'or, des masses d'hidalgos, enrichis également par les galions, ont fait de l'Espagne une nation de consommateurs improductifs. Mais le coup mortel lui a été porté par l'expulsion des Maures.

C'était le peuple du travail. L'Inquisition a chassé tous les producteurs et n'a gardé que les fainéants. Ceux-ci ont dépensé gaiement leurs écus d'Amérique. Par malheur, ces écus, pour trouver des produits, ont dû les prendre à l'étranger. Ils sortaient du pays et n'y rentraient plus. Les piastres n'étaient pas éternelles. Un drainage séculaire en a vu la fin. L'Espagne est restée très catholique... et très pauvre. Elle n'avait pas marchandé sa foi. Dans le naufrage de sa fortune, l'expulsion des Maures entre pour les neuf dixièmes.

Il est certain que, si la nation française, enri-



chie d'argent, cessait de travailler pour jouir de ses rentes, la génération aux écus laisserait après elle la dépopulation et la misère. Aussi le socialisme se garde-t-il de viser un pareil but. Loin de là, il rêve un avenir affranchi de la tyrannie de l'or. L'échange par le numéraire, métal ou papier, a suffisamment donné la preuve de son impuissance à fonder l'ordre social sur la justice. Telle est cependant la condition imposée par le progrès des lumières, et il faudra bien s'y soumettre. Question de temps et d'activité.

En attendant que la monnaie soit évincée du mécanisme économique, notre époque a vu un exemple mémorable de sa toute-puissance, la Californie ! Pays sauvage, désert, il ne s'y trouve ni un morceau de pain, ni un morceau d'étoffe, ni une hutte de paille. Rien que le silence, le roc ou le friche. L'or y apparaît tout à coup entre des pierres. On ne le mange pas, l'or, la rhétorique le dit, sans se tromper cette fois. Non ! il ne se mange pas, et cependant, à cette nouvelle, une marée humaine s'abat sur la plage aride et nue.

De tous les points du globe on accourt, abandonnant patrie et famille. Les soldats désertent, les marins désertent, les ouvriers désertent. Toutes les classes, toutes les conditions, professeurs, avocats, médecins, commerçants, industriels, propriétaires, tout se précipite vers ces solitudes lointaines, sans s'inquiéter ni de la



famine, ni des intempéries. Qu'importe qu'il n'y ait là ni pain ni vêtements, ni abri! De l'or, il y a de l'or, et la fièvre de l'or saisit, emporte les populations éperdues.

Les économistes se moquent-ils assez de nous, quand ils répètent: « Service pour service »? Qu'on annonce demain la découverte de planches magnifiquement rabotées sur les bords du détroit de Magellan. Sans doute des navires partiront à la recherche de cette aubaine. Mais si la foule se dérange pour se disputer la trouvaille, je me fais planche moi-même.

Le grand archipel d'Asie, l'Afrique, l'Australie, l'Amérique méridionale surtout, offrent des étendues immenses d'une fertilité merveilleuse, libres, à la disposition du premier occupant. Ces magnificences ne tentent à peu près personne.

« Le climat n'est pas sain »; dit-on. « Puis, il faut des avances pour le voyage et l'installation. »

Soit! Mais que l'or s'y montre, et, sur ce simple bruit, on verra dans les vingt-quatre heures une troisième édition de l'aventure californienne. L'Australie a été la seconde. Eh! bien, et l'insalubrité du climat! Et le défaut d'avances, ces obstacles insurmontables! Qui s'en souvient?

De l'or, de l'or! Prodigieux économistes, voilà qui dérange tous vos calculs, ou plutôt qui ne les dérange pas le moins du monde. Vous connaissez



trop bien l'omnipotence de sa majesté l'Empereur-Écu. Vous êtes de sa cour et à son service. Tous vos efforts ont pour but de protéger son despotisme contre l'indignation publique. Car il lève un cruel impôt sur quiconque a besoin de lui.



V

LE COMMUNISME, AVENIR DE LA SOCIÉTÉ

L'étude attentive de la géologie et de l'histoire révèle que l'humanité a commencé par l'isolement, par l'individualisme absolu, et qu'à travers une longue série de perfectionnements, elle doit aboutir à la communauté.

La preuve de cette vérité se fera par la méthode expérimentale, la seule valable aujourd'hui, parce qu'elle a fondé la science.

L'observation des faits et leurs déductions irréfutables établiront pied à pied cette marche constante du genre humain. On verra nettement que tout progrès est une conquête, tout recul une défaite du communisme, que son développement se confond avec celui de la civilisation, que les deux idées sont identiques ; que tous les problèmes successivement posés dans l'histoire par les



besoins de notre espèce ont eu une solution communiste, que les questions aujourd'hui pendantes, si ardues, si pleines de trouble et de guerre, n'en peuvent pas davantage recevoir d'autre, à peine d'aggravation du mal et de chute dans l'absurde.

Tous les perfectionnements de l'impôt, la régie substituée à la ferme, les postes, le tabac, le sel, innovations communistes. Les compagnies industrielles, les sociétés commerciales, les assurances mutuelles de toute nature, même estampille. L'armée, les collèges, les prisons, les casernes, communisme dans les limbes, grossier, brutal, mais inévitable. Rien ne se fait hors de cette voie. L'impôt, le gouvernement lui-même, sont du communisme, de la pire espèce à coup sûr, et cependant d'une nécessité absolue. L'idée a dit à peine son premier mot. Avant d'en être à son dernier, elle aura tout changé de face. Nous ne sommes encore que des barbares.

Voyez les effets du régime actuel! Le bas prix et par conséquent l'abondance des denrées est tenue pour une calamité, qui ruine les producteurs, met aux abois l'industrie et le commerce. L'économie politique consacre ouvertement ce blasphème par ses définitions. Elle dénomme *utilité* la richesse naturelle, et *valeur* la richesse sociale. Or, l'utilité, c'est l'abondance, et la valeur c'est la rareté. Plus il y a de *valeur utile*, moins il y a de *valeur vénale*. O démente! com-



ment ce qui est un bienfait par soi-même peut-il devenir un fléau? Par l'avidité du capital qui exige la part du lion, et se retire dès que les prix la lui refusent. Sa retraite renchérit les produits, et il revient pêcher en eau trouble.

Les Hollandais, dans leurs possessions asiatiques, interdisaient la culture du poivre, de la muscade, etc., et détruisaient par masses les épices, afin d'en maintenir le haut prix sur le marché. Dans les pays civilisés, chaque producteur désire la cherté de son produit et l'avisement de tous les autres. La baisse des farines désole l'agriculteur, et la hausse désespère l'industriel. Cette guerre sociale en permanence n'est-elle pas une accusation terrible contre l'organisation présente?

Sous le régime communautaire, le bien profite à tout le monde et le mal ne profite à personne. Les bonnes récoltes sont une bénédiction, les mauvaises une calamité. Nul ne bénéficie de ce qui nuit aux autres et ne souffre de ce qui leur est utile. Toutes choses se règlent selon la justice et la raison. Le stock peut regorger, sans qu'il s'ensuive des crises industrielles et commerciales. Bien au contraire, l'accumulation des produits, impossible aujourd'hui sans désastres, n'aura de limite alors que leur détérioration naturelle.

Les pires plantes s'emparent souvent du terrain



au détriment des meilleures. Le capitalisme, âpre au gain, l'œil aux aguets, a saisi la portée de l'association, et ce magnifique instrument de progrès est devenu entre ses mains un véritable chassepot. Il en use pour exterminer la petite et moyenne industrie, le moyen et le petit commerce.

Ces pauvres gens meurent, étouffés dans l'ombre, à la muette. Ni éclat, ni scandale. On ne voit, on n'entend rien. Ils disparaissent incognito. Ceci est bien autre chose que les émeutes de 1848, cause de tant de fureurs aveugles et de vengeances sans pitié. Les commerçants peuvent méditer à loisir la fable de La Fontaine, le torrent au fracas inoffensif, la rivière qui engloutit sans bruit dans ses eaux tranquilles. On passe le torrent, les pieds un peu mouillés ; on reste au fond de la rivière.

Sur les ruines du bourgeois modeste s'élève, plus savante et plus terrible que le vieux patriat, cette triple féodalité financière, industrielle et commerciale qui tient sous ses pieds la société entière ; l'astuce au lieu de la violence, le détrousseur de grande route supplanté par le pick-pocket.

Il était écrit que le passé, avant de mourir, frapperait son dernier coup avec l'arme même qui doit le tuer. En frappant, il s'est porté de sa propre main une blessure mortelle. L'association, au service du capital, devient un fléau tel qu'il ne



sera pas longtemps supporté. C'est le privilège de ce glorieux principe de ne pouvoir faire que le bien. Il est pour le mal l'insecticide Vicat. Les punaises qui s'y frottent périssent empoisonnées.

Quand l'heure a sonné d'une évolution sociale tout se précipite à sa rescousse, pour aider l'enfantement. Les énergies épuisées qui vont s'éteindre lui apportent elles-mêmes, sans en avoir conscience, le concours de leur dernier effort. Nous assistons à un curieux spectacle. Sous nos yeux se déroulent les préliminaires de la communauté.

Qu'est-ce que l'assistance mutuelle, dont le principe reçoit à chaque instant une application nouvelle, et travaille à solidariser peu à peu tous les intérêts? Une des faces de la transformation qui s'approche. Et l'association, cette favorite du jour, panacée universelle dont les louanges retentissent en chœur, sans une seule voix discordante, qu'est-ce également sinon la grande avenue et le dernier mot du communisme?

Point d'illusions cependant. Ce dernier mot ne se dira pas, tant que la grande majorité reste accroupie dans l'ignorance. La lune descendrait sur notre globe, plutôt que la communauté, privée de son élément indispensable, les lumières. Il nous serait aussi facile à nous de respirer sans air qu'à elle d'exister sans l'instruction, son atmos-



phère et son véhicule. Entre ces deux choses, instruction et communisme, le lien est si étroit que l'une ne saurait faire sans l'autre, ni un pas en avant, ni un pas en arrière. Elles ont constamment marché de conserve et de front dans l'humanité, et ne se distanceront jamais d'une ligne jusqu'à la fin de leur commun voyage.

Ignorance et communauté sont incompatibles. Généralité de l'instruction sans communisme, et communisme sans généralité de l'instruction, constituent deux impossibilités égales. L'homme de la communauté, c'est celui qu'on ne trompe, ni ne mène. Or, tout ignorant est une dupe et un instrument de duperie, un serf et un instrument de servitude.

Supposez, une belle nuit, tous les soldats transformés en savants. J'ynagine que l'entrée des officiers dans la caserne, le lendemain matin, offrirait un spectacle des plus pittoresques, et que leur sortie s'opèrerait pour le moins au pas gymnastique. Rêvez mieux encore, les trente-huit millions de Français métamorphosés comme les soldats ci-dessus, d'un coup de baguette. En vingt-quatre heures, il ne resterait pas trace de gouvernement, et au bout d'un mois la communauté serait en pleine fonction.

Un insensé, sinon un jésuite, a osé dire dans une réunion publique : « Si la société était com-
« posée de producteurs, de bons ouvriers, mais



« ignorants, elle marcherait tombant de l'ex-
« ploitation au despotisme, mais elle vivrait. Si
« la société était composée de savants, nulle-
« ment producteurs, elle ne saurait vivre. »

Le même homme a dit aussi : « Je redoute cette
« anomalie de *déclassés* qu'on voit chaque jour,
« qui sont très instruits, très intelligents, et qui
« sont hors d'état de gagner leur vie. »

C'est encore ce précieux orateur qui « repousse
« l'enseignement gratuit, obligatoire et laïque,
« comme attentatoire à la liberté et aggravant
« la réglementation centralisatrice. »

Ce sont là tous les vœux et toutes les haines des
prêtres, vœux de ténèbres, haines des lumières.
La guerre aux *déclassés* était, après le coup d'Etat,
le cri de ralliement de la chasse impitoyable
faite aux instituteurs et aux collèges laïques.
Il faut lire les circulaires des préfets de cette
époque néfaste pour comprendre les projets de la
réaction clérico-monarchique.

L'enseignement libre livrerait toute l'éduca-
tion aux jésuites. Nulle concurrence possible
devant la coalition du clergé et du capital. La
trahison seule osera soutenir le contraire. Enfin,
l'anathème lancé à *une société toute composée de
savants* révèle suffisamment l'intention de perpé-
tuer le régime des castes, ici les parias du travail
manuel, là les privilégiés de l'intelligence, une
masse d'abrutis et une poignée d'abrutisseurs.



Il faut beaucoup d'audace, si ce n'est encore plus d'ineptie, pour prétendre qu'une nation de savants *ne saurait vivre*, et sans doute se laisserait mourir de faim. Aucun peuple des temps actuels ne pourrait lutter de puissance productive avec une nation de savants; soit en agriculture, soit en industrie. La distance entre les deux serait plus grande qu'entre les Gaulois de César et les Français de 1870.

Que les réunions publiques, si elles durent, prennent garde aux émissaires de la compagnie de Jésus. C'est sa tactique d'en entretenir dans tous les clubs, et, pour enlever les questions qui tiennent à cœur aux révérends pères, ces limiers ont l'ordre de prendre tous les masques. Or, l'intérêt clérical, c'est l'enseignement libre, la mise en suspicion de la science et des savants, et la guerre aux *déclassés*, autrement dit, aux hommes instruits et pauvres.

Quiconque, sous prétexte de liberté et d'économie, rejette l'enseignement gratuit et obligatoire, pour demander l'enseignement libre, est un agent du jésuitisme. Qu'il se dise d'ailleurs républicain, révolutionnaire, athée, matérialiste, socialiste, communiste, proudhoniste, tout ce qu'il voudra, peu importe la couleur de son masque, on peut, sans crainte d'erreur, l'appeler suppôt des jésuites. En effet, le bon sens montré que l'enseignement libre, sans intervention de



l'Etat, ni gratuité, c'est, par la toute-puissance de l'écu, le monopole de l'éducation aux mains des prêtres.

Or, enseignement du prêtre signifie ténèbres et oppression. L'armée noire, forte de cent mille soldats mâles et femelles, s'en va pleine de furie, colportant la nuit et posant partout l'éteignoir. Appuyée sur l'Etat, elle domine, gouverne, menace, comprime. Le bras séculier est à ses ordres, le capital lui prodigue toutes ses ressources, la sachant son meilleur auxiliaire, ou plutôt sa dernière planche de salut.

Qui ne connaît aujourd'hui ce péril? La démocratie entière, sans distinction de nuances, le proclame, en invoquant l'unique remède, l'instruction. Divisée pour tout le reste, elle est unanime sur ce point. Le même cri s'échappe de toutes les poitrines : « De la lumière! de la lumière! Plus d'abrutissement clérical! »

Vaines clameurs! le gouvernement fait la sourde oreille et ne répond que par l'accélération fiévreuse de l'influence jésuitique. Chaque année, se ferment par centaines les écoles laïques, et s'ouvrent plus nombreuses encore les écoles congréganistes. Si l'on compare 1848 à 1870, on verra que les filles, il y a 25 ans, appartenaient par moitié aux deux enseignements, et qu'il en reste à peine un sixième aujourd'hui aux laïques; que de 17 pour cent, le chiffre des garçons, empoi-



sonnés par l'éducation sacerdotale, s'est élevé à 50 pour cent, et que cette effrayante progression continue avec redoublement pour les deux sexes. Le plan de crétinisation universelle se poursuit sans relâche. S'accomplira-t-il?

Non! Mais quel retard dans l'avènement des jours heureux! Quelle halte désolante dans l'antagonisme et la misère! Les années fuient, inutiles et monotones, les générations passent, dévorées l'une après l'autre par le monstre de la superstition et de l'ignorance. Il est là debout, barrant à l'humanité le chemin de la terre promise qu'elle entrevoit dans le lointain, sans pouvoir l'atteindre.

Combien de temps encore faudra-t-il lutter contre cet ennemi qui ne fait jamais quartier, lui, et qu'on pardonne toujours, après l'avoir terrassé? Ah! si la Révolution avait fait son devoir en 1830, en 1848, ce demi-siècle, si tristement perdu, aurait suffi pour toucher le but. La guerre serait finie, et les nations, laissant, derrière elles, le passé s'enfoncer rapidement dans la nuit, s'avanceraient à grands pas vers un avenir toujours plus radieux.

La Révolution sera-t-elle sage enfin à son prochain triomphe, ou fera-t-elle grâce encore une fois au génie du mal, qu'elle a laissé jusqu'ici se relever plus terrible de chacune de ses chutes? Il a dans nos rangs des traîtres qui le protègent



aux heures de revers, avec des phrases cabalistiques dont le peuple est dupe. Le mot d'ordre de la prochaine trahison sera : « Suppression du budget des cultes ; séparation de l'Église et de l'État. » Traduisez : victoire du catholicisme, écrasement de la Révolution. Que notre devise à nous soit : « Suppression des cultes, « expulsion des prêtres ! » et qu'elle ne fléchisse ni devant la prière, ni devant la menace, ni devant l'astuce.

Céder serait la mort. La République victorieuse n'aura pas de temps à gaspiller en luttes inutiles. Trop d'obstacles exigeront des années de tranchée ouverte, pour s'amuser à l'attaque en règle d'une haie qui peut se franchir à la course. L'armée, la magistrature, le christianisme, l'organisation politique, simples haies. L'ignorance, bastion formidable. Un jour pour la haie ; pour le bastion, vingt ans.

La haie gênerait le siège ; — rasée. Il ne sera encore que trop long, et comme la communauté ne peut s'établir que sur l'emplacement du bastion détruit, il n'y faut pas compter pour le lendemain. Un voyage à la lune serait une chimère moins dangereuse. C'est pourtant le rêve de bien des impatiences, hélas ! trop légitimes, rêve irréalisable avant la transformation des esprits. La volonté même de la France entière resterait impuissante à devancer l'heure, et la tentative



n'aboutirait qu'à un échec, signal de furieuses réactions.

Il y a des conditions d'existence pour tous les organismes. En dehors de ces conditions, ils ne sont pas viables. La communauté ne peut s'improviser, parce qu'elle sera une conséquence de l'instruction qui ne s'improvise pas davantage. N'oublions pas la race des vampires qui est aussi celle des caméléons. Elle ne disparaîtrait pas plus, le lendemain de la Révolution, que la race des naïfs et des simples, sa pâture ordinaire.

Les habits seraient tôt retournés. On verrait surgir de terre, en foule, comme les champignons après l'orage, des charlatans de communisme pour embrigader les hommes, des tartufes de communauté pour embobeliner les femmes. A eux, prix infailible de l'intrigue, la gérance, c'est-à-dire la disposition discrétionnaire des biens communs. La masse des ignorants deviendrait leur proie et leur armée... absolument comme aujourd'hui, avec des conséquences bien autrement terribles : une telle mêlée de tyrannie et d'anarchie que la contre-révolution arriverait foudroyante, non pour un jour, mais pour de longues années, sous les terreurs vivaces du souvenir. Un bond effroyable en arrière!

N'est-ce point d'ailleurs folie de s'imaginer que, par une simple culbute, la société va retomber sur ses pieds, reconstruite à neuf? Non! les



choses ne se passent pas ainsi, ni chez les hommes, ni dans la nature.

La communauté s'avancera pas à pas, parallèlement à l'instruction sa compagne et son guide, jamais en avant, jamais en arrière, toujours de front. Elle sera complète le jour où, grâce à l'universalité des lumières, pas un seul homme ne pourra être la dupe d'un autre. Ce jour-là, nul ne voudra souffrir l'inégalité de fortune. Or, le communisme seul satisfait à cette condition. Les gens instruits ne la subissent aujourd'hui, cette inégalité, que par une nécessité d'honneur. Contre le vol social, la conscience interdit, au nom de la solidarité, toutes représailles particulières. Le voleur n'est qu'un émule du déprédateur capitaliste.

On objectera peut-être que l'égalité de l'éducation n'entraîne point du tout celle des intelligences, et qu'il restera toujours l'inégalité des cerveaux pour constituer une hiérarchie intellectuelle, depuis le génie jusqu'à la nullité.

D'accord. Mais chez le plus pauvre cerveau, l'instruction intégrale sera une armure suffisante, à l'épreuve de la tromperie, quel qu'en soit le masque. L'expérience le prouve. L'exploiteur rencontrerait sur chaque visage ce sourire écrasant qui veut dire : « Banquiste, va ! » La conviction de son impuissance lui épargnera ce déboire. D'ailleurs, l'ordre établi n'étant point une



improvisation, la race des vampires aura eu le temps de s'acclimater et de se résigner au nouveau milieu. Qu'on ne s'y trompe pas, la fraternité, c'est l'impossibilité de tuer son frère.

La plus utile des facultés humaines, la faculté protectrice par excellence, qui nous défend à la fois contre le dedans et le dehors, contre les autres et contre nous-mêmes, le jugement, trop rare aujourd'hui, prendra, par l'instruction intégrale, un essor prodigieux qui en fera l'arme de la société nouvelle. Fruit de l'expérience et de la comparaison, il y puisera une force inconnue. C'en sera fait alors de la ruse. Une clairvoyance implacable ira la dépister sous ses derniers déguisements. Fripons et dupes cesseront de former les deux grandes divisions de l'humanité.

Déjà la crédulité est partout battue en brèche. L'armée noire garde encore sous séquestre les enfants et les femmes. Les hommes l'abandonnent. Tenir l'enfant et perdre l'adulte! Avoir toujours à soi, par privilège, la page blanche où se gravent si aisément les impressions ineffaçables, et les voir ensuite effacer, remplacer, ... travail si rude! Quelle sentence irrévocable! Puisse-t-elle s'exécuter à bref délai!

Le génie demeurera une exception. Le jugement deviendra l'apanage commun. Il suffit pour détrôner à jamais l'hypocrisie, reine actuelle du monde. Tartufes de sentiment, tartufes de fran-



chise, tartufes de mansuétude, tartufes de dévouement, tartufes de cordialité, tartufes de candeur, tartufes de chevalerie, tartufes de vertu, tartufes de bonhomie, tartufes de bienveillance, tartufes, mes amis, abominables pestes, vous serez démasqués à la minute, sifflés, bafoués, et la tartuferie religieuse, la plus infernale de toutes, ne sera plus qu'un souvenir historique, souvenir d'étonnement et d'horreur.

Les yeux auront des regards si perçants que, chez tout individu, défauts et qualités se compteront un à un, comme dans un bocal de verre. Ah ! il faudra marcher droit, sous peine des rires et des huées. Et cependant l'indulgence sera le fond général des esprits, car le libre arbitre, par arrêt définitif de la science, aura cessé d'exister. Quant au crime, disparu avec le capital et la religion, ses père et mère.

Telles seront, d'après nous, les conséquences de l'universalité des lumières. Notez que, dans cet horoscope, le communisme figure comme simple effet, non comme cause. Il naîtra fatalement de l'instruction généralisée et ne peut naître que de là.

Or, on lui reproche d'être le sacrifice de l'individu et la négation de la liberté. Certes, s'il venait, par forceps, avant terme, ce triste avorton ferait fuir à toutes jambes vers les oignons d'Égypte. Mais s'il doit être fils de la science,



qui osera se porter accusateur contre l'enfant d'une telle mère? Où sont d'ailleurs les preuves à l'appui de l'imputation qu'on lui lance? Elle n'est qu'une insulte gratuite, puisque l'accusé n'a jamais vécu.

Et au nom de qui cette arrogante supposition? Au nom de l'individualisme qui, depuis des milliers d'années, assassine en permanence et la liberté et l'individu. Combien sont-ils, dans notre espèce, les individus dont il n'ait pas fait des ilotes et des victimes? Un sur dix mille peut-être. Dix mille martyrs pour un bourreau! Dix mille esclaves pour un tyran! et l'on plaide de par la liberté! Je comprends! Quelque sinistre escobarderie, embusquée derrière une définition. L'oligarchie ne s'intitule-t-elle pas démocratie, le parjure honnêteté, l'égorgeur modération?

La liberté qui plaide contre le communisme, nous la connaissons, c'est la liberté d'asservir, la liberté d'exploiter à merci, la liberté des grandes existences, comme dit Renan, avec les multitudes pour marchepied. Cette liberté-là, le peuple l'appelle oppression et crime. Il ne veut plus la nourrir de sa chair et de son sang.

Moralistes et législateurs posent tous en principe que l'homme est tenu de faire à la société le sacrifice d'une portion de sa liberté, en d'autres termes, que la liberté de chacun a pour limite la liberté d'autrui. Cette définition est-elle obéie par



l'ordre actuel, avec ses deux catégories de privilégiés et de parias ? Combien faut-il de servitudes pour faire une liberté ? 10, 20, 60, 100, 2.000, 30.000, 100 000 ? innombrables les tarifs, innombrables leurs applications. La chaîne seule ne varie pas.

Tout empiètement sur la liberté d'autrui viole la définition des moralistes, la seule légitime, quoique toujours restée un vain mot. Elle implique donc parité sociale entre les individus, d'où il suit que la liberté a pour limite l'égalité.

Seule, l'association intégrale peut satisfaire cette loi souveraine. Le vieil ordre la trépigne sans pudeur et sans pitié. Le communisme est la sauvegarde de l'individu ; l'individualisme en est l'extermination. Pour l'un tout individu est sacré. L'autre n'en tient pas plus compte que d'un ver de terre, et l'immole par hécatombe à la sanglante trinité Loyola, César et Shylock ; après quoi, il dit avec flegme : « La communauté *serait* « le sacrifice de l'individu. »

Elle troublerait le festin des anthropophages, cela est clair. Mais ceux qui en font les frais ne trouveront pas mauvais ce dérangement. C'est l'essentiel. Sous quel prétexte d'ailleurs nous chercher querelle ? S'agit-il d'imposer le communisme *à priori* ? Nullement. On se borne à prédire qu'il sera le résultat infaillible de l'instruction universalisée. Qui pourrait condamner le



développement rapide des lumières ? S'il doit s'en suivre l'avènement régulier de la communauté, personne n'a mot à dire.

Chacun proclame l'instruction la seule réponse possible aux énigmes du sphinx social. Il n'est pas bien sûr que cette invocation soit sincère dans toutes les bouches. Il en est encore de ce mot comme de tous ceux qui posent un problème. Autant de partis, autant de définitions. Pour les prêtres, c'est le catéchisme et point de science ; pour les socialistes, c'est la science et plus de catéchisme.

Rien d'étonnant dès lors dans cette unanimité des voix. Elle n'en cache pas moins une guerre à mort. Le peuple n'a pas à s'en inquiéter. Il est sans arrière-pensée, lui, et ne prend point de fausses enseignes. Il a toujours écrit sur la sienne : *Liberté, Instruction*, avec un sens clair et précis. Le cléricalisme, au contraire, après avoir longtemps chargé ces deux mots de ses anathèmes, s'est ravisé, voyant son impuissance, et les colle aujourd'hui à sa bannière, pour bénéficier de leur prestige. Double et impudent mensonge. Que lui importe, pourvu qu'il fasse des dupes !

Que le conservatisme pressente où conduit la diffusion des lumières, son alliance avec l'éteignoir le dit assez haut. Plus d'ignorance, plus d'oppression ! il est sapé par la base, et lutte



pour prolonger les ténèbres, son milieu vital. Au socialisme la tâche opposée : faire émerger de la nuit présente le ciel lumineux qui éclairera sa victoire, victoire de la justice et du sens commun, sur la malfesance et l'absurdité. Sa mission alors sera remplie.

On prétend toutefois exiger de lui davantage. La doctrine capitaliste, qui a comblé et comble encore le genre humain de tant de bienfaits, se tourmente fort de voir son pupille s'acheminer vers d'autres drapeaux. Dans sa sollicitude, elle somme le communisme, son jeune rival, d'exposer par le menu les détails de l'organisation future, de résoudre toutes les difficultés qu'il lui plaît de prévoir, de servir enfin à sa curiosité un édifice, complet de la cave au grenier, sans omission d'un clou ni d'une cheville.

« Comment le citoyen de la nouvelle Salente
« disposera-t-il de sa personne, de son temps,
« de ses fantaisies de voyage ou de repos? Qui
« lavera la vaisselle? Qui balaiera? Qui videra
« les pots de chambre et remplira les tinettes?
« Qui tirera la houille des mines, etc. ? »

A ces interrogations impertinentes une seule réponse : « Cela ne vous regarde pas, ni moi non !
« plus. »

Eh ! quoi ! Voici quarante à cinquante millions d'hommes, tous ferrés à glace, mieux que pas un académicien, tous armés de pied en cap contre la



violence et la ruse, tous susceptibles comme des sensitives, ombrageux comme des chevaux sauvages. Rien de ce quelque chose d'exécration et d'exécration qui s'appelle un gouvernement ne pourrait montrer son nez au milieu d'eux; pas une ombre d'autorité, pas un atome de contrainte, pas un souffle d'influence! Et ces quarante millions de capacités, à qui nul de nous n'irait à la cheville, auraient besoin, pour s'organiser, de nos conseils, de nos règlements, de notre férule! Ils ne sauraient, sans nous, où trouver des chemises et des culottes, et ils seraient gens à mettre dans leur oreille, si nous ne les avions prévenus qu'on mange par la bouche! C'est fort. Quant à moi, s'ils venaient me relancer dans ma tombe sur la question des pots de chambre, je leur dirais tout net: « Quand on ne sait pas se boucher le nez, on se bouche le derrière. »

Nos quarante immortels eux-mêmes, si une multiplication soudaine par six zéros improvisait un million de Thiers, un million d'Ollivier, un million de Dupanloup, etc., avec la France déserte, à leur disposition, croyez-vous bonnement que, montés au chiffre de quarante millions, ils passeraient tout leur temps à s'adresser des harangues en vers et en prose? Pas si fous! *Item*, il faut déjeuner, et ils n'attendraient pas une heure pour mettre la main à la pâte.

Naturellement, le premier vote aurait pour



objet la division du travail. Le système des castes, presque installé d'avance par le fait des quarante types, serait-il acclamé d'enthousiasme? Oh! que nenni! Plus si écrivisses les quarante, après la multiplication! Je me persuade que les Mérimée, par exemple, ne tiendraient pas obstinément au privilège de rincer les vases de nuit, fût-ce des vases étrusques. Tant de fortes têtes sauraient bien entourer cette besogne indispensable d'une auréole de poésie, qui permit de dire de tous et de chacun :

Ce réac édenté devint, à son honneur,
D'assez triste écrivain, merveilleux vidangeur.

C'est une chose réjouissante, quand on discute communisme, comme les terreurs de l'adversaire le portent d'instinct sur ce meuble fatal! « Qui videra le pot de chambre? » C'est toujours le premier cri. « Qui videra *mon* pot de chambre? » veut-il dire, au fond. Mais il est trop avisé pour user du pronom possessif et, généreusement, il consacre ses alarmes à la postérité.

Sale chose que l'égoïsme de l'heure vivante! Un mélange de cynisme et d'hypocrisie! Est-il question du passé? Feuilles mortes! on en fait litière. L'histoire s'esquisse à grands traits, du plus beau sang-froid, avec des monceaux de cadavres et de ruines. Nulle boucherie ne fait sourciller ces fronts impassibles. Le massacre



d'un peuple, évolution de l'humanité. L'invasion des barbares ? infusion de sang jeune et neuf dans les vieilles veines de l'Empire romain. La trombe des Germains et des Huns n'a passé sur le monde latin que pour en purifier l'atmosphère corrompue. Ouragan providentiel ! Quant aux populations et aux villes que le fléau a couchées sur son passage, ... nécessité... marche fatale du progrès. Tout est bien qui a enfanté le présent, c'est-à-dire *nous*. Pas d'avances trop dispendieuses pour un si beau produit.

Mais s'agit-il des générations à venir ? Quel changement ! A l'insensibilité succède une passion délirante. On est pris d'une telle furie de tendresse devant ces pouparts en perspective, qu'on se hâte de les mettre sous clé, afin de les préserver des accidents. Leurs pas, leurs gestes, sont comptés, équilibrés, crainte de chute. Tout est réglé d'avance, comme un papier de musique, pour les pauvres petits automates, et à perpétuité, s'il vous plaît. Religion perpétuelle, dynastie perpétuelle, lois perpétuelles, et surtout dette perpétuelle, en paiement légitime de tant de sollicitude et d'amour.

Hé ! bonnes gens, quand vous aurez rejoint vos ancêtres, on fera de vous le cas, et un peu moins, que vous avez fait d'eux. Après s'être mises à l'abri de l'infection de vos carcasses matérielles, les poupées à ressorts de votre usine casseront



tous leurs ressorts, et feront, à peu près en ces termes, l'oraison funèbre de vos carcasses morales :

« Dans l'histoire de l'Humanité, vous êtes la
 « page du choléra et de la peste. Les barbaries
 « et les sottises de vos aïeux étaient la faute de
 « l'ignorance, le résultat de convictions aveugles.
 « Vous avez fait le mal, vous, sciemment, avec
 « préméditation, par noir égoïsme. Car vous
 « n'avez jamais cru à rien qu'à votre intérêt,
 « ignobles sceptiques, et à cet intérêt, vous avez
 « voulu sacrifier jusqu'à vos plus lointains
 « neveux.

« Qui vous avait donné mandat de stipuler en
 « notre nom, de penser et d'agir pour nous ?
 « Avons-nous consenti la traite tirée sur notre
 « travail ? Tartufes ! sous prétexte d'assurer
 « notre bien-être, vous avez dévoré d'avance le
 « fruit de nos sueurs, nous crevant de votre
 « mieux les yeux et les oreilles, pour nous empê-
 « cher de voir et d'entendre. Que ne vous bor-
 « niez-vous à vos affaires, en nous laissant le
 « soin des nôtres ? Vous aviez l'impôt annuel,
 « pour recette et pour dépense. Il fallait rester
 « dans cette limite et vous conduire en loyaux
 « usufruitiers, frais et profits compensés. Nous
 « n'acceptons l'héritage que sous bénéfice d'in-
 « ventaire. Qui fait les dettes, les paye.

« On dit que vos emprunts avaient pour but



« des travaux profitables à la postérité, et qu'elle
« doit prendre sa part des charges comme des
« bénéfiques. On travaille pour elle, à elle de
« payer. — *Pour elle ?* Hypocrites ! quelle entre-
« prise a jamais été conçue dans un intérêt
« futur ? Non ! Le présent ne songe qu'à lui. Il se
« moque de l'avenir aussi bien que du passé. Il
« exploite les débris de l'un, et veut exploiter
« l'autre par anticipation. Il dit : « Après moi le
« déluge ! » ou, s'il ne le dit pas, il le pense, et
« agit en conséquence. Ménage-t-on les trésors
« amassés par la nature, trésors qui ne sont point
« inépuisables et ne se reproduiront pas ? On fait
« de la houille un odieux gaspillage, sous prétexte
« de gisements inconnus, réserve de l'avenir. On
« extermine la baleine, ressource puissante, qui
« va disparaître, perdue pour nos descendants.
« Le présent saccage et détruit au hasard, pour
« ses besoins ou ses caprices. »

Donc, occupons-nous d'aujourd'hui. Demain ne nous appartient pas, ne nous regarde pas. Notre seul devoir est de lui préparer de bons matériaux pour son travail d'organisation. Le reste n'est plus de notre compétence. Un bas Breton n'a point à faire la leçon à l'Institut. Si monsieur Veillot soutient le contraire, comme c'est probable, disons à son intention personnelle : « Gros-Jean n'en doit pas remonter à son curé. » Ce rôle de bas Breton ou de Gros-Jean n'est-il pas grotesque ? et



ne faut-il pas admirer la fatuité de ces Lycurgues qui se croient tenus en conscience de minuter article par article le code de l'avenir ? Ils semblent craindre que ces pauvres générations futures ne sachent pas mettre un pied devant l'autre, et s'empressent de leur fabriquer, qui un bourrelet, qui des brassières, qui une petite prison roulante pour leur apprendre à marcher libres.

Il est vrai que ces générations ne seront pas en reste de charité, et s'attendront à leur tour sur la folie de ces bons ancêtres, maçonnant à l'envi des édifices sociaux pour y claquemurer la postérité. La vieille prison est encore debout; menaçante et noire, avec deux ou trois lézardes à peine qui ont permis l'évasion de quelques captifs, et déjà, comme les mères-poules, à la vue de leurs petits canards descendus à l'eau, les néo-révélateurs sont dans les transes pour les malheureux évadés qui s'ébattent joyeusement au soleil :

« Eh ! mes enfants ! quelle imprudence ! Vous allez vous enrhummer au grand air. Vite, rentrez dans le beau palais que j'ai construit en votre faveur. On n'a jamais vu, on ne verra jamais son pareil. »

Ils sont déjà trois ou quatre Moïses qui assurent avoir bâti à chaux et à ciment pour l'éternité, et les portes de l'enfer ne prévaudront certes pas contre ces paradis neufs à l'enchère. Libre à un croyant de chercher, à travers la brume, quelque



fugitive échappée sur le monument de l'avenir. C'est un but honnête de promenade et un excellent exercice pour les yeux. Mais nous rapporter de cette excursion un dessin complet et minutieux de l'édifice, plan, coupe, hauteur et détails, avec état de lieux authentique, ... non, mon ami, non, rempochez votre épure.

La manie serait innocente, si ces fanatiques amants de claustration ne prêtaient main-forte contre les démolisseurs de la vieille geôle, qui refusent de travailler à la confection de la nouvelle, et prétendent laisser le public en promenade, chose horrible suivant tous les messies.

Que la civilisation ait pour couronnement inévitable la communauté, il serait difficile de nier cette évidence. L'étude du passé et du présent atteste que tout progrès est un pas fait dans cette voie, et l'examen des problèmes aujourd'hui en litige ne permet pas d'y trouver une autre solution raisonnable. Tout est en pleine marche vers ce dénouement. Il ne relève que de l'instruction publique, par conséquent de notre bonne volonté. Le communisme n'est donc pas une utopie. Il est un développement normal, et n'a aucune parenté avec les trois ou quatre systèmes, sortis tout équipés de cervelles fantaisistes.

Cabet, par son Icarie et sa tentative de Nauvoo, a eu précisément le tort d'assimiler l'idéal régulier de l'avenir aux hypothèses en l'air des révé-



lateurs de pacotille. Il a dû échouer plus rudement encore que ses émules, le communisme étant une résultante générale, et non point un œuf pondu et couvé dans un coin de l'espèce humaine, par un oiseau à deux pieds, sans plumes ni ailes.

Saint-simoniens, fouriéristes, positivistes, ont tous déclaré la guerre à la Révolution, accusée par eux de négativisme incorrigible. Pendant une trentaine d'années, leurs prêches ont annoncé à l'univers la fin de l'ère de destruction et l'avènement de la période organique, dans la personne de leurs messies respectifs. Rivaux de boutique, les trois sectes ne s'accordaient que dans leurs diatribes contre les révolutionnaires, pécheurs endurcis, refusant d'ouvrir les yeux à la lumière nouvelle et les oreilles à la parole de vie.

Chose remarquable qui suffit pour établir la distinction, les communistes n'ont cessé de former l'avant-garde la plus audacieuse de la démocratie, tandis que les poursuivants d'hypothèses ont rivalisé de platitudes devant tous les gouvernements rétrogrades et mendié leurs bonnes grâces par l'insulte à la République. C'est que le communisme est l'essence, la moelle de la Révolution, tandis que les nouvelles religions n'en furent jamais que les ennemies, tout comme l'ancienne.

Personne n'ignore ce que sont aujourd'hui les



saint-simoniens : des piliers de l'Empire. On ne peut pas certes les accuser d'apostasie. Leurs doctrines ont triomphé : la souveraineté du capital, l'omnipotence de la banque et de la haute industrie. Ils trônent avec elles, rien de mieux. Mais dire que ces braves gens ont été pris pour de dangereux novateurs !

Les fouriéristes, après avoir fait, dix-huit ans, leur cour à Louis-Philippe sur le dos des républicains, ont passé à la République avec la victoire, fort étonnés bientôt et encore plus déçus de rencontrer la proscription où ils avaient cru trouver la puissance. Disparus dans la tempête avec leur burlesque utopie. Les débris restent mêlés aux rangs démocratiques. Ils n'ont plus d'espoir ailleurs.

Le positivisme, troisième chimère du siècle, a débuté par la négation de tous les cultes, et fini par le système des castes, enté sur une caricature de catholicisme. Du reste, il s'est divisé. Les orthodoxes disent gravement la messe Comtiste dans la chambre mortuaire du prophète. Les protestants passent leur vie à nier la doctrine qu'ils prêchent, ou prêcher la doctrine qu'ils nient, comme on voudra. Tous également remarquables par leur crainte des coups, leur respect de la force et leur soin de fuir le contact des vaincus.

Comte a consacré ses dernières années au



panégyrique de l'empereur Nicolas et au trépi-
gnement des révolutionnaires. Il avait imaginé
ses castes pour gagner le cœur de la réaction.
La réaction et le tzar n'ont pas daigné tourner
la tête.

Les schismatiques font un certain bruit et pos-
sèdent un simulacre d'influence, grâce aux trem-
bleurs de l'athéisme qui sont venus s'abriter
sous une équivoque. Passé le péril, cette
ombre d'existence s'évanouira, et les positivistes
prendront la queue du socialisme ou émigreront
dans le camp conservateur.

Le communisme, qui est la Révolution même,
doit se garder des allures de l'utopie et ne se
séparer jamais de la politique. Il en était dehors
naguère. Il s'y trouve en plein cœur aujourd'hui.
Elle n'est plus que sa servante. Il ne doit pas la
surmener, afin de conserver ses services. Il lui
est impossible de s'imposer brusquement, pas
plus le lendemain que la veille d'une victoire.
Autant vaudrait partir pour le soleil. Avant
d'être bien haut, on se retrouverait par terre,
avec membres brisés et une bonne halte à
l'hôpital.

N'oublions pas notre axiome : instruction et
communauté cheminent de front et ne peuvent se
devancer d'un pas. C'est beaucoup déjà d'avoir
une sœur siamoise que tout le monde appelle à
grand cris. L'une ne viendra pas sans l'autre.



Il est vrai que ces appels unanimes ont un sous-entendu : la définition. Or, nous l'avons vu, la définition est double, noire et blanche. Ne soyons pas dupes. Les pièces sont là. Le gouvernement et le conservatisme ne veulent que l'instruction donnée par les prêtres, ce qui signifie : ténèbres. Ils poussent avec frénésie à ce résultat. César, Shylock et Loyola marchent, les coudes serrés, à la conquête de la nuit. Ils n'arriveront pas, mais ils nous empêchent aussi d'arriver.

Les deux forces aux prises se tiennent mutuellement en échec. Personne n'avance, personne ne recule. Immobilité sur place. Pour nous, dans la situation, c'est un succès. La nuit tient à ses ordres 50.000 prêtres, 50.000 congréganistes et à peu près 40.000 instituteurs. Car, presque tous aujourd'hui obéissent à la sacristie. L'Université est en pleine trahison.

On ne peut même pas compter sur la presse. Celle de l'opposition ne dépasse guère les murs des villes. La campagne appartient aux feuilles rétrogrades qui viennent appuyer de leur propagande écrite la propagande orale du curé, des ignorantins et des grands propriétaires. Tout est contre nous, rien pour nous.

Que nous reste-il donc ? Le souffle du progrès qui circule dans l'air, les communications d'homme à homme par les routes ferrées, la conscience publique, le spectacle de nos ennemis



surtout, notre meilleur plaidoyer. Ce qui grandit peut-être, c'est la colère, force précaire. La colère d'aujourd'hui devient souvent la peur de demain. Point de base solide que l'instruction, et les efforts adverses la paralysent. Nous marquons le pas.

Mais le lendemain d'une révolution, coup de théâtre. Non pas qu'il s'opère une transformation subite. Hommes et choses sont les mêmes que la veille. Seulement l'espoir et la crainte ont changé de camp. Les chaînes sont tombées, la nation est libre, et un horizon immense s'ouvre devant elle.

Que faire alors ? Atteler un nouveau relai au même chariot, comme en 1848, et reprendre tranquillement les mêmes ornières ? On sait où elles mènent. Si, au contraire, le sens commun a pris enfin le dessus, voici, tracées côte à côte, deux routes parallèles. L'une, d'étape en étape, aboutit à l'instruction intégrale universelle ; l'autre, par des étapes correspondantes, à la communauté.

Sur les deux routes, au début, même mesure : destruction des obstacles. Ils sont bien connus. Ici, l'armée noire ; à côté, la conspiration du capital. L'armée noire, on l'évacue au-delà des frontières, besogne simple. Le capital est moins accommodant. On sait son procédé invariable : il fuit ou se cache. Après quoi, le capitalisme se



met à la fenêtre et regarde tranquillement le peuple barboter dans le ruisseau. C'est l'histoire de 48. Le peuple a gémi, pleuré, maugréé, puis, se fâchant trop tard, a été bien battu et a repris ses fers. Ne recommençons pas.

Empêcher la disparition du numéraire, impossible ! Il n'y faut pas songer seulement. Mais les immeubles, voire les meubles, ne peuvent ni se cacher, ni fuir. Cela suffit. On court au plus pressé.

DISPOSITIONS IMMÉDIATES

Dans l'ordre économique.

1° — Commandement à tous les chefs d'industrie et de commerce, sous peine d'expulsion du territoire, de maintenir provisoirement dans le *statu quo* leur situation présente, personnel et salaire. L'État prendrait des arrangements avec eux. Substitution d'une régie à tout patron expulsé pour cause de refus.

2° — Convocation d'assemblées compétentes, pour régler la question des douanes, celle des mines et des grandes Compagnies industrielles, celle du crédit et de l'instrument d'échange.

3° — Assemblée chargée de jeter les bases des associations ouvrières.



Par le commandement aux patrons, le coup de Jarnac du capital serait paré. A la première heure, c'est l'essentiel. Les travailleurs pourront attendre ailleurs que dans le ruisseau les nouvelles mesures sociales.

Dans l'ordre politique.

Suppression de l'armée et de la magistrature. — Révocation immédiate des fonctionnaires moyens et supérieurs. Maintien provisoire des employés. — Expulsion de toute l'armée noire, mâle et femelle. — Réunion au domaine de l'État de tous les biens meubles et immeubles des églises, communautés et congrégations des deux sexes, ainsi que de leurs prête-noms. — Répétitions à exercer contre les ennemis sérieux de la République, pour actes postérieurs au 24 février 1848. — Annulation de toute vente de ces biens ou de toute hypothèque prise sur eux, depuis cette même date.

Réorganisation du personnel fonctionnaire. — Plus de Code pénal, ni de magistrature. — Arbitres au civil, jurés au criminel. Peine proportionnelle à la faute, et toujours édictée par le jury, selon sa conscience, sans tarif obligatoire. — Nature des diverses peines, seule formulée d'avance.

Formation d'une armée nationale sédentaire. —

Armement général des ouvriers et des populations républicaines.

Aucune liberté pour l'ennemi.

Ordre financier.

Suppression du grand livre de la dette publique.
— Commission pour le règlement de la Caisse d'épargne.

Remplacement de toutes les contributions directes ou indirectes par un impôt direct, progressif, sur les successions et sur le revenu.

Instruction publique.

Constitution d'un corps enseignant des trois degrés : primaire, secondaire et supérieur.

Gouvernement.

Dictature parisienne.

L'appel précipité au suffrage universel en 1848 fut une trahison réfléchie. On savait, que, par le bâillonnement de la presse depuis le 18 Brumaire, la province était devenue la proie du clergé, du fonctionnarisme et des aristocraties. Demander un vote à ces populations asservies, c'était le demander à leurs maîtres. Les républicains de



bonne foi réclamaient l'ajournement des comices jusqu'à pleine libération des consciences par une polémique sans entraves. Grand effroi pour la réaction, aussi certaine de sa victoire immédiate, que de sa défaite au bout d'un an. Le gouvernement provisoire lui a livré avec préméditation la République qu'il avait subie avec colère.

Le recours au scrutin le lendemain de la Révolution ne pourrait avoir que deux buts également coupables : enlever le vote par contrainte, ou ramener la monarchie. On dira que c'est là un aveu de minorité et de violence. Non ! la majorité acquise par la terreur et le bâillon n'est pas une majorité de citoyens, mais un troupeau d'esclaves. C'est un tribunal aveugle qui a écouté soixante-dix ans une seule des deux parties. Il se doit à lui-même d'écouter soixante-dix ans la partie adverse. Puisqu'elles n'ont pu plaider ensemble, elles plaideront l'une après l'autre.

En prévision des événements, déjà les mielleux de la réaction brodent des homélies sentimentales sur cette antienne : « Il est bien malheureux que les partis ne cherchent dans la victoire que les représailles, au lieu d'y chercher la liberté. » L'antienne est fausse.

En 1848, les républicains, oubliant cinquante années de persécutions, ont accordé liberté pleine et entière à leurs ennemis. L'heure était solennelle et décisive. Elle ne reviendra plus. Les



vainqueurs, malgré de longs et cruels griefs, prenaient l'initiative, donnaient l'exemple.

Quelle fut la réponse ? L'extermination. Affaire réglée. Le jour où le bâillon sortira de la bouche du travail, ce sera pour entrer dans celle du capital.

Un an de dictature parisienne en 48 aurait épargné à la France et à l'histoire le quart de siècle qui touche à son terme. S'il en faut dix ans cette fois, qu'on n'hésite pas. Après tout, le gouvernement de Paris est le gouvernement du pays par le pays, donc le seul légitime. Paris n'est point une cité municipale, cantonnée dans ses intérêts personnels, c'est une véritable représentation nationale.

Il importe au salut de la Révolution qu'elle sache unir la prudence à l'énergie. L'attaque au principe de la propriété serait inutile autant que dangereuse. Loin de s'imposer par décret, le communisme doit attendre son avènement des libres résolutions du pays, et ces résolutions ne peuvent sortir que de la diffusion générale des lumières.

Les ténèbres ne se dissipent pas en vingt-quatre heures. De tous nos ennemis, c'est le plus tenace. Vingt années ne suffiront peut-être pas à faire le jour complet. Les ouvriers éclairés savent déjà par expérience que le principal, on peut même dire, le seul obstacle au développement des asso-



ciations, est l'ignorance. Les masses ne comprennent pas et se défient. Défiance trop légitime, hélas ! La race des vampires est toujours là, prête à recommencer l'exploitation sous de nouveaux masques. Les ignorants, par un instinct vague de ce danger, préfèrent encore la simplicité du salariat. Ils en savent par cœur les inconvénients et les avantages. La complication les effraie. Rien d'aussi décourageant que de ne pas voir clair dans son jeu, quand la vie en dépend.

Néanmoins, les bienfaits manifestes de l'association ne tarderont pas à éclater aux yeux de tout le prolétariat de l'industrie, dès que le pouvoir travaillera pour la lumière, et le ralliement peut s'accomplir avec une extrême rapidité.

Autrement grave est la difficulté dans les campagnes. D'abord l'ignorance et le soupçon hantent beaucoup plus encore la chaumière que l'atelier. Puis il n'existe pas d'aussi puissants motifs de nécessité et d'intérêt qui entraînent le paysan vers l'association. Son instrument de travail est solide et fixe. L'industrie, création artificielle du capital, est un navire battu par les flots et menacé à chaque instant du naufrage. L'agriculture a sous ses pieds le plancher des vaches qui ne sombre jamais.

Le paysan connaît son terrain, s'y cantonne, s'y retranche et ne redoute que l'empiètement.



Le naufrage, pour lui, serait l'engloutissement de sa parcelle dans cet océan de terres dont il ignore les limites. Aussi *partage* et *communauté* sont-ils des mots qui sonnent le tocsin à ses oreilles. Ils ont contribué pour une bonne part aux malheurs de la République en 1848, et servent derechef contre elle, depuis la nouvelle coalition des trois monarchies.

Ce n'est pas une raison pour rayer le mot *communisme* du dictionnaire politique. Loin de là, il faut habituer les campagnards à l'entendre, non comme une menace, mais comme une espérance. Il suffit de bien établir que la communauté est simplement l'association intégrale de tout le pays, formée peu à peu d'associations partielles, grossies par des fédérations successives. L'association politique du territoire français existe déjà. Pourquoi l'association économique n'en deviendrait-elle pas le complément naturel, par le progrès des idées ?

Mais il faut déclarer nettement que nul ne pourra jamais être forcé de s'adjoindre avec son champ à une association quelconque, et que, s'il y entre, ce sera toujours de sa pleine et libre volonté. Les répétitions sur les biens des ennemis de la République seront exercées, à titre d'amende, par arrêt de commissions judiciaires, ce qui n'implique en rien le principe de propriété.

Il sera indispensable également d'annoncer que



ces arrêts respecteront les petits et moyens propriétaires, attendu que leur hostilité, sans importance quand elle existe, ne mérite pas une représaille. Ce qu'il faut balayer du sol, sans hésitation, sans scrupule, ce sont les aristocraties et le clergé. A la frontière, marche !

Dans quels délais le communisme pourra-t-il s'installer en France ? Question difficile. A juger par la disposition présente des esprits, il ne frapperait pas précisément aux portes. Mais rien de si trompeur qu'une situation, parce que rien n'est si mobile. La grande barrière, on ne le redira jamais trop, est l'ignorance. Là-dessus, Paris se fait illusion. C'est tout simple. D'un milieu lumineux on n'aperçoit pas la région de l'ombre. Les journaux, les voyageurs racontent la province, ils ne sauraient la peindre. Il faut plonger dans les ténèbres pour les comprendre. Elles couvrent la France par couches si épaisses qu'il semble impossible de les soulever. Sur un point unique le soleil, sur quelques autres à peine des aubes naissantes, de faibles crépuscules, partout ailleurs la nuit.

De là, pour nous, l'impossibilité de voir clairement la solution du problème social. Entre ce qui est et ce qui veut être, il existe une distance si prodigieuse que la pensée n'arrive pas à la franchir. Une hypothèse cependant donne la clef de l'énigme. Si chaque citoyen avait l'instruction



du lycée, par quel procédé s'établirait l'égalité absolue, moyen unique de concilier les impérieuses prétentions de tous ? Par le communisme, sans une ombre de doute. Le communisme est la seule organisation possible d'une société, savante à l'extrême, et dès lors violemment égalitaire.

Que la soif de supériorité soit le premier, le plus irrésistible effet de l'instruction, il suffit, pour s'en convaincre, de jeter les yeux autour de soi et sur soi. Qui, parmi les gens éclairés, voudrait souffrir une prédominance quelconque, s'il n'y était contraint par la force ? L'habitude de cette contrainte donne l'habitude de la résignation. On n'y songe même pas, ou si l'on y songe, c'est avec ce haussement d'épaules, geste éloquent de l'impuissance.

Or, qu'est-ce que la force brutale ? C'est l'ignorance, par la grâce du hasard, aux ordres du premier venu, l'ignorance embrigadée, tremblante et soumise, instrument à la fois et victime de la violence. Plus d'ignorants, plus de soldats ! Toute prépotence est anéantie. Qui pourra régenter son voisin ou vivre à ses dépens ? L'égalité sera la première loi. La fraternité et la liberté deviendront ses compagnes naturelles, toujours par nécessité. Le communisme sera certainement la forme obligée d'un tel ordre social, car seul, il résout, d'après le sens commun, tous les problèmes économiques.



Voilà justement aussi pourquoi il ne saurait être la forme de la société présente. Il n'est compatible qu'avec l'universalité des lumières, et nous n'en sommes pas là. Les tentatives prématurées pour l'implanter dans un milieu réfractaire n'enfanteraient que désastres. En 1848, la majorité des ouvriers a mal accueilli l'égalité des salaires, peu conciliable en effet avec une instruction bornée.

L'association, cette mère future du communisme, n'en est encore qu'à la première période de gestation. Elle maintient ses adhérents sous le régime de l'échange, par conséquent de l'individualisme. Nul ne la consentirait plus étroite. Rien n'est mûr pour de si profondes transformations. Jusqu'ici, la communauté n'a donné d'elle au monde qu'une manifestation hideuse, le cloître. Celle de l'avenir sera la liberté. Un chemin est sec et ferme par le froid comme par le chaud. Entre les deux, il y a le dégel. • •

On a osé, à Paris, en pleine réunion publique, reprendre contre les *déclassés* les diatribes du coup d'Etat. On a osé dire qu'une société de savants ne serait pas viable, et qu'on doit lui préférer une société d'abrutis. Se plaindre qu'il y ait trop d'hommes instruits, alors que la nation est esclave par ignorance, n'est-ce point le langage des ennemis du peuple? Ils le sentent si bien que leur tactique s'enveloppe de gros com-



pliments. Ils dorent la pilule avec une flagornerie, en prêchant aux prolétaires que les habiletés de la main valent les puissances du cerveau. Les travailleurs dévoués à l'émancipation des masses connaissent bien tout le poison de cet encens. Ils savent trop que ni la force, ni l'adresse ne sont l'intelligence, et que l'auteur de tel chef-d'œuvre industriel peut être en même temps une dupe aveugle.

Voyez l'Inde et la Chine. L'Europe n'a jamais pu égaler les Hindous dans le tissage du cachemire. Comme artistes, comme artisans, les Chinois sont au moins nos rivaux. Et cependant, quelle dégradation! Pourquoi? La pensée est absente.

Combien d'animaux même se montrent les émules, sinon les supérieurs de l'homme dans la manipulation de la matière! Certains nids d'oiseaux sont d'inimitables chefs-d'œuvre. Quels plus merveilleux ouvriers que l'abeille et l'araignée! L'abeille juxtapose ses tubes hexagones avec une précision géométrique que nous ne pourrions jamais surpasser. L'araignée défie la science du mathématicien et tout l'art du tisseur, dans les mille calculs qui savent nouer ses fils et adapter ses toiles aux emplacements les plus divers. Deux simples insectes pourtant!

Non! ce n'est pas la dextérité manuelle, c'est l'idée seule qui fait l'homme. L'instrument de la



délivrance n'est point le bras, mais le cerveau, et le cerveau ne vit que par l'instruction. L'attaque à cette mère nourrice de la pensée est un attentat contre l'être pensant lui-même, un crime social.

L'estomac ne peut supporter l'abstinence. Le cerveau s'y habitue aisément, au contraire. Plus il pâtit, moins il ressent le besoin. L'excès de privation ne lui donne pas l'avidité, mais le dégoût et la fatigue de la nourriture. Il ne sent pas son mal, il s'y complait même, et s'abandonne volontiers aux langueurs de cette léthargie. Si le jeûne de l'estomac cause la mort physique, celui du cerveau amène la mort intellectuelle. Il ne reste que des brutes satisfaites de croupir dans une vie purement bestiale. C'est ainsi que, par une atrophie savante des facultés de l'âme, la tyrannie sait arriver à l'extinction morale d'un peuple, et le raie en quelque sorte de l'humanité. Une nation peut pardonner à ses oppresseurs la servitude, les prisons, les supplices, la misère, la faim, toutes les violences, toutes les calamités, toutes les douleurs, mais l'attentat sur son cerveau, mais l'étouffement de son intelligence, jamais, jamais, jamais ! Pour un tel forfait point de pardon possible !

Laissons donc là les billevesées, les programmes fantaisistes, les querelles de mots et de formes. Le salut du peuple est dans l'instruc-



tion. C'est le cri universel : De la lumière ! De la lumière ! L'ennemi n'en veut pas, lui. Il s'épuise en efforts désespérés pour nous refouler dans le moyen âge. Qui ne se rappelle ces paroles mémorables de Montalembert, à la tribune législative en 1850 : « Deux armées sont en présence, l'armée du bien et l'armée du mal. L'armée du bien, 40.000 curés ; l'armée du mal, 40.000 instituteurs. »

Eh ! bien, ces deux armées aujourd'hui n'en font plus qu'une. L'appel de Montalembert a été entendu. Qu'on ouvre le *Moniteur* après le coup d'Etat, on y trouvera l'exécution littérale de son programme : Les collèges partout remplacés par des jésuitières ; les instituteurs traqués comme des bêtes fauves ; les anathèmes contre le *déclassement*, ce qui veut dire contre l'instruction du pauvre ; l'enseignement primaire réduit au catéchisme ; dans les lycées, la suppression de la philosophie, et la bifurcation ou plutôt l'étranglement des études ; les jeunes générations livrées au clergé ; partout une guerre à mort aux lumières, partout la race du capital appelant à grands cris le prêtre et les ténèbres au secours de son omnipotence en péril.

En ces jours néfastes, qui aurait pu retenir ses larmes devant le déchainement de toutes les perversités contre la pensée humaine ! Quelle conscience de leur crime dans un tel acharnement !



Oh ! s'il leur eût été donné d'emporter la France loin, bien loin, au sein des plus reculés océans, avec quelle volupté de rage ils auraient anéanti tous les monuments de l'esprit humain, la lettre moulée elle-même et jusqu'au nom de l'imprimerie !

Malheureusement pour eux, si on transporte les citoyens, le sol reste en place, et comme, au milieu du monde civilisé, l'intelligence seule fait la véritable force, nos triomphateurs allaient périr bientôt par leur propre victoire. Il a fallu s'arrêter sous peine de mort, et ne pas détruire complètement les fonctions du cerveau. Mais quelles ruines déjà ! Et nous ne sommes pas au bout. La triade Sabre-Écu-Goupillon, toujours souveraine, ne peut se maintenir que par la violence et l'abrutissement. Le suffrage universel, son misérable esclave, marche au scrutin, tenu au collet par le gendarme et le prêtre, avec le capital qui l'escorte, le pied au derrière.

Comment s'en étonner ? L'ignorant est à peine un homme, et on peut le mener comme un cheval, avec la bride et l'éperon. Le dresser au travail et à l'obéissance, c'est l'unique préoccupation du maître. Si l'on veut connaître à fond les rêves du conservatisme, qu'on étudie son langage et ses œuvres, après le coup d'État, alors que, tenant le peuple sous ses pieds, il avait levé le



masque, et se croyait dispensé de ménagements. Suppression immédiate des écoles normales où se formaient de vrais instituteurs. Il faut lire les déblatérations furieuses de l'époque contre ces « pépinières de boute-feux et d'empoisonneurs de la jeunesse ». Discours officiels, journaux, sermons proclament à l'envi qu'on ne doit apprendre aux enfants du peuple que le catéchisme et un métier, que tout autre enseignement est une source permanente de révolte, une calamité publique. C'est partout un déchainement de blasphèmes contre l'instruction qui allume l'envie des masses et les précipite sur la société ; une tempête d'imprécations à l'adresse des *déclassés*, ces ennemis de tout ordre social, ces fauteurs de bouleversements.

Quand on voit reparaitre aujourd'hui, jusqu'au sein des assemblées populaires, les attaques au *déclassement*, la guerre à l'instruction gratuite et obligatoire, il n'est pas difficile de deviner, sous son faux nez socialiste, l'intrigue cléricoféodale. En creusant le projet des *écoles professionnelles*, on retrouverait aisément le venin de 1852, cette idée fixe d'incarcérer le travailleur dans un métier, et d'en revenir par ce chemin au système des castes.

Il faut le dire bien haut, les *écoles professionnelles*, telles que beaucoup de gens les préméditent, ne seraient que des séminaires de Chinois.



Péril d'autant plus grave qu'il revêt une forme flatteuse. On veut conduire par la vanité à l'abâtardissement et à l'immobilisme. Gutenberg et Voltaire ont été bien autrement utiles à l'humanité que le plus habile artisan. Ce n'est point d'ailleurs le talent, c'est le capital qui opprime. La capacité, sans l'argent, n'est un danger que pour la tyrannie.

Tel ouvrier de la pensée est souvent plus besogneux que le moindre ouvrier de la matière. Qu'est-ce que les *déclassés*, sinon les parias de l'intelligence? On ne les insulte que parce qu'ils sont pauvres. Dès qu'ils ont des écus, ils cessent d'être des déclassés et montent au premier rang. Quelle meilleure preuve que la fortune seule, et non le mérite, classe les individus dans notre ordre social?

Une foule de savants vivent et meurent pauvres, après avoir rendu des services ignorés. Ils avaient le savoir. Ils manquaient du savoir-faire, qui seul enrichit. Le savoir-faire, ce suçoir du vampire, est le souverain maître de notre cruelle société. Malheur à ceux que la nature a oublié d'en pourvoir! Ils serviront de pâture à la science-reine, la science de l'exploitation.

Des milliers de gens d'élite languissent dans les bas-fonds de la misère. Ils sont l'horreur et l'effroi du capital. Le capital ne se trompe pas dans sa haine. Ces *déclassés*, arme invisible du



progrès, sont aujourd'hui le ferment secret qui gonfle sourdement la masse et l'empêche de s'affaïsser dans le marasme. Demain, ils seront la réserve de la Révolution.

1869-1870.

FIN DE CAPITAL ET TRAVAIL



PROPOSITIONS

DE

QUELQUES ÉCONOMISTES

I

BASTIAT

Bastiat, le premier à peu près des économistes, entre en ligne contre l'idée socialiste. Ses confrères suivent la même marche que lui dans l'attaque et la défense. Tous essaient de remonter aux premiers exemples du prêt à intérêt et procèdent par historiettes démonstratives, par petits romans économiques où se montrent les rudiments du mécanisme capitaliste. Fausseté et ridicule de ces anecdotes qui mêlent les temps, les idées, et ne mettent en avant que des suppositions dénuées de sens, des hypothèses inadmissibles et absurdes.

Tous les anciens économistes ont laissé de côté la question de légitimité de la rente. Cette question est récente et ne date guère, pour le public, que de l'année 1848.



Bastiat s'en est emparé et en a fait le texte de ses polémiques contre Proudhon, le joûteur socialiste de l'époque. Les arguments de ses confrères ne diffèrent pas des siens, quelle qu'en soit la forme. On peut donc, sur ce chapitre de l'*intérêt*, réfuter dans la personne de Bastiat toute l'économie politique.

Du reste, la forme de l'apologue, qu'il emploie pour démontrer la légitimité de l'usure, a été usitée aussi par d'autres. Ils s'en servent avec assurance, on peut dire avec présomption. Ils semblent se croire irréfutables et traitent leurs adversaires avec des façons de grands seigneurs envers la roture. Bastiat notamment se pose avec une outrecuidance assez risible. Il craint, dans son argumentation, qu'on ne l'accuse d'enfoncer des portes ouvertes, tant il se trouve foudroyant.

LE RABOT DE JACQUES

« Jacques échange d'abord son rabot contre de
« l'argent. Il prête l'argent à Guillaume, et Guil-
« laume échange l'argent contre une scie. La
« transaction s'est décomposée en deux facteurs.
« Mais elle n'a pas pour cela changé de nature.
« Elle ne contient pas moins tous les éléments
« du prêt direct. » (BASTIAT, tome V, page 54.)



Là est le sophisme et le mensonge. Le numéraire cesse d'être ce qu'il doit être, un simple instrument d'échange. Il quitte ce rôle bienfaisant pour en prendre un nuisible. D'ami il se fait ennemi ; de bienfait, fléau. D'auxiliaire il devient obstacle ; d'assistance, entrave. Cette métamorphose s'opère dans son passage par les mains de Jacques, qui se sert de l'écu qu'il tient pour rançonner son voisin. Car, il ne l'échange pas au pair contre un produit de valeur égale, comme on avait fait pour lui en remplaçant son produit par l'écu. Il obtient, au bout de l'an, soit le produit de Guillaume de valeur égale au sien, avec un boni, un surplus, soit la même somme de numéraire, avec un excédent d'un vingtième. Son devoir était d'acheter, avec son écu, un produit égal en valeur à celui qu'il avait vendu lui-même, un écu. Il a retenu méchamment le numéraire qu'il devait rendre à la circulation par l'opération complémentaire de l'échange, savoir le troc de l'écu contre un produit de valeur égale au premier. S'il ne voulait pas procéder immédiatement à ce troc, libre à lui de choisir son heure, pourvu qu'il remplît la condition loyale et juste de l'échange, la parité entre les deux valeurs échangées par l'intermédiaire de l'écu.

Quant au prétendu service du prêt, service méritant rémunération, c'est une hypocrisie. Si Jacques avait besoin de son outil, il devait s'en



servir. Apparemment il ne s'est pas croisé les bras pendant l'année où son rabot était entre les mains de Guillaume. S'il avait prêté son rabot, c'est qu'il pouvait s'en passer. Dire qu'il a fait un sacrifice, qu'il s'est privé d'un objet utile pour son voisin; c'est tartuferie pure. Il a travaillé pendant l'année du prêt, et perçu le prix de son produit. Il n'a aucun droit sur le produit de Guillaume. Que Guillaume ait fait usage ou non du rabot, il suffit qu'il le rende à Guillaume tel qu'il l'a reçu. Il ne doit rien en sus.

« Mais pourquoi prêterais-je », dit Jacques, « s'il ne doit rien me revenir du service que je rends? Je refuserai alors. »

Refusez, si cela vous convient. Mais vous ne pouvez pas échapper à ce dilemme: Ou vous avez besoin de votre rabot, ou il ne vous est pas indispensable. S'il vous est dommageable de vous en dessaisir, gardez-le et usez-en. S'il ne vous est pas indispensable, si vous pouvez faire autre chose, sans perte pour vous, exiger, pour compensation d'un service qui ne vous coûte rien, un vingtième du prix de votre rabot, outre le rabot neuf, c'est tout simplement une escroquerie.

Ajoutons la question préalable à ces arguments. La question préalable, c'est que l'historiette est une niaiserie, un non-sens, une arlequinade. Jamais il ne s'est passé et n'a pu se passer d'aventure de ce genre, dans les conditions ridicules dont on



l'environne. Toutes ces hypothèses sont dénuées de sens, étrangères à la vie réelle et n'ont aucune valeur comme exemple à citer. Qui a jamais vu un ouvrier emprunter un rabot, une scie, pour un an, avec un marché solennel pour la restitution en parfait état, plus un boni? Les ouvriers se prêtent des outils, non pour un an, mais pour quelques jours, et ne stipulent aucune condition, pas même celle de rendre l'outil en bon état.

LE MENUISIER DE BASTIAT

« Si ce marché, profitable aux deux parties, « est librement consenti, qui osera le déclarer « illégitime? »

Qui? La morale. Elle défend de rendre le mal pour le bien et de dépouiller autrui.

Qu'aurait fait ce fripon de ses planches? Il les a cédées, dit-on, à qui en avait besoin. Il a rendu un service. Il en a reçu le prix. Il est le maître de disposer de ce prix. Le service rendu n'est pas déniale.

Non! mais à charge de réciprocité.

Est-il donc si facile et si commode de placer son produit et de rendre service? Combien de gens ne demandent qu'à rendre de ces services soldés en argent? Tout le monde soupire après ce bonheur de faire accepter ses services moyen-

nant finance. C'est la visée universelle, le but poursuivi par tous et que tous n'atteignent pas, à beaucoup près. Le genre humain n'a pas d'autre préoccupation que de rendre un service pour de l'argent. Celui qui n'obtient pas la faveur de rendre ce service meurt de faim. On les compte par milliers ceux qui sollicitent cette faveur comme un bienfait, et qui meurent parce qu'on n'a pas voulu de leur service.

Je le répète, qu'aurait fait ce fripon de ses planches? — Rien. Elles étaient pour lui une lourde charge. On l'en débarrasse, on lui donne en échange des écus qui lui ouvrent le choix de toutes les choses utiles et agréables. Va-t-il le faire, ce choix, et remplacer son produit si heureusement vendu par d'autres produits aussi pressés que le sien de trouver acquéreur?

Non! une fois nanti du précieux numéraire, il n'a garde de s'en dessaisir. Il se prive plutôt, afin de ne pas lâcher ses écus.

Il accapare ainsi l'instrument d'échange. Il l'empêche de remplir la seconde partie de ses fonctions, l'achat. Il devait acheter pour déterminer ainsi une autre vente semblable à la sienne et qui l'eût mis en possession du produit du vendeur. Ce vendeur avait besoin de numéraire aussi pour choisir, à son tour, sur le marché, les objets à sa convenance. L'accapareur arrête la circulation de la monnaie, la détourne de sa mission



bienfesante et la transforme en instrument de rapine. Il force le travailleur, qu'il en a traité durement, à lui en payer la location.

Grevé de ce prélèvement, le produit du débiteur devient insuffisant à ses besoins. Il ne travaille plus pour lui seul, mais aussi pour la sangsue attachée à ses flancs. Les accapareurs retiennent au passage le numéraire, le dérobent à l'échange, et mettent ainsi en détresse les produits invendus. Le malheureux détenteur est contraint à payer chèrement la monnaie qui lui est indispensable, et pour vivre et pour continuer son travail.

CE QU'ON VOIT ET CE QU'ON NE VOIT PAS

Bastiat dit : « Si l'État, soutirant 50 millions
« aux citoyens, les accumule et les dépense sur
« un point donné, il attire sur ce point une quan-
« tité proportionnelle de travail déplacé, un
« nombre correspondant de travailleurs dépayés,
« population flottante, déclassée et j'ose dire *dan-*
« *gereuse*, quand le fonds est épuisé..... »

Le reproche fait ici aux dépenses arbitraires de l'État s'applique tout aussi bien aux caprices du capital. Le numéraire soustrait à la circulation par la thésaurisation, fruit de la rente, va porter le travail, au gré de sa fantaisie, sur tous les points possibles, y attire le capital et les tra-



vaillours et enlève l'un et les autres à leur siège naturel.

Même cécité de Bastiat dans toutes ses argumentations contre l'arbitraire des dépenses gouvernementales. Il ne s'aperçoit pas que le reproche est applicable au capital, exactement au même titre et pour les mêmes motifs. Ainsi, dans son article intitulé *l'Abondance*, il accuse le protectionnisme de créer une rareté factice de certains produits au profit des producteurs, au détriment des consommateurs. Que fait la spéculation du capitaliste, sinon la même chose ? Il raréfie par l'accaparement certains produits qu'il vend ensuite à bénéfice. L'économie politique répond par le pouvoir neutralisant de la concurrence. Réponse impuissante. L'accumulation du capital écrase toute concurrence et se fait place libre. Le monde actuel est dévoré par cette plaie qui s'agrandit chaque jour, grâce à l'association des capitaux.

Autre aveuglement de Bastiat. Il cite des proverbes populaires bien connus : — La production surabonde. — Nous périssons de pléthore. — Tous les marchés sont engorgés et toutes les carrières encombrées. — La faculté de consommer ne peut plus suivre la faculté de produire.

Chacun, dit-il, déplore l'abondance et appelle la rareté, et cependant tout le monde travaille de son mieux à créer l'abondance, contradiction étrange. Puis il explique que les lois de



protection, les impôts, les entraves s'efforcent de créer la rareté qui semble le bien le plus désirable.

Cette cause n'a que des effets minimes et n'entre que pour un faible élément dans l'enfantement des proverbes ci-dessus. C'est le capital qui joue le grand rôle dans ces belles imaginations. C'est lui, par ses prélèvements sur le travail, qui paralyse la consommation en frappant d'indigence la masse des travailleurs et les mettant dans l'impossibilité d'acheter les produits qui engorgent, en effet, les magasins. Tous ces proverbes bizarres sont le résultat de l'action capitaliste beaucoup plus que des sottises économiques du gouvernement. Il est prodigieux qu'un homme si clairvoyant pour certaines choses devienne absolument aveugle pour d'autres.

Voici une énumération assez plaisante des ennemis de l'abondance et de leurs arguments. Mais pas l'ombre d'allusion à l'œuvre du capital.

« Voici un détracteur des machines. Il « déplore que les miracles du génie de l'homme « étendent indéfiniment sa puissance de produire. « Que redoute-t-il ? l'abondance.

« Voici un protectionniste. Il gémit de la liberté de la nature envers d'autres climats. Il « craint que la France n'y participe par l'échange « et ne veut pas qu'elle soit libre, parce que, si « elle l'était, elle ne manquerait pas d'attirer sur



« elle-même le fléau de l'invasion et de l'inondation. Que redoute-t-il ? l'abondance.

« Voici un homme d'État. Il s'effraie de tous les moyens de satisfaction que le travail accumule dans le pays, et, croyant apercevoir dans les profondeurs de l'avenir le fantôme d'un bien-être révolutionnaire et d'une égalité séditeuse, il imagine de lourds impôts, de vastes armées, des dissipations de produits sur une grande échelle, de grandes existences, une aristocratie artificielle chargée de remédier, par son luxe et son faste, à l'insolent excès de fécondité de l'industrie humaine. Que redoute-t-il ? l'abondance.

« Enfin, voici un logicien qui, dédaignant les voies tortueuses et allant droit au but, conseille de brûler périodiquement Paris, pour offrir au travail l'occasion et l'avantage de le reconstruire. Que redoute-t-il ? l'abondance. »

La moquerie sur le protectionniste est vraie et sincère. Le protectionniste a peur en effet de l'abondance. Mais la raillerie est de mauvaise foi contre les hommes d'État et les brûleurs de Paris. Aucun homme d'État ne redoute l'abondance. Tous la désirent, au contraire, même quand leurs sottises l'entravent. Ce qu'ils veulent, c'est la domination, les richesses, la jouissance, et ils ne peuvent s'en donner le monopole que par l'écrasement des masses.



Quant aux brûleurs de Paris, on peut les diviser en deux catégories. L'une, la plus nombreuse, ne veut le brûler qu'une fois et pour toujours. L'autre, quelques têtes seulement, ne brûlent pas, ils démolissent pour rebâtir. Ni les uns ni les autres ne redoutent l'abondance, et cette crainte n'entre pour rien dans leurs fantaisies destructives. Ils n'ont qu'un seul mobile, la haine et la peur de la Révolution qui a son foyer à Paris. L'aristocratie provinciale veut anéantir ce foyer, le gouvernement bonapartiste veut le désarmer par une transformation.

« Quel est le but d'Ariste, en économisant
« 10.000 francs ? Est-ce d'enfouir 2.000 pièces de
« cent sous dans une cachette de son jardin ? Non
« certes, il entend grossir son capital et son
« revenu. En conséquence, cet argent qu'il n'em-
« ploie pas à acheter des satisfactions person-
« nelles » — *il se prive*, le pauvre homme, *pove-*
retto! — « il s'en sert pour acheter des terres,
« une maison..... Suivez les écus..... ils vont ali-
« menter du travail tout aussi sûrement que si
« Ariste..... les eût échangés contre des meubles,
« des bijoux et des chevaux. »

Ah! oui-dà! Continuons le déroulement du sophisme. Voyons un peu, Tartufe économiste.

« Car, lorsque Ariste achète pour 10.000 francs
« de terres ou de rente, il est déterminé par la
« considération qu'il n'a pas besoin de dépenser



« cette somme, puisque c'est ce dont vous lui faites un grief.

« Mais, de même, celui qui lui vend la terre ou la rente, est déterminé par cette considération qu'il a besoin de *dépenser* les 10.000 francs d'une manière quelconque. »

Qu'en savez-vous? Il y a ici une équivoque dans le mot *dépenser*. Est-ce *dépenser* en achats d'objets que l'on consomme, ou *dépenser* en placement quelconque? Ariste n'en sait rien et peu lui importe. Il achète une terre ou une inscription. Il accroît son capital et son revenu par un fermage et par une rente. Rente et fermage sont un prélèvement capitaliste sur le travail d'autrui. Quant au vendeur de l'immeuble ou de l'inscription, pourquoi, dans cette opération, ne chercherait-il pas le moyen d'obtenir de son capital un revenu supérieur, par un placement plus productif?

« De telle sorte », continue Bastiat, « que la dépense se fait, dans tous les cas, ou par Ariste, ou par ceux qui se substituent à lui. »

Ceci est une escobarderie qui prouve la mauvaise foi de l'auteur. Il sent bien qu'Ariste fait acte d'égoïsme et d'exploitation, et il cherche à le déguiser sous la prétendue dépense que doit faire le vendeur. A supposer en effet que le vendeur eût besoin d'argent pour une consommation quelconque, Ariste n'en commet pas moins son acte usuraire.



« Il n'y a donc, entre la conduite d'Ariste
« et celle de Mondor, qu'une différence. La dé-
« pense de Mondor étant directement accomplie
« par lui, *on la voit*. Celle d'Ariste s'exécutant en
« partie par des intermédiaires et au loin, *on ne*
« *la voit pas*..... Dans les deux cas, les écus *cir-*
« *culent*... Il n'en reste pas plus dans le coffre-
« fort du sage que dans celui du dissipateur. »

Sans doute les écus *circulent*, mais à quelle condition? Les usuriers aussi font *circuler* leurs espèces. Mais elle coûte cher, cette circulation.

Bastiat continue : « Il est donc faux de dire que
« l'épargne fait un tort actuel à l'industrie. Sous
« ce rapport, elle est tout aussi bienfesante que
« le luxe. »

Mensonge. Le luxe n'est pas bienfesant, au contraire. Mais il est moins malfesant que l'épargne. Du moins, il restitue le numéraire à l'échange, sans prime et au pair.

« Sous le rapport moral, la supériorité de
« l'épargne sur le luxe est incontestable. Il est
« consolant de penser qu'il en est de même, sous
« le rapport économique, pour quiconque, ne s'ar-
« rêtant pas aux effets immédiats des phénomènes,
« sait pousser ses investigations jusqu'à leurs
« effets définitifs. »

Il y a sur cette thèse une flagellation d'importance à administrer aux économistes. Cette page de Bastiat est un chef-d'œuvre d'hypocrisie, de



mauvaise foi, de jésuitisme et de fausseté. Cette question est traitée ailleurs. Passons à d'autres sophismes.

« Malédiction sur les machines ! Voilà le cri
« qui s'élève du préjugé vulgaire. Mais, maudire
« les machines, c'est maudire l'esprit humain. »

Suit une tirade facile contre les ennemis et les destructeurs de machines. Sur ce terrain, les économistes font rage, trop heureux de trouver un prétexte tolérable à leurs déclamations. Mais tout ce tapage n'empêche pas leur impuissance à justifier les machines du mal qu'elles causent dans l'ordre actuel.

Pas de condamnation plus terrible de cet ordre social que son incompatibilité avec l'emploi bienfaisant des machines. L'économie politique ne le tirera jamais de là. Voyons les démonstrations de Bastiat. Toujours subtil et Escobar, il faufile ses arguments sous toutes sortes de masques, mais il perd sa peine.

« Le capitaliste, l'inventeur, le premier qui
« se sert avec succès de la machine..... réalise,
« sur les frais de production, une économie,
« laquelle, de quelque manière qu'elle soit dépen-
« sée, et elle l'est toujours, occupe juste autant
« de bras que la machine en a fait renvoyer. »

Fausseté et impossibilité absolues.

« Ce qui importe, c'est de bien comprendre
« que jamais, au grand jamais, les économies



« n'ont lieu aux dépens du travail et du salaire. »

Cette affirmation si tranchante est le contre-pied de la vérité. Toutes les économies se font aux dépens du salaire et du travail. Dans l'ordre actuel, l'invention d'une machine, en remplaçant un certain nombre de bras par la mécanique, met à pied les ouvriers pour un temps variable. Il est faux que ces travailleurs mis à pied soient occupés aussitôt par le capital nouveau qui résulte de l'économie réalisée. L'événement prouve constamment le contraire. L'introduction d'une machine laisse toujours en chômage les ouvriers remplacés, et on comprend fort bien qu'ils ne puissent pas trouver immédiatement d'autres occupations. Il n'existe aucun motif pour que ces occupations s'improvisent en quarante-huit heures, ou même dans un mois. C'est par suite de l'économie résultant de la nouvelle machine que les consommateurs peuvent faciliter une production plus abondante. Dans tous les cas, il y a chômage forcé, de plus, baisse des salaires, par suite de l'offre des bras inoccupés, double source de misère qui se prolonge.

Lorsque l'équilibre commence à se rétablir, la situation nouvelle est celle-ci : tout le bénéfice provenant de la découverte du procédé mécanique va au capital. Le bas prix du nouveau produit ne profite pas à l'ouvrier. Le salaire baisse juste en proportion de l'économie survenue. La somme du



capital s'accroît et crée des centres d'industrie pour occuper les bras rendus disponibles ; mais le sort du travailleur n'est point amélioré. Le capital salarie une plus grande quantité de travail, cela est vrai ; du reste toujours aux mêmes conditions léonines d'autrefois.

CAPITAL ET RENTE

« Quand on dit : « Donne-moi ceci et je te donnerai cela », c'est comme si l'on disait : « Je te donne ceci que j'ai fait, » — ou que tu n'as pas fait, mon bonhomme — « cède-moi cela que tu as fait... »

« On ne fut pas chercher de profonds économistes. Il n'y en avait pas dans le pays. Mais on choisit des hommes justes et de bon sens. « Cela revient au même. » — Pas sûr. — « Économie politique, justice, bon sens, c'est tout un. » — Pas sûr.

« Jacques ne s'en est pas moins défait d'un outil qui lui était utile. »

Odieux mensonge, d'une telle évidence qu'il ne permet plus de supposer la bonne foi de l'auteur, à moins de la remplacer par un brevet d'imbécillité. Jacques se défesant d'un outil *qui lui est*



utile, Jacques, le fabricant de rabots ! Il est vrai que cette fois il ne prête pas le rabot. Il le vend, contre sa coutume ; mais s'il n'est plus ici usurier en rabots, c'est pour devenir usurier en espèces. Il vend son rabot, ne pouvant le prêter à Guillaume qui a besoin d'une scie, mais il ne vend que pour prêter le prix de cette vente et en tirer intérêt. Comment oser dire qu'il s'est défait d'un outil qui lui était utile ? Et à quoi bon revenir à ce mensonge, inventé seulement pour mystifier le lecteur au début du boniment, mensonge qu'on a jeté de côté bientôt, pour installer Jacques prêteur de rabots à la douzaine ? Apparemment ces douzaines de rabots ne lui sont pas utiles pour menuiser. L'ouvrier le plus soigneux n'en possède pas plus de trois ou quatre.

« S'il est démontré que cet outil met l'em-
« prunteur à même de faire des profits qu'il n'eût
« pas faits sans lui, s'il est démontré que le
« prêteur a renoncé à créer pour lui-même cet
« excédent de profits..... »

Comment Bastiat ose-t-il recommencer encore cette rengaine du prêteur qui se prive, qui renonce à un profit en cédant son outil, alors qu'il vient, deux pages plus haut, de déclarer très légitime le prêt d'une multitude de rabots à la fois ? Tout cela passe les bornes de la mystification.

Mars - avril, 1870.



Citation de Frédéric Bastiat sur l'individu qui économise et a le droit, avec son économie, de choisir tel produit qui lui convient.

..... C'est aller vite en besogne et mener la logique tambour battant. Autant de propositions, autant d'hérésies économiques et morales. Bastiat appelle droit ce qui est un devoir, et toute l'argumentation des défenseurs du prêt à intérêt roule sur ce sophisme. Là est le nœud de la question. Tout le reste s'en déduit comme la conséquence des prémisses.

Février 1850.



II

GARNIER

« L'homme économe, qui se borne au nécessaire, rend des services à la société par la formation d'un capital, d'un instrument de travail, de progrès et d'émancipation physique et intellectuelle. » (GARNIER, p. 441.)

Un instrument de rapine, de torture, de spoliation !

Même page : « Deux théories en présence, à propos du luxe, l'une réduisant les dépenses au strict nécessaire, l'autre exaltant les dépenses privées et publiques. L'une conduit au tonneau de Diogène, au cilice, au brouet noir, l'autre à la ruine par l'ostentation, les besoins factices qui entraînent l'immoralité, la poursuite des *gains anormaux*, des emplois publics. »

Des *gains anormaux* ! Comment peut-on les faire, si ce n'est par le prêt à intérêt sous une quelconque de ses formes, par la spéculation, l'agiotage qui relèvent du même principe et n'en sont que l'application raffinée !



Fausses également ces deux théories, parce qu'elles reposent sur une illégitimité, *l'intérêt du capital*.

L'une consiste à épargner pour accaparer et faire l'usure, l'autre à jeter par la fenêtre les produits accumulés de cette usure. Ce sont les deux faces opposées du système capitaliste, la recette et la dépense, les deux termes correspondants, les deux éléments du système.

Législatrice du mal, l'économie politique devait donner la préférence au plus méchant des deux fléaux, à l'accaparement par l'épargne. Elle n'y a pas manqué.

L'économie politique n'adresse qu'un reproche à l'avarice, c'est de ne pas faire valoir ses épargnes. Elle ne lui reproche pas l'accumulation, qui est une vertu suivant elle, mais le tort de ne pas exploiter autrui au moyen de cette accumulation. A quoi servent les écus, sinon à rançonner le prochain pour lui en extraire d'autres? A quoi peuvent servir les écus entassés, sinon à faire venir au tas les écus du voisin?

« Parmi les moyens de production, naturels et appropriés, il en est un très puissant, *le travail* dont Adam Smith a si bien démontré l'importance fondamentale en économie politique. »
(GARNIER, page 37.)

C'est fort heureux.

« Quant au capital », ajoute Garnier, « la lan-



« gue usuelle, entre autres sens, lui en assigne
« un, trop exclusivement monétaire. »

Très joli ! L'économie politique appelle l'argent *capital*, et trouve ensuite mauvais que le public se serve de ce mot. Cela revient à dire qu'elle trouve mauvais que le public donne à l'argent l'importance qu'il a. Mais le public sait ce qu'il dit et ne se laisse pas mystifier.

GARNIER, page 277. — Equivalence, base de l'échange.

Vente : Produit égale monnaie ;

Achat : Monnaie égale produit ;

Donc produit égale produit.

Vérité incontestable, celle-là.

« Chaque produit trouve d'autant plus d'ache-
« teurs que tous les autres produits se multi-
« plient davantage. » (GARNIER, page 279.)

Axiome faux. Il existe des conditions essentielles pour que cet axiome devienne vrai, et, posé ainsi dogmatiquement, il est faux.

La condition essentielle, c'est qu'il y ait des consommateurs.

Or, il peut se présenter deux circonstances, l'une fort rare, sinon inconnue, mais possible, l'autre permanente.

1^{er} Cas. — Il pourrait exister plus de produits que d'individus capables de les consommer, même en consommant à discrétion. C'est ce qu'on n'a jamais vu et ce qui n'est pas impossible cepen-



dant. Une civilisation extrême peut déterminer ce phénomène, quant aux produits industriels, et même agricoles. Dans les pays fertiles, sans routes, la production des denrées alimentaires dépasse souvent les besoins de la population. Mais alors les produits industriels sont rares, ce qui met l'axiome ci-dessus hors de cause.

2^e Cas. — Celui-là est en permanence; il constitue, depuis des siècles, l'état ordinaire des sociétés. Tous les produits abondent et ils ne trouvent pas d'acheteurs en nombre suffisant pour les consommer, parce que la majorité est composée de pauvres qui fabriquent les produits et se les voient enlever par les riches.

C'est là l'œuvre du capital et de ses prélèvements. Il spolie le travailleur et le met hors d'état de consommer.

Voilà pourquoi J.-B. Say dit que l'excès de population peut être une cause de cherté de produits, rendant la consommation impossible.

Pourquoi un excès de population ne détermine-t-il pas un excès de demandes, par conséquent une abondance de produits? Garnier répond (page 289): « Parce que la demande, pour être valable, « doit venir d'une population en état d'acheter ce « qui lui est nécessaire. Alors cette population « n'est pas en excès. »

Très bien. Mais pourquoi se trouve-t-il une population qui produit, qu'on ne trouve pas en



excès quand elle produit, et qui est de trop pour consommer ?

Voilà ce que les économistes n'expliquent pas ou expliquent par des raisons ridicules.

Ainsi pour les crises qui se présentent tous les cinq ou six ans, non point pour cause de guerre, de troubles ou de disette, mais en temps de prospérité, crises périodiques et régulières, on allègue des folies, des fièvres industrielles, des extravagances de spéculation, etc.

Tout cela n'est déjà pas une explication satisfaisante. On a produit, on devrait consommer. Si on a produit beaucoup, que l'on consomme beaucoup.

Mais il y a pis. Le phénomène est périodique, et il se manifeste toujours de la même manière : engorgement du stock, les magasins pleins de marchandises, et une population misérable qui pâlit à la porte de ces magasins. On ne sait que faire des produits. Cette abondance se change en fléau, et le peuple ne peut pas consommer. Trouvez donc la clé de cette énigme.

Certes, il n'existe pas de produit mieux employé, plus utile que celui qui sert à nourrir l'homme, sa famille, les objets de son affection. En définitive, c'est là que vient aboutir le résultat de tous nos travaux, et ils n'ont réellement pas d'autre but.



Eh ! bien, l'économie politique appelle une valeur perdue, une consommation improductive, celle qui nourrit la famille. Perdue, parce qu'elle ne sert pas à l'usure, à la rapine, parce qu'elle n'est pas *placée* !

La seule valeur productive et bien employée à ses yeux, c'est celle qui constitue une *avance* qui rentrera grossie dans la cassette. Celle qui rançonne, produit ; celle qui nourrit, détruit.

« Une avance est une valeur employée de telle
« sorte qu'elle se trouvera rétablie plus tard. Ce
« n'est pas une valeur perdue, comme si elle
« servait à satisfaire nos besoins, ceux de notre
« famille, ou ceux des personnes auxquelles nous
« les donnons. » (GARNIER, page 92.)

Voilà la science officielle !

Et en effet, l'épargne n'a pas d'autre but. Prendre, non pas seulement sur son superflu, sur ses plaisirs, ses distractions, mais sur son nécessaire, voilà la grande vertu !

« Point de société sans production, — de
« production sans capital, — de capital sans
« épargne, — d'épargne sans abstinence, c'est-
« à-dire sans privations, sans sacrifices qui ne
« peuvent se produire sans la libre disposition
« des valeurs épargnées et la jouissance des reve-
« nus qu'elles peuvent procurer. » (GARNIER,
page 43.)



Se serrer le ventre, jeûner, pour avoir le bonheur de rançonner le voisin.

Les araignées dans un bocal.

« Il y a capital, quelle que soit la chose dans laquelle réside la valeur épargnée, et si un intérêt, un appointement, un salaire, une économie, sont conservés quelque temps sous forme de monnaie, c'est pour attendre, sous cette forme plus commode, que la somme, grossie par plusieurs accumulations successives, soit assez forte pour être placée. » (GARNIER, page 90.)

Je crois bien. On ne peut épargner et mettre de côté que sous cette forme, la monnaie.

« Toute économie est difficile. L'épargne est, par conséquent, une vertu. » (Page 91.)

Jolie vertu !

« Quand l'homme ne consomme pas de suite ce qu'il a produit, s'il épargne, s'il économise, s'il s'impose la privation et l'abstinence, le résultat de cet autre effort, de cette souffrance, de cette non-satisfaction de ses passions ou de ses besoins ne peut lui être contesté. De là une troisième propriété, la propriété du capital. » (GARNIER, page 335. *Sur la propriété.*)

D'après Garnier, les deux autres propriétés sont celles de la terre appropriée et du travail.



« En tout, trois propriétés, » continue l'auteur, page 336, « la propriété : 1° de la personne, « 2° des fruits du travail, et 3° des résultats de « l'épargne ou capital; lesquelles se résument « en deux : la propriété personnelle et la pro- « priété mobilière, qui n'est pour l'homme libre « qu'une manière de jouir de la propriété per- « sonnelle, ou plutôt, c'est la propriété person- « nelle elle-même, considérée dans les rapports « qu'elle a nécessairement avec les choses propres « à nos jouissances. »

Voilà une série de transformations à la manière algébrique qui ne laisse pas d'être pittoresque et surtout légitime. On arrive ainsi, par éliminations successives, à cette équation finale : la propriété personnelle, c'est la propriété d'autrui.

« La propriété du travail et du capital est donc « légitime », continue l'auteur, « et, au point de « vue de la justice, elle doit être garantie. »

« La propriété du travail et du capital ! »
Etrange accouplement ! La propriété du travail est la négation de la propriété du capital, et la propriété du capital est la négation de la propriété du travail.

Ces deux prétendues légitimités sont exactement la négation l'une de l'autre. Il faut choisir entre les deux.

« Cette double propriété », poursuit l'auteur, « doit être garantie par une autre raison fonda-



« mentale, tirée de l'utilité sociale. En effet, supposez que vous ne respectez pas la propriété des facultés, la propriété personnelle, il n'y a plus d'homme, il n'y a plus de société. »

« Il n'y a plus de société » ! Ainsi toutes les sociétés de l'antiquité, fondées sur l'esclavage, sont des mythes, des contes bleus. Les colonies européennes sont une fable aussi. Le Brésil et les Antilles n'existent pas. Il n'y a là ni homme, ni société.

L'auteur, il est vrai, se ravise dans cette note : « Dans les sociétés à esclaves, la loi garantit la propriété personnelle aux maîtres d'esclaves. »

Voilà qui arrange tout. La propriété personnelle est transférée de l'esclave, propriétaire naturel, à son maître, propriétaire par représentation. L'esclave jouit de sa propriété dans la personne du maître devenu son *alter ego*, son sosie. Et la société dès lors marche comme sur des roulettes.

Depuis que le monde est monde, la force seule gouverne, grâce à l'ignorance ; la lutte entre le droit opprimé et la violence n'a jamais cessé. L'oppression, victorieuse et maîtresse, se manifeste à travers les âges par la loi, expression de la volonté du plus fort. Ces lois ont constitué toutes les sociétés sur le principe de la propriété, autrement dit sur la servitude du travail. La majorité travaille et doit travailler pour la mino-



rité. Telle est, en résumé, la formule de tous les organismes sociaux, depuis l'origine de l'humanité. On s'appuie de cette possession séculaire pour déclarer la légitimité de l'oppression. L'argument ne vaut pas. Il y a une condition pour qu'il soit légitime, l'ignorance, sa seule base. A mesure que la lumière se fait, l'argument faiblit, et, quand elle sera faite, il aura disparu.

L'oppression a triomphé, sans doute, partout et toujours, jusque aujourd'hui, mais non point sans combat. L'histoire n'est qu'un long récit de cette bataille acharnée. Elle a enregistré les sanglantes victoires de la propriété, ses lois atroces, son gouvernement impitoyable. La propriété ne s'est protégée que par les supplices contre les revendications instinctives et inconscientes du travail. Ce que l'on commence à discerner clairement dans les annales de tous les peuples, c'est la férocité des moyens mis en œuvre pour maintenir l'asservissement du travailleur, la domination du propriétaire. Le travailleur a été longtemps, il est encore, en bien des lieux, une propriété lui-même. Quand le progrès des lumières et de la morale commande enfin quelque part la suppression de ce crime, loin de le flétrir, on le justifie encore par une indemnité qui en consacre une fois de plus la légitimité. Ce crime a été une propriété. Il suffit, chapeau bas ! un dernier hommage à l'oppression qu'on abandonne seulement



par contrainte et qu'il faut sacrifier aux exigences de la révolte.

Continuons.

« Supposez », dit l'auteur, « que vous ne garantissez pas le privilège du producteur sur ce qu'il a obtenu par son industrie, il n'a plus de stimulant pour travailler, faire des efforts, prendre de la peine. »

Le procédé des économistes est fort commode, et encore plus simple. Il consiste à appeler producteur, non pas celui qui produit, mais celui qui force les autres à produire pour son compte. Du reste, quand l'économie politique déclare le privilège du producteur sur son produit l'unique stimulant possible du travail, des efforts, de la peine, elle se donne un démenti dans sa phrase même. Car le producteur, c'est l'ouvrier et il n'a point de privilège sur le fruit de son travail, il n'en retient que la part qu'on veut bien lui laisser, tout juste ce qu'il faut pour ne point mourir, dit elle-même l'économie politique. Quel est donc le stimulant qui le pousse à travailler ? Parbleu, un stimulant irrésistible, l'éperon par excellence, la faim.

« Supposez que vous ne garantissez pas la propriété des fruits du travail, l'accumulation de ces produits par l'épargne, le capital enfin, — et la source de cet élément indispensable, de ce levier de la civilisation, sera tarie. »



Toujours les mêmes mensonges : « La propriété des fruits du travail, l'accumulation de ces produits par l'épargne, le capital, enfin ! »

Il faut dire : la propriété des fruits du travail d'*autrui*. Quant à l'accumulation des produits par l'épargne, c'est une absurdité. On n'accumule par l'épargne que l'argent obtenu grâce à la vente de son produit et on n'agit ainsi, la plupart du temps, que dans un but coupable, le rançonnement d'*autrui*. Encore, cette épargne, faite avec l'argent de son produit, est-elle assez rare. Ce qu'on épargne, ce sont les écus acquis par la vente des produits d'un autre, et on les épargne pour continuer de plus belle le métier d'exploitation qui a soutiré ces écus.

Du reste, le résultat de ces manœuvres est bien le *capital*. Ici, nous sommes d'accord. « Le capital ! » s'écrie étourdiment l'économiste, sans s'apercevoir qu'il vient de renverser d'un mot l'échafaudage de ses définitions scientifiques et plus que suspectes du capital. Oui, le capital, c'est-à-dire le numéraire accumulé par l'épargne, le numéraire obtenu par la vente et non par l'accumulation des produits.

Je la leur permets, aux capitalistes, l'accumulation des produits, non pas même de leur travail personnel, ce serait par trop peu, mais du travail des autres ; je permets de tout mon cœur aux usiniers des métaux, des filatures, des tissus, d'accu-



muler les produits de leurs usines, d'empiler les étoffes de laine ou de coton, les écheveaux de coton, de laine ou de fil, d'amonceler le fer, la fonte, le cuivre, sous toutes leurs formes industrielles, d'épargner soigneusement et de conserver dans leurs magasins ces magnifiques produits. Ça leur va-t-il? — Non, fichtre! vous vous moquez de nous! Je connais d'avance leur réponse: « Non! « nous n'accumulerons pas nos marchandises au « magasin. Pussions-nous ne pas même les y « faire entrer! Pussions-nous les conduire de « l'atelier même à l'acheteur! C'est notre droit de « les échanger. » — Sans doute et contre quoi? — Contre de l'argent, parbleu, pour avoir ensuite d'autres matières, pour..... — Pour tout ce que vous voudrez. Ça ne me regarde pas et ce n'est plus la question. Il suffit de ceci: votre capital ne consiste pas dans l'accumulation de vos produits, ni dans vos produits accumulés, mais dans les écus qui proviennent de leur vente, c'est-à-dire dans tout le contraire de la prétendue accumulation. L'argent, voilà le capital. Il s'agit maintenant de savoir l'usage qu'on en fait. Ici, nous rentrons dans l'analyse de l'échange.

Juillet 1870.



III

DUNOYER

Dunoyer a classé dans l'économie politique les *arts* qui agissent sur les hommes, autrement dit les choses de la pensée. Voici les arts qu'il met en première ligne, à la tête de tout :

« Les arts qui travaillent à la *formation* des
« habitudes morales : le sacerdoce, l'art de gou-
« verner. »

Il a voulu dire sans doute : les arts qui travaillent à la *destruction* des habitudes morales.

Il appartenait en effet à l'économie politique de poser une pareille proposition. C'est à joindre à tous ses autres services.

Une plaisante idée de l'économiste Dunoyer. Il compte dans l'activité humaine trois grandes actions : s'associer, échanger, tester.

Juillet 1870.



IV

LAVELEYE

SUR LES CRISES COMMERCIALES ET MONÉTAIRES

Il dit :

« Les économistes s'accordent à ne pas admettre
« un excès général de production, parce que, dans
« ce cas, tous les produits s'échangeraient, comme
« avant, les uns contre les autres, avec cette dif-
« férence que chacun en aurait davantage. Il ne
« peut donc y avoir surabondance que sur un
« point ou deux du marché. »

Voilà une bonne plaisanterie. S'il y avait triple production de toutes choses, tout s'échangerait comme à l'ordinaire, sauf que chacun aurait triple portion.

Et qu'en feraient-ils tous, de ce superflu ? S'il

se transformait en or et en argent, passe; tout serait au mieux. Mais qui donc voudrait acheter trois fois plus qu'il ne lui est nécessaire de marchandises impossibles à conserver, et dont on ne pourrait se défaire contre argent? Il faudrait donc procéder par troc en nature. Mais à quoi bon troquer? Deux tiers inutiles d'une marchandise étrangère ne valent pas plus que deux tiers inutiles d'un produit qu'on a fabriqué soi-même. On est aussi embarrassé de l'une que de l'autre.

Ces économistes ont d'étranges axiomes. Ils lâchent de ces énormités, et personne ne fait la moindre observation. Adoptée à l'unanimité l'hérésie, si monstrueuse qu'elle soit.

« L'or est la monnaie *divisionnaire* du billet
« de banque, comme le billet de banque l'est du
« chèque, le chèque de la lettre de change, et la
« lettre de change des virements de partie et des
« comptes courants. »

L'or, *monnaie divisionnaire*, comme qui dirait monnaie de billon de la *grande monnaie*, billets de banque, chèques, lettres de change, virements de partie et comptes courants, tous grands seigneurs de papier, qui deviennent en deux heures de simples torcheculs, quand l'humble *monnaie divisionnaire* les lâche d'un cran. Comme c'est ingénieux, en effet, de changer l'ombre en réalité, et la réalité en ombre. Un beau matin, toute cette fantasmagorie s'évanouit, et bienheureux ceux qui ont



daigné conserver un peu de la pauvre monnaie divisionnaire.

Les importations de marchandises en Angleterre dépassent habituellement de plus d'un milliard les exportations.

Cet excès d'importation n'est que le tribut payé à l'Angleterre pour l'intérêt de ses capitaux placés à l'étranger. Une grande partie de ce revenu lui est envoyée en marchandises qu'elle consomme.

D'après Laveleye, les crises commerciales et monétaires, périodiques en Angleterre, aux États-Unis et en France, proviennent de trois causes : 1° un excès de circulation fiduciaire qui, se substituant à la monnaie métallique, fait déguerpir l'or devenu inutile, et qui s'en va chercher fortune ailleurs ; 2° un excès des importations sur les exportations, qui nécessite le paiement, en métal, de la différence, et par conséquent la sortie des métaux ; 3° un débordement d'entreprises industrielles ou d'emprunts étrangers qui exigent des versements ou des engagements à terme qu'on ne peut payer, par suite de l'écoulement de l'or.

Le spécifique contre ces trois maladies, d'après Laveleye, est une hausse de l'escompte à la Banque. Dans les deux premières maladies, la hausse de l'escompte rappelle l'or par l'appât d'un intérêt plus élevé. Dans la troisième maladie, la hausse de l'escompte attire aussi l'or dans



ce placement avantageux et supplante ainsi les feseurs d'entreprises qui ne trouvent plus preneurs pour leurs actions.

« La monnaie a, comme agent tarifé de la circulation, des caractères tout à fait exceptionnels, et la rareté seule de cet agent suffit pour amener des crises. »

La monnaie n'est agent tarifé de la circulation qu'à titre de métal précieux, et le billet de banque, à cours forcé ou libre, ne l'est à son tour qu'à titre de représentant du métal précieux. Le métal est tout. L'estampille de l'État n'est rien. Elle ne fait que consacrer ce qu'elle ne pourrait ni empêcher, ni modifier.

Ce n'est pas comme agent tarifé que l'or éteint toute dette, c'est en sa qualité d'or, et l'État pourrait tarifer n'importe quelle marchandise, que cette empreinte légale ne lui donnerait pas pouvoir d'éteindre la moindre dette. Le billet de banque n'est quelque chose que comme substitut du métal.

Fort du Taureau, juillet 1871.



V

WOLOWSKI

SUR LA BANQUE ET LA CIRCULATION FIDUCIAIRE

C'est un article écrit dans le style de M. Prudhomme. Mais il y a des choses à noter. Il se range à l'avis de Laveleye sur la cause des crises commerciales, la fuite du numéraire.

Les malheureux économistes reçoivent des horions de tous côtés. Mais l'économie politique tiendra bon et conservera ses avantages. Elle couvre l'écu, elle dissimule sa tyrannie sous toutes sortes de semblants et de masques. Elle le traite avec un dédain qui l'abrite des haines. En cherchant partout midi à quatorze heures, l'économie politique cache au public la vérité dangereuse à dévoiler, la réalité terrible, la suprématie de l'or, l'omnipotence du capital-argent, le seul capital, les autres n'étant que des fantômes ou des singes.

La découverte de ce rôle despotique sera un danger pour le despote. Les hommes qui démas-



quent cette toute-puissance, jusqu'ici dérobée aux yeux par les roueries des économistes, jetteront l'alarme dans le camp du capital. Wolowski cite les paroles suivantes de Mengotti, paroles redoutables, car il n'en est point de plus révolutionnaires. Il dit :

« Le numéraire est essentiellement rebelle aux ordres de la loi. Il vient sans qu'on l'appelle, s'en va quoi qu'on l'arrête, sourd aux avances, insensible aux menaces, attiré seulement par l'appât des profits. »

« Pour l'empêcher de partir », continue Wolowski en beaucoup moins bon style, « pour l'empêcher de partir quand il s'en va, ou pour le rappeler quand il est parti, il n'y a qu'un moyen efficace, c'est élever la rémunération qu'on lui accorde. »

La dime ! la dime toujours ! la dime quand même, la dime à discrétion ! Bas les armes ! Sans conditions ! Telle est la volonté du numéraire, et c'est de lui surtout qu'il faut dire :

Sic volo, sic jubeo, sit pro ratione voluntas.

Je le veux, je l'ordonne et mon vouloir fait loi.

Les économistes seront bientôt forcés d'amener pavillon et de laisser là leurs rengaines sur le capital qui n'est point l'argent, qui est du travail accumulé. Toutes ces balivernes vont faire place



nette et la vérité apparaîtra aux yeux de tous : l'or-roi.

Grand éloge de la Banque de France, de son intelligence, de son dévouement, de sa générosité. Elle se contente d'un intérêt de 20 pour cent pour ses actions.

Wolowski appelle le numéraire : « le capital « circulant ». C'est une dernière dissimulation. Il sera bientôt le capital tout court, malgré les cris des économistes.

C'est égal, ils ont fait un étonnant tour de force. Ils ont persuadé au public qu'on se trompe depuis six mille ans, et que la royauté de l'or est une chimère. Ils en ont fait une marchandise *comme les autres*.

Wolowski trouve magnifique cette pensée de Turgot que la baisse de l'intérêt livre de nouveaux domaines à la production, comme la mer, en se retirant, découvre de nouvelles plages propres à la culture. Mais il ajoute : « Pourvu que « toutes les autres circonstances restent les « mêmes. »

Le principe de Turgot, d'après Wolowski, cesse d'être vrai, si la demande du capital s'accroît par suite du meilleur parti qu'on sait en tirer. Alors, loin de marquer le déclin, la hausse de l'intérêt devient un signe de prospérité. Elle correspond à une plus riche récolte.

Sempre bene. Baisse de l'intérêt, bonheur su-



prême. Hausse de l'intérêt, fortune inouïe. Les économistes étaient à cheval sur la baisse, il faut maintenant enfourcher la hausse.

L'or n'est rien, mais il fait tout avoir. Il ne constitue nullement la richesse, comme on l'a cru longtemps. Cette erreur avait une cause, du reste, et trop visible, c'est qu'ayant l'or, on a tout. On a dû conclure qu'il était tout. En réalité, par lui-même, il n'est qu'une marchandise de cinquantième ordre, si on considère son utilité propre. Mais, comme instrument obligé de l'échange, il devient roi, et il paraît la richesse, parce qu'il la met en mouvement et lui donne son passeport, crée sa locomotion. Sans lui, elle ne circule pas et s'anéantit sur place.

Wolowski, dans son article sur la banque, dit :

« A l'exception de quelques rêveurs attardés,
« tout le monde reconnaît l'impossibilité de mon-
« nayer le sol. »

Il avait dit plus haut :

« Monnayer les titres de placement est une
« pensée tout aussi chimérique que celle de mon-
« nayer la terre. Le système de Law reposait sur
« des conceptions analogues. »

Monnayer les titres de placement, et même et surtout le sol, est une opération facile, moyennant une condition à peu près impossible, la confiance. Il ne manque absolument que cela. Car,



en elle-même, l'opération serait excellente. Seulement, elle n'est pas praticable.

Quelle meilleure garantie que le sol pour un instrument d'échange ? Le sol reste en place et ne peut disparaître. Mais qui aurait confiance dans la certitude du gage ? dans la réalité de sa valeur ?

Pas de meilleure preuve de l'insécurité sociale que cette défiance universelle pour une garantie qui est, en somme, la première de toutes. Personne ne se fie, ni à la bonne foi qui atteste la valeur du gage, ni à la solidité de l'ordre qui en assure la possession et la transmission. Tout le monde se sent aux prises avec la tromperie et l'instabilité. On ne veut que de l'or, seul représentant sérieux de toute richesse, l'or qui brave également et la mauvaise foi individuelle et les tempêtes politiques, l'or qu'on enterre un jour d'invasion ou de bouleversement, et qu'on déterre... au bout de quinze siècles, revêtu de sa puissance souveraine. Tout s'est écroulé, tout a changé, excepté lui, qui ressuscite roi, comme il était à l'heure de son ensevelissement.

« Le numéraire », dit Sismondi, « est une voie
« publique, et celui qui, à l'aide d'une circulation
« en papier, l'emprunte pour l'exporter, creuse,
« sous cette voie publique, un souterrain dans
« lequel elle peut s'abîmer. »

« L'image est heureuse et juste », ajoute Wo-



lowski. « Chaque émission de papier-monnaie
« enlève des supports au terrain solide de l'or et
« de l'argent. Si on approche trop de la couche
« superficielle, tout risque de s'effondrer. »

Comme écrivains, Sismondi et Wolowski se valent. Cependant Wolowski a barre sur l'autre par la cumulation des qualités : lourd, trainant, rabâcheur, obscur, diffus et confus, majestueux dans le genre de M. Prudhomme. On compte les pages pour s'assurer qu'on ne sera pas écrasé par cet éléphant, avant d'être au bout.

Du reste, il ne fait que mettre en tudesque l'article Laveleyé, article qui l'a mis en goût de rendre son arrêt, comme membre de l'Institut, avec accompagnement d'une épître laudative de Gladstone.

« Membre de l'Institut ! » La qualification n'était pas de trop à la fin d'une pareille tartine. La Banque de France devrait faire rédiger ses plaidoiries par de meilleurs avocats. Wolowski serait peut-être moins assommant s'il plaidait *pro domo suâ*.

Paroles prêtées par Wolowski à Robert Peel, quand il a fait passer le bill de 1844 qui a mis un frein aux banques d'émission :

« Désormais la livre sterling ne risque plus de
« perdre le type qui lui appartient et de devenir
« le *sentiment de la valeur*, au lieu d'être la
« valeur elle-même. Elle correspond à un poids



« et à un titre déterminé du métal précieux qui
« sert de mesure commune aux échanges accom-
« plis dans l'univers entier. »

Quel changement de langage ! Il y a trente ans, ce n'était, dans le monde des affaires, qu'un chant d'enthousiasme en l'honneur du crédit et des banques, mères de ce crédit, un panégyrique perpétuel du billet de banque, de sa supériorité sur le numéraire, de sa gloire commerciale, etc. Il devait faire tous les frais de l'échange. A peine si on concédait à la monnaie un service complémentaire, et le titre d'auxiliaire. On en a rabattu. Aujourd'hui, tout ce monde s'efforce de prouver que les billets n'ont jamais fait qu'un service maximum de neuf cent millions par an, une goutte d'eau dans la mer.

Wolowski dit :

« La moyenne des billets en circulation (en
« Angleterre) est de 900 millions de francs, dont
« environ la moitié représentée par une réserve
« métallique. L'économie, sur le métal précieux
« suppléé, est donc de 500 millions, c'est-à-dire le
« quatre-centième du chiffre auquel on évalue la
« richesse de l'Angleterre. En admettant un inté-
« rêt de 4 pour cent, ces 500 millions d'économie
« donnent un bénéfice annuel de 20 millions, le
« *millième* des 20 milliards auxquels monte
« chaque année la production britannique. Des
« chiffres analogues conduisent à un résultat



« pareil en France. Le Pactole qui roule les
« billets de banque se réduit donc à un mince
« filet d'eau. »

Quel dédain! Qui aurait prévu ce profond mépris, en lisant les poèmes épiques de la finance à la gloire du billet de banque? Aujourd'hui, ce n'est plus qu'un perfide papier-monnaie, un assignat, un expulseur de numéraire, un perturbateur de la prospérité sociale, une espèce d'ennemi public. Honneur aux écus!

« Cette fixité de garantie » (du métal précieux), s'écrie Wolowski, « constitue un immense service rendu au commerce et à la production des richesses, qui reposent sur l'admirable mécanisme de la monnaie, dont rien ne doit altérer la pureté. Chacun reconnaît combien il importe de faciliter l'escompte; mais ce qui domine tout, c'est la stabilité du gage des contrats. Pour ne point l'altérer, pour conserver aux transactions un point de repère infaillible, pour donner à la mesure des valeurs la plus grande stabilité qu'il soit possible d'atteindre, pour mettre les prix à l'abri des variations capricieuses, il faut veiller à maintenir au-dessus de tout soupçon la rectitude du mécanisme monétaire.

« Tel est le caractère véritable du *currency principle*, qui l'a emporté en Angleterre sur le *banking principle*, en faisant triompher l'in-



« téréêt général et véritable du pays, lié à la
« *solidité du mécanisme monétaire*, sur l'intéréêt
« apparent de la facilité de l'escompte. D'anciens
« préjugés ont été vaincus. Les négociants de la
« Cité, comme le disait dernièrement le *Times*,
« sont trop éclairés pour se laisser séduire par
« *l'antiquaille du capital illimité* et de l'escompte
« invariable. »

Voilà qui ressemble peu aux doctrines des économistes naguère si triomphantes, et toujours fières sur jambes, encore aujourd'hui. Michel Chevalier, ex-saint-simonien, ex-sénateur de l'empire, professe le plus souverain dédain pour l'or et pour l'argent. Sa doctrine, à lui, est celle-ci :

« La quantité du numéraire circulant importe
« peu. S'il est rare, il haussera. S'il est abon-
« dant, il baissera. Un écu, dans le premier cas,
« valant autant que deux dans le second, on fera
« exactement le même chiffre d'affaires, avec une
« quantité de numéraire deux fois moindre, ce
« qui est évidemment un avantage. »

C'est cavalier. Si ces deux circonstances se présentent, comme il arrive souvent, en effet, à quinze jours ou un mois d'intervalle, le même écu vaudra double ou moitié dans la poche du détenteur. Il se peut que la poche à la hausse se tienne pour contente. Mais la poche à la baisse ne sera pas du même avis. Peu importe aux économistes.



Pour eux, ces alternatives de la bascule sont parfaitement indifférentes. C'est la loi de l'offre et de la demande. Tant pis ou tant mieux pour vous, selon votre chance. Cela ne regarde pas les économistes.

Autre axiome de M. Michel Chevalier :

« Les hommes superficiels et le vulgaire
« s'écrient que l'argent est rare, parce que l'ar-
« gent est la mesure du capital. Mais l'expression
« est inexacte et suscite une fausse idée. C'est à
« peu près comme si, quand le drap ou la toile de
« coton manquent à une foire, on s'écriait : les
« mètres sont rares ! »

Cette plaisanterie économique-saint-simonienne passe la plaisanterie. Voyez-vous les mètres échangés contre de la toile, après l'avoir mesurée, et un acheteur se promenant dans la foire, les poches pleines de mètres, avec lesquels il fait une razzia générale d'étoffe de soie, de drap, de toile et de coton !

Et voilà l'argumentation des économistes !

Fort du Taureau, juillet 1871.



VI

BABINET ÉCONOMISTE

« Les diamants, plus encore en France qu'en Angleterre, représentent un immense capital. « Il n'est aucune valeur mobilière qui, étant « revendue, éprouve une aussi faible perte, une « aussi petite dépréciation, en même temps que « le marché est toujours ouvert pour ces valeurs. « C'est presque une monnaie courante. » (BABINET, tome III, page 48).

Analogie avec l'or, et preuve nouvelle de la véritable raison qui a déterminé l'usage de l'or et de l'argent comme monnaie.

Voici de l'économie politique, façon Babinet :

« Il y a une solidarité forcée dans toute société humaine..... Un prélat rigoriste, trouvant, un « jour de jeûne, Charlemagne assis, longtemps « avant le soir, à une table abondamment servie, « blâma et son repas peu frugal et l'heure à « laquelle il le prenait. « Ne voyez-vous point », « lui dit le sage empereur, « que si je ne mangeais pas à cette heure, les derniers de mes



« gens n'arriveraient à prendre leur repas qu'au
« milieu de la nuit, et que si ma table était moins
« bien servie, il ne resterait rien pour eux? »
(Tome III, page 49).

Admirable, *indeed!* Dans je ne sais plus quel pays, quand le roi avait achevé son repas, un héraut annonçait à son de trompe que les habitants de l'univers pouvaient se mettre à table. M. Babinet doit être en extase devant cette attendrissante coutume. Elle n'était pas cependant, on doit l'avouer, à la hauteur de celles de Charlemagne. Le héraut n'ajoutait pas que l'univers devait se contenter, pour pitance, des restes du sage empereur. C'est là ce que Babinet appelle la *solidarité humaine*. Il ne faut pas s'étonner si cette portière savante consacre quatre-vingt-dix pages à un chapitre sur le diamant et les pierres précieuses, et quinze pages à la cosmogonie de Laplace.

Fort du Taureau, juillet 1871.



VII

SUR DIVERS OUVRAGES D'ÉCONOMIE SOCIALE (1)

M. de Melun est un économiste de salon qui parle charité et aumône en gentilhomme, sans oublier le coup de pied au socialisme. En général, toutes les charités, toutes les bienfesances de ces messieurs sont des prétextes pour arriver à l'affaire capitale, l'excommunication du socialisme. « Le socialisme ne s'est pas arrêté au « présent, il a découragé la bonne volonté « future, et rendu plus difficile le progrès dans « l'avenir. Par la réprobation qu'il soulève, il a « préparé des prétextes à l'égoïsme, des argu- « ments à la cupidité. Pendant longtemps, son « ombre se dressera entre l'opinion publique et « les idées de justice, d'égalité, d'amélioration « sociale, vers lesquelles le mouvement était « unanime. »

Ces derniers mots sont délicieux. Il y avait un

(1) *Moniteur* du 4 février 1850.



mouvement unanime (dans les classes dominantes, veut dire évidemment l'auteur) vers les idées de justice, d'égalité, etc.

Qui s'en serait douté? Ce n'est pas ce brave *Moniteur* qui dit vingt lignes plus haut : « Pendant les dernières années de la monarchie de Juillet, les préoccupations exclusivement politiques et parlementaires faisaient perdre de vue les questions sociales. On cherchait à s'en dissimuler l'importance. On ajournait, on éluait. La révolution de Février a montré l'erreur et fait cesser l'illusion. Les questions sociales ont repris leur rang. »

Voilà un démenti assez net au pieux mensonge du citoyen comte Armand de Melun. C'est fort mal. La révélation extraordinaire du noble représentant de la chouannerie méritait plus d'égards. Le *Moniteur* a tort. — L'assurance avec laquelle le gentilhomme parle de l'avenir est vraiment curieuse. Est-ce aveuglement ou tactique? diplomatie ou bêtise? A lire ces naïves prédictions, il est clair que l'auteur regarde ou feint de regarder son parti comme maître de la situation et arbitre suprême des destinées de la France. Le peuple est désormais à la merci de l'égoïsme et de la cupidité qui en feront à leur tête, sans crainte de la contradiction ni du châtement. Les masses se débattront dans leur misère, tandis que les riches, sous prétexte et en



haine du socialisme, se renfermeront dans leur insensibilité *in sæcula sæculorum*, sans le moindre danger de correction. Ah ! tu fais du socialisme ! Eh ! bien, tu n'auras pas un rouge liard. Tu crèveras de faim et je me draperai dans mon ressentiment. C'est ce qu'il faudra voir.

M. Jules Lebastier est moins grand seigneur et plus économiste. Suivant lui, la misère, à un certain degré d'extension, est le résultat d'un ordre social vicieux ou de la violation de certaines lois économiques. Diable ! que M. Lebastier y prenne garde ! Sa proposition sent terriblement le fagot, c'est-à-dire le socialisme. La conséquence surtout est un axiome d'enfer. « Cette misère », dit-il, « ainsi considérée, se soustrait à la responsabilité de l'individu, et rentre sous la responsabilité de la société. »

Le socialisme n'a jamais dit plus ni autrement. L'auteur a beau distinguer ensuite entre les deux sources de la misère, la source personnelle et la source sociale, les vices de l'individu et les vices de l'organisation politique, il a beau rejeter sur le patient la responsabilité des malheurs nés de sa faute et n'inscrire au débet de la société que les infortunes créées par son imperfection, ce triage ne sauve rien. Que la société soit coupable entièrement ou à demi, que son bilan soit plus ou moins chargé, la part qui lui revient dans les souffrances du travailleur est une sentence de



condamnation. L'argument embarrasse l'auteur en quête de moyens d'assistance... « On se trouve
« placé, dit-il, entre le danger d'une action insuf-
« fisante et les folies du droit au travail et des
« théories socialistes. »

Sur ce, il fait l'histoire critique de la loi des pauvres en Angleterre, et il arrive à cette conclusion d'une logique étrange, que le secours donné, sous forme de travail, à l'homme privé de moyens, n'est qu'un prêt, une avance constituant une dette envers la société, et restituable. Mais si c'est la société qui, par sa mauvaise organisation, a privé l'individu de moyens d'existence, elle ne fait elle-même que payer une dette, en rendant ce qu'elle avait ôté. La restitution n'est que l'acquittement d'une dette et ne peut pas devenir le titre d'une créance, à moins d'ériger en principe la spoliation et l'esclavage.

MM. Saint-Genest et Rollet tracent l'histoire et l'exposé de toutes les institutions de secours. Ils font appel au dévouement sous peine de socialisme. Ils sont tous très drôles avec leurs dévouements et leurs charités. La misère des masses vient de la richesse des privilégiés. C'est le prélèvement de la rente sous toutes ses formes, la dime énorme frappée sur les travailleurs au profit des oisifs, qui ruine et dévore le peuple. Tous les médecins, en quête de remèdes sociaux, posent le problème dans ces termes insolubles :



« Guérir le travailleur ruiné par la rente, sans
« toucher à la rente. » Ils chercheront longtemps
ce nouveau mouvement perpétuel. Aussi vont-ils
tous culbuter dans l'absurde, l'impossible et le
ridicule.

M. Béchard, le légitimiste, veut décentraliser
les communes, créer des associations locales de
crédit et organiser des corporations ouvrières
pour remédier à l'individualisme. Mais le *Moni-
teur* avertit tout aussitôt M. Béchard qu'il fait
fausse route, qu'il marche à l'abîme, et lui crie :
« Gare le socialisme ! Casse-cou ! »

Vient ensuite la mention de l'*Œuvre des familles*
et de l'*Œuvre des faubourgs*, œuvres jésuitiques,
comme on peut le deviner sur la seule étiquette :
L'*Œuvre des familles* est une association de dix
individus pour en assister un seul, avec une faible
mise. Un certain nombre de dizaines forme une
famille qui a sa caisse et ses réunions présidées
par le curé de la paroisse. C'est tout bonnement
une affiliation congréganiste.

L'*Œuvre des faubourgs* est née de l'insurrec-
tion de Juin. « La faim y a eu grande part », dit
le *Moniteur*. En vérité, ce *Moniteur* devient tout
à fait factieux. N'est-ce pas un scandale que ce
langage, une justification de la révolte?... « Après
« la victoire de la loi, la charité a pénétré dans
« les asiles abandonnés par les hommes sur qui
« pesait la répression. Elle a été effrayée des



« affreux spectacles ouverts sous ses yeux. Plus
« sieurs faubourgs lui ont révélé des souffrances
« inouïes. » Alors l'*Œuvre des faubourgs* s'est
fondée et a imaginé... d'envoyer les enfants à
l'école!! C'est une idée comme une autre, mais
elle est singulièrement née. J'ai cru qu'ils allaient
envoyer les enfants chez le boulanger. Va pour
l'école.

1850.

FIN DU TOME PREMIER



TABLE

CAPITAL ET TRAVAIL

AVANT-PROPOS.....	v
AVIS AU LECTEUR.....	1
I. PROLOGUE.	
I.	3
II. Origine et marche de l'usure.....	9
III.	39
II. CAPITAL ET TRAVAIL.....	53
III. LE LUXE.....	77
IV. LES APOLOGIES DE L'USURE	
I.	113
II. Apologue du menuisier par Bastiat..	148
III. Capital est synonyme d'usure.....	161
V. LE COMMUNISME, AVENIR DE LA SOCIÉTÉ.....	173

PROPOSITIONS DE QUELQUES ÉCONOMISTES

I. BASTIAT	221
Le rabot de Jacques.....	222
Le menuisier de Bastiat.....	225
Ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas.....	227
Capital et rente.....	236
Citation de Frédéric Bastiat.....	238



II. GARNIER.....	239
III. DUNOYER.....	252
IV. LAVELEYE sur les crises commerciales et monétaires.....	253
V. WOLOWSKI sur la banque et la circulation fiduciaire.....	257
VI. BABINET économiste.....	267
VII. SUR DIVERS OUVRAGES D'ÉCONOMIE SOCIALE.	269

FIN DE LA TABLE DU TOME PREMIER





